

cahiers

LEON TROTSKY



RÉVOLUTION FRANÇAISE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

- P.B.** Laurent de l'Ardèche, pionnier de la révision de l'histoire de la Révolution française. **M. Robbe**
Les notes de Marx sur les *Mémoires* de Levasseur.
J.P. Joubert Lénine et le Jacobinisme. **P. Broué**
Trotsky et la Révolution française.
- Rakovsky et Thermidor.

30

juin 1987

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :
JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert
Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 30

JUIN 1987

RÉVOLUTION FRANÇAISE ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

I.L.T. — Histoire et Révolution 3

ARTICLES

P.B. — Laurent de l'Ardèche, pionnier de la révision de l'histoire de la Révolution française 7
Max Robbe — Les notes de Marx sur les *Mémoires* de Levasseur 17
Jean P. Joubert — Lénine et le Jacobinisme 31
Pierre Broué — Trotsky et la Révolution française.
Appendice : Rakovskiy et Thermidor 49

CHRONIQUES

Jean-Marc Schiappa — Babeuf précurseur du Front populaire ? 77
Gilles Vergnon — Réhabiliter les Vendéens ? 89
Patrick Enreille — Auto-commémoration du stalinisme 97

DOCUMENT

Les Juges et l'Historien : procès d'Achille Roche 103

NOTES DE LECTURE

Albert Manfred, *Napoléon Bonaparte* 105

Histoire et Révolution

(A propos du deuxième centenaire de 1789 et 1793)

Un vent qui passe ? Une mode entre bien d'autres ou l'acharnement obscurantiste dans un domaine vital pour la liberté de pensée ? Après un cinquantenaire de 1936 en France où l'on a soigneusement proscrit grèves et manifestations ouvrières des thèmes étudiés en colloques, allons-nous voir le deuxième centenaire de la révolution française se dérouler sans que la révolution soit mentionnée ailleurs que dans le titre ? Ou allons-nous assister à de graves débats qui viseront à démontrer — sans rire — qu'en fait il n'y a pas eu de révolution française et qu'elle est le fruit de l'imagination des marxistes et de leur confiance mythique dans la « nécessité objective » et le « peuple » — ces coquecigrues ?

Parfaitement conscients que les Cahiers Léon Trotsky — curieuse référence, disent certains, qui préféreraient à coup sûr le tsarévitch, voire Raspoutine — vont définitivement passer, dans certains milieux de l'establishment parisien, pour incurablement ringards, nous avons choisi de parler pour de bon de la révolution française. Pire encore, persévérant diaboliquement, nous avons choisi de donner la parole, à son sujet, à des hommes dont l'objectif essentiel fut, pendant leur vie active, de conduire à la victoire une autre révolution qu'ils sentaient mûrir et grossir sous leurs pas. En d'autres termes, ce qui nous intéresse ici, c'est ce que les révolutionnaires — nous disons bien les révolutionnaires, pas les staliniens — d'après 1793 pensaient de la Grande Révolution.

Par exemple Albert Laponneraye. En 1831, il avait 23 ans. Il avait été surveillant de pension — « pion » — puis journaliste, autant dire qu'il était militant professionnel. Membre de la Société des Droits de l'Homme et de la Société des Amis du Peuple. Il commença en novembre un cours public sur l'histoire de la révolution française qui s'adressait aux ouvriers et connut un gros succès, une sorte d'« université volante ». La preuve : il fut arrêté et inculpé d'« excitation à la haine et au mépris de la bourgeoisie », son cours fut suspendu, les fascicules qu'il tenta de diffuser, saisis. Il fut condamné en avril 1832 à deux ans de prison. Il continua dans sa cellule de préparer son cours, « une histoire plutôt sommaire et passionnelle » écrit Galante Garrone, mais avant tout « une tentative d'interpréter la grande révolution ». Cette nouvelle histoire — dressée contre l'histoire officielle que défendaient policiers et juges — puisait son information dans les travaux du vieux Buonarroti,

notamment sa Conspiration de l'Égalité, dite de Babeuf, parue en 1829, mais aussi dans les travaux d'intellectuels de sa génération, de jeunes hommes, Paul Laurent, l'auteur de la Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard, et Achille Roche, éditeur et corédacteur des Mémoires du Conventionnel Levasseur, sans oublier le lien vivant entre eux, l'ami commun, « conspirateur » et libraire-éditeur Charles Teste, ami de Buonarroti. Les fascicules de Laponneraye soigneusement préparés à la prison Sainte-Pélagie continuaient à paraître avec beaucoup de régularité. C'est également de cette prison qu'Albert Laponneraye lança sa Lettre aux Prolétaires. Après sa libération, il continua son activité et publia le journal L'intelligence, ce qui lui valut d'être de nouveau arrêté en 1838, l'année de la parution en deux volumes de son Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814, dont le Maitron nous indique qu'elle fut « très lue par la classe ouvrière parisienne et peut-être par la classe ouvrière des grandes villes ». En 1840, il trouva éditeur pour les Œuvres de Robespierre en quatre volumes. A travers les écrits comme l'enseignement de cet homme jeune, les idées du communisme néo-babouviste pénétrèrent dans le milieu populaire parisien au moins : sa popularité fut suffisante pour qu'il soit, à son insu, désigné comme futur membre du gouvernement révolutionnaire provisoire par les conspirateurs de 1839. Il est mort jeune. Il avait été, nous dit encore Alessandro Galante Garrone, de ces jeunes gens qui, « au contact de cette réalité encore ignorée — les masses ouvrières et paysannes —, trouvent de nouveaux accents polémiques, plus vigoureux et plus concrets que ceux de la Conspiration ». Ainsi, l'histoire tout court avance-t-elle du même pas que l'histoire de la Révolution..., même si ce pas est inégal. Accusé en tant qu'historien d'avoir écrit qu'à travers la révolution le peuple n'avait fait que « changer de tyrans » et qu'il était maintenant assujéti à « la plus inavouable, la plus odieuse, la plus insupportable des tyrannies », Laponneraye avait attaqué devant ses juges :

« La véritable République, celle que nous poursuivons de nos vœux ardents, de notre brûlante idolâtrie, c'est une république sans ilotes, sans esclaves, sans plébéiens ; une république où l'on ne connaisse point la distinction de bourgeoisie et de peuple, de privilégiés et de prolétaires, où la liberté et l'égalité soient la propriété de tous et non le monopole exclusif d'une caste ».

Nous avons cité Laponneraye parce que nous sommes convaincus que son histoire fut l'un des ouvrages sur la révolution le plus lus, en tant que « vécu » de la révolution, comme on dit aujourd'hui, par ceux qui vivaient le combat révolutionnaire, c'est-à-dire au premier chef les ouvriers parisiens. Et nous ne négligeons nullement cette source inépuisable de documents que fut pour tant d'historiens, de chercheurs, de politiques, le « Buchez et Roux », l'ouvrage monumental (40 volumes en 14 ans) sur l'Histoire parlementaire de la Révolution française, qui donna le moyen à la génération suivante de réfléchir sur documents. Nous croyons seulement que Laponneraye fut plus porteur d'idées simples directement assimilées par ses lecteurs-acteurs.

Mais il y eut un autre porteur d'idées sur la Révolution française et, à partir de ce point de départ, sur le phénomène révolutionnaire et finalement l'histoire elle-même, nous voulons parler de l'Allemand Karl Marx, qui s'est

plongé à Paris, à partir de la fin de 1844 dans la lecture des ouvrages connus à l'époque sur l'histoire de la révolution française et qui semble avoir médité et même projeté d'écrire un ouvrage historique consacré à la Convention. Nous avons la grande chance que les notes prises par lui à la lecture des Mémoires de l'ancien Conventionnel René Levasseur (de la Sarthe), aient été conservées et soient aujourd'hui accessibles à travers la Mega. L'intérêt en est d'autant plus vif que, comme nous l'avons indiqué, le manuscrit confié par le fils de Levasseur à Achille Roche avait été récrit et développé — dans le cercle même où se mouvaient le vieux Buonarroti et ces jeunes gens qui s'appelaient Laurent, Charles Teste, Achille Roche, Laponneraye lui-même...

Quand un Achille Roche conclut son introduction aux Mémoires de Levasseur en assurant :

« Il nous était nécessaire de prouver qu'on peut admirer l'héroïsme de notre révolution sans rêver de révolutions nouvelles [...] Il suffit même de bien connaître les bienfaits de cette grande crise pour être certain que son délire ne se reproduira jamais »,

il tente, bien inutilement d'ailleurs dans son cas, de donner le change au censeur et d'éviter personnellement un trop long séjour en prison. Mais, quelques pages auparavant, il a livré le secret d'un révolutionnaire qui écrit sur une révolution passée et y puise les raisons d'entretenir ses espoirs et ses raisons de combattre :

« Dès 1789, un petit nombre d'hommes ardents et énergiques osaient rêver l'égalité absolue, chimère généreuse du peuple français quatre années plus tard. Leur parti, soutenu seulement par quelques voix isolées, grossit rapidement. Chaque faute de la Cour lui attirait de nouveaux adeptes ; les masses finirent par le comprendre et, en 1792, il réunit les vœux de l'immense majorité des citoyens. »

Les articles qui suivent s'efforcent de dégager le plus concrètement possible le rapport entre l'histoire de la révolution française et la politique révolutionnaire à travers des travaux de type différent, des auteurs mal connus comme des auteurs très connus. L'ouvrage de Laurent, Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard nous sert de point de départ pour une réflexion sur ce qu'était à la fin de la Restauration une histoire nouvelle de la révolution française, un « révisionnisme » qui conduisait généralement directement en prison les historiens. Nous verrons auprès de Laurent le cercle de ses amis. Nous regrettons de n'avoir pu faire le même travail pour Laponneraye, faute de « combattant ». L'étude des notes prises par le jeune Karl Marx dans sa lecture des souvenirs d'un Conventionnel — les premiers publiés — les Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe), nous montre le passage de ce jeune chercheur socialiste encore un peu critico-utopique, aux perspectives du socialisme qu'il baptisera fièrement « scientifique », à travers une lecture plus importante sans doute pour la pensée de Marx sur la révolution en général que celle du « Buchez et Roux ». Une étude sur Lénine et la polémique à propos du jacobinisme dans le parti ouvrier social-démocrate russe nous permettra de régler quelques faux problèmes et de mesurer le degré de nouveauté de certaines thèses novatrices. Nous avons ensuite présenté de Trotsky une conception sans doute plus élaborée, une interprétation

marxiste de la révolution française qui varie dans le temps et n'est pas exactement celle de Marx ni celle de Lénine. En appendice à l'étude sur Trotsky et la révolution française, une brève étude situe Christian Rakovsky dans l'historiographie de Thermidor.

On trouvera par ailleurs dans ce numéro des chroniques, monopolisées cette fois par nos jeunes collaborateurs. Un historien réagit aux pages spectaculairement consacrées à la Vendée depuis quelque temps. Un politologue étudie avec soin le numéro des Cahiers du Communisme consacré au cent-cinquantième de la révolution française. Un autre jeune historien monte la garde contre une tentative de « récupération » de Babeuf au service d'une politique de « Front populaire ».

Nous espérons que nos abonnés et lecteurs apprécieront la façon dont nous avons voulu commémorer avec eux, avec un peu d'avance, un deuxième centenaire qui va voir paraître tant d'études et de publications — sur lesquelles il faudra peut-être revenir après.

P.B.

Laurent de l'Ardèche, Pionnier de la révision de l'histoire de la Révolution française

C'est sous le pseudonyme d'Uranelt de Leuze — anagramme transparent que la répression rendait obligatoire — que Paul Mathieu Laurent (devenu « de l'Ardèche » après son élection à la Constituante en 1848) publia en 1828 sa *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé Montgaillard*.

Cet homme de 35 ans — né au Bourg Saint-Andéol en 1793 — était sans doute très représentatif d'une face de son temps et de sa génération. De sa jeunesse, on sait seulement qu'il fréquenta le collège, manifesta des opinions républicaines sous l'Empire et bonapartistes sous la Restauration, fut condamné à un mois de prison pour une manifestation « intempestive » dans l'église du Bourg. Sainte-Beuve l'a décrit comme « l'un de ces patriotes de 1815 animés d'un souffle ardent et qui, tout républicains qu'ils étaient de cœur, se sont ralliés au Napoléon des Cent-Jours défendant le sol français ». Il a combattu dans les rangs des fédérés parisiens. Avec la chute de l'Empire, il a de nouveaux démêlés avec la justice — du roi, cette fois : pour avoir arrosé très copieusement la dissolution de la Chambre introuvable, le voilà inculpé de complot contre la sûreté de l'Etat et menaces (pour avoir invité l'adjoint au maire à lui répéter « dehors » ce qu'il venait de lui dire). C'est finalement pour menaces seulement qu'il fut condamné, cette fois, à quatre mois de prison ferme, qu'il purgea, eu égard à ses origines sociales, dans des conditions sans doute pas trop désagréables.

Le voilà étudiant en droit à Grenoble en 1816, il y rejoint une société secrète — ou plusieurs — une expérience qui inspirera plus tard ses *Mémoires d'un carbonaro*. Licencié en droit en 1819, il s'inscrit au barreau et y sera l'avocat du *Journal des Alpes*, auquel il collabore et qui disparaît après une année, trop ouvertement opposant pour vivre. Il fonde alors l'éphémère *Journal libre de l'Isère*, si maltraité par la censure qu'il disparaît à son tour rapidement, après un acquittement, poursuivi pour avoir protesté contre l'expulsion du département de l'ancien conventionnel et abbé Grégoire. Puis il se lance dans la rédaction d'une *Histoire du Dauphiné* qui l'amène à Paris où il va rester sept ans, faisant les rencontres décisives pour sa formation et s'engageant sur la voie historique qui nous intéresse ici.

Après un bref séjour dans « l'Ordre des Templiers », où l'avait entraîné son ami Hippolyte Carnot, mais dont le conservatisme le repoussa, il est intro-

duit dans le cercle des Saint-Simoniens où il amène non seulement Carnot mais Michel Chevalier, également son ami personnel. Ce n'est sans doute pas par hasard qu'il y retrouve à cette date Saint-Amand Bazard et Philippe Buchez, quelques années auparavant fondateurs de la Charbonnerie française, à la recherche de la « doctrine sociale » qui manquait aux conspirateurs. Avec eux, Laurent est l'un des six autour desquels se fait le regroupement des Saint-Simoniens, et l'un des principaux collaborateurs du *Producteur*. Mais, dans le même temps, synthétisant dans un travail historique ses vieilles aspirations républicaines, son goût du social et sa sensibilité à la légende napoléonienne, il prépare sa *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard* — un médiocre historien monarchiste qui venait de mourir après avoir écrit une histoire de la révolution empreinte de l'horreur sacrée de mise à l'époque et marquée du sceau de l'explicitation policière des « brigands et des assassins ». L'ouvrage est édité par Charles Teste, ami personnel de Laurent, le futur pilier des conspirations et sociétés secrètes qui est à cette date en correspondance avec Buonarroti ¹.

Histoire et Politique

Le Saint-Simonien Laurent — et c'est ce qui fait son originalité — place au premier rang de ses préoccupations l'histoire, la philosophie de l'histoire, la philosophie politique. C'est l'histoire qui est à la base des autres car elle seule permet « l'étude des phénomènes de la physique sociale » qui permettront au philosophe de dégager des lois générales et des enseignements, par conséquent des principes d'action pour la politique. L'histoire est une science exacte, mais à la condition qu'elle soit pratiquée par un homme qui a vécu l'expérience nécessaire :

« Pour juger en pleine connaissance de cause la manifestation terrible des passions qui dominèrent à une certaine époque, il faut avoir vécu au milieu de ces passions et pu saisir le fil qui liait leur résultat à leurs causes » ².

Sous peine de faillir à sa tâche de compréhension d'une époque, l'historien ne saurait être ni neutre ni impartial : une telle attitude le plaçant en dehors des courants et mouvements d'idées l'empêcherait d'en saisir de l'intérieur la signification véritable :

« Rien ne ressemble moins à la vraie impartialité, à celle qu'on attribue surtout à la postérité, que cette neutralité des contemporains à l'égard des partis divers qui occupent la scène politique et qui possèdent les sentiments et les idées contraires à celles dont se compose l'ensemble du mouvement de l'époque » ³.

Le premier réquisitoire qu'il dresse donc contre les historiens à la Montgaillard, c'est qu'ils ont délibérément décidé de « juger » la Révolution française, et de le faire à travers ses horreurs et ses violences.

« Après avoir tenu compte de leur naissance et de leur éducation et de leurs préjugés aux partisans opiniâtres de l'Ancien Régime, après avoir expliqué la politique incendiaire et homicide de quelques grands seigneurs par l'empire des circonstances et les sentiments naturels qui devaient entraîner alors la majorité de la noblesse aux moyens extrêmes pour défendre sa position sociale violemment attaquée, il est juste

aussi de reconnaître que le Tiers-Etat, non moins passionné pour ses intérêts, ne dût pas apporter moins d'ardeur à leur défense et que, menacé de dévastation et de mort, il put songer à son tour à conjurer le danger par la violence, sans mériter d'être flétri comme une horde de brigands » ⁴.

Il montre ainsi comment la prétendue neutralité de l'abbé de Montgaillard l'a conduit à rabaisser et à dénigrer, non seulement les événements révolutionnaires, mais l'ensemble des acteurs de la Révolution française. L'abbé n'a rien expliqué. Il a seulement crié au scandale.

La philosophie politique préconisée par le Saint-Simonien est aux antipodes d'une telle attitude parce qu'elle a, elle, ses racines dans l'évolution même de l'humanité, plus précisément dans la certitude que le genre humain évolue vers un mieux-être général, vers le progrès moral et le progrès matériel, comme le démontre l'histoire de l'humanité.

Pour Laurent, la crise de 1789 était « un fait inévitable dans la vie du genre humain » :

« Préparée par les conquêtes de la raison, c'est-à-dire par les travaux et les succès des réformateurs et des philosophes, elle devait éclater aussitôt que les progrès des lumières auraient assez fait sentir l'incompatibilité des anciennes institutions avec des idées et des besoins nouveaux, pour produire un malaise universel » ⁵.

Cette crise régénératrice a pris la forme d'une révolution à qui les Montgaillard reprochent d'avoir été sanglante. Comment aurait-elle pu être pacifique ? Elle n'aurait pu l'être qu'en l'absence des intérêts et sentiments contradictoires qui, précisément, la rendaient inévitable : elle exprimait « l'incompatibilité désormais absolue des privilèges politiques de la noblesse et du clergé avec les lumières et l'importance réelle du Tiers-Etat » :

« Cette opposition d'état et de sentiments entre les diverses classes de la nation [...] devait produire inévitablement aussi les grands incidents par lesquels se manifeste l'obstination réciproque et naturelle des deux partis, irréconciliables jusqu'à la victoire complète de celui qui représente les véritables besoins nationaux et les idées du siècle » ⁶.

Dans la marche en avant de l'humanité, c'est la classe qui représente l'avenir qui doit l'emporter et qui l'emporte effectivement, à travers la foi dans les motifs de sa lutte, le nombre de ses partisans et leur volonté de vaincre :

« La foi dont les partisans de la Révolution étaient embrasés par le dogme de la liberté et de l'égalité n'était pas moins vive que celle des royalistes à l'égard du droit divin ; les intérêts moraux et matériels qu'elle avait créés n'étaient pas de moindre importance pour l'universalité des citoyens que ceux de l'Ancien Régime pour les privilégiés » ⁷.

C'est ce qui contraignit les patriotes à recourir à la violence et c'est aussi ce qui explique que la révolution ne manqua ni d'hommes d'Etat ni de soldats :

« Ils furent même beaucoup plus nombreux, plus habiles et plus audacieux dans les rangs populaires, ainsi qu'on devait s'y attendre en songeant que 28 millions de citoyens soulevés au nom du bien public et de la raison contre le privilège et le préjugé renfermeraient nécessairement plus d'héroïsme et de lumières que quelques milliers

de familles armées pour des intérêts spéciaux et cherchant vainement à maintenir ce qui tombait de vétusté »⁸.

Pour lui, pas plus que les institutions, les individus ne peuvent assurer la marche de la société vers ses formes nouvelles : « la déchéance successive de tous les potentats qui voulurent [...] ralentir arbitrairement le char de la révolution »⁹ l'atteste avec éclat.

Une interprétation nouvelle de la Révolution

Ainsi notre « révisionniste » tourne-t-il résolument le dos à l'histoire en vogue qui se complait au récit des « désordres » et les explique par l'intervention des « ramassis de brigands » : elle ne fait que « salir les événements les plus mémorables ». Le peuple « a scellé de son sang la conquête de la liberté » et ne pouvait, pour remplir cette mission, « combattre et vaincre avec modération un ennemi furieux »¹⁰. Mais le devoir de l'historien est de proclamer ce fait :

« Les masses ne peuvent pas devenir sciemment criminelles ».¹¹

Il n'accepte pas non plus le modèle soigneusement élaboré de l'empirisme britannique avec sa monarchie modérée et sa constitution non écrite qui « consiste à régulariser et à perpétuer l'antagonisme de la société » et qui n'est en définitive que « la prolongation intempestive des hostilités légales, imaginées autrefois pour représenter sous des formes moins violentes les hostilités réelles entre les diverses classes de la société ».¹²

En réalité, selon Laurent, 1789 est la « révolution primitive », « fondamentale », celle qui a posé les bases de la nouvelle société qui ne connaît qu'une « classe prépondérante, celle des citoyens actifs » capables d'enrichir leur pays « par les découvertes de la science, des merveilles des arts ou des bienfaits de l'industrie », en fait le nouvel ordre social, définitif :

« Notre révolution n'est plus à faire et toute amélioration sociale [...] pourra s'obtenir [...] sans recourir aux mêmes moyens qui, dans le passage d'un ordre social suranné à une organisation meilleure, firent triompher les réformateurs [...] La grande réformation de 1789 a été effectuée au profit de la classe populaire comme à celui des classes élevées et mitoyennes avec lesquelles elle n'a cessé d'en partager les fruits ».¹³

Il souligne à ce sujet une différence importante avec la Révolution anglaise, dans laquelle l'alliance des barons avec les industriels a donné à la domination de ces derniers une « allure féodale », reproduisant entre maîtres et ouvriers la haine entre aristocrates et membres du Tiers Etat :

« La puissance industrielle, réunie à l'aristocratie, a comprimé la classe ouvrière et la réduite le plus possible au rôle d'instrument de travail ».¹⁴

Il faut admettre cependant que, même en France après 1789, le problème majeur, la libération du prolétaire, est resté en suspens. Laurent insiste sur la nécessité de le régler, à condition que ce règlement ne soit pas l'œuvre des prolétaires eux-mêmes, ce qui ne manquerait pas de provoquer une nouvelle rétrogradation qui la compromettrait irrémédiablement. Cette libéra-

tion, l'émancipation des prolétaires, doit être l'œuvre de toute la société et, au premier chef, de son élément moteur, le pouvoir.

Le modèle à ses yeux le plus avancé de gouvernement, celui qui est allé le plus loin dans la voie de cette nouvelle société où « les hommes s'élèveront au sommet de la nouvelle hiérarchie en cultivant les sciences et les beaux arts », c'est le gouvernement de Robespierre. Alors qu'à l'époque où il écrivait encore, Robespierre continuait à être systématiquement dépeint comme un révolutionnaire froid et cruel, un abominable et sanguinaire tyran, Laurent fait de lui, dans la *Réfutation...* un véritable panégyrique. Le procès de Robespierre, écrit-il, « a été jugé et non plaidé ». L'Incorruptible a été « le bouc émissaire de la Révolution, immolé au moment même où il voulait en arrêter les désordres »¹⁵. Après avoir rappelé, et en argumentant de façon assez solide, que c'est Robespierre avec son Comité de Salut public qui a mis un terme aux activités de ceux qu'il appelle « les révolutionnaires sanglants », les Enragés, les Hébertistes et qu'il est mort pour avoir menacé d'autres coquins et des criminels aussi sanguinaires, il assure que l'objectif de Robespierre et de Saint-Just était de « ralentir l'action révolutionnaire, de faire cesser le désordre le plus tôt possible, de constituer l'unité sociale sur les ruines des factions anarchiques et d'assurer enfin la stabilité du système républicain »¹⁶.

Incluant dans son Panthéon personnel Babeuf et ses compagnons, républicains de bonne foi et « inflexibles sectaires », il reproche à Napoléon I^{er} de n'avoir pas suivi le mouvement des idées, mais d'avoir au contraire tenté de l'arrêter, finissant ainsi par tomber « sans avoir donné à la France autre chose que l'habitude de l'égoïsme et l'exagération de la manie des places »¹⁷.

Portée et signification

Un jour peut-être une équipe d'historiens des mentalités parviendra à répondre aux questions qui se pressent à la lecture de ce travail de révision de l'histoire de la Révolution française, quand bien même, selon sa propre expression, l'un des objectifs de l'auteur a été d'y « fourrer de la doctrine ». Qui a lu le livre d'Uranell de Leuze ? Comment ses lecteurs ont-ils réagi ? La réhabilitation de Robespierre en tant que modéré à la recherche de la stabilisation a-t-elle été comprise ? A-t-elle plus frappé les intelligences que la réhabilitation du « terroriste » n'a frappé les sentiments, déjà enracinés, d'horreur de la Terreur et de ses hommes ?

L'image de la révolution proposée par le jeune intellectuel a-t-elle suscité des sentiments révolutionnaires et, si oui, comment et sous quelle forme ? Nous sommes pour le moment tout à fait incapables de répondre. Nous avons seulement que les réflexions de Laurent dans la *Revue encyclopédique* de 1830 sont déjà celles d'un homme d'ordre, qu'il découvrira le prolétariat en action en 1848, en aura peur et se ralliera donc finalement à Napoléon III, attendant de lui l'« amélioration du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ».

En tout cas, la parution en 1828 de la *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard* s'inscrit dans un contexte dont certains éléments

nous paraissent significatifs, dans ces dernières années de la Restauration et à la veille de la Révolution de 1830. Elle est en effet contemporaine de deux ouvrages qui « révolutionnent » à la même époque l'histoire de la révolution française. C'est la même année que Philippe Buonarroti, l'ami de Robespierre et le compagnon de combat de Babeuf, publie sa *Conspiration de l'Égalité, dite de Babeuf*. C'est l'année suivante que paraît le premier des quatre volumes des *Mémoires du Conventionnel René Levasseur*, de la Sarthe, avec un texte amplifié et introduit par Achille Roche.

Or, les liens entre ces hommes, l'ébauche d'un certain « milieu » intellectuel nourricier, épris d'histoire ou moins autant que de politique, sont patents. Depuis des années en effet, il existe entre ces hommes des relations personnelles et politiques. Laurent, depuis son arrivée, est en relations amicales avec Charles Teste, cet homme peu connu du grand public qui, selon Alessandro Galante Garrone, deviendra « la cheville ouvrière secrète des mouvements révolutionnaires européens »¹⁸. A cette époque, Teste n'est encore que lié aux dirigeants de la Charbonnerie française et correspondant régulier de Buonarroti. En outre, il est co-gérant et animateur de la librairie-maison d'édition Delaforest, 7, rue des Filles-Saint-Thomas, qui publie précisément la *Réfutation*. A cette même époque, Laurent est lié d'amitié avec l'auteur d'une histoire très conservatrice parue en 1825, Achille Roche¹⁹.

Or, Roche, vraisemblablement sous la double influence de ses amis Teste et Laurent, vient de retourner totalement ses conceptions historiques à la suite d'une sérieuse crise de conscience et c'est dans ces conditions qu'il entreprend la publication des *Mémoires* de Levasseur pour lesquels il écrit une remarquable, quoique prudente, introduction, après avoir, selon la formule d'A. Galante Garrone, « repris dans une rédaction plus détaillée et plus vive, les notes que le vieux Levasseur avait écrites de façon concise et remise à son fils Francis »²⁰.

Le même A. Galante Garrone discute avec la compétence qu'on lui connaît les influences respectives exercées par Laurent, Teste, Buonarroti, sur l'œuvre d'Achille Roche. Nous en retiendrons sa conviction que ce dernier « ne se proposait pas seulement d'élargir la perspective historique, mais savait entrer dans le champ d'une bataille qui n'était pas seulement de tendances historiques, mais d'idéaux politiques opposés »²¹. Que Laurent, devenu « de l'Ardèche » après son élection en 1848 à la Constituante, ait bruyamment rallié ensuite la cause du second Bonaparte tandis qu'Achille Roche, devenu disciple de Buonarroti, publiait, juste avant sa mort en 1833, le *Manuel du Proletaire*, est finalement de peu d'importance. Nous retiendrons quant à nous que c'est Charles Teste, l'ami de Laurent, qui a présenté Achille Roche à Francis Levasseur pour qu'il rédige les notes du père de ce dernier en « Mémoires », qu'Achille Roche a payé ce courage d'une peine de prison où il a dû parfaire ses relations de révolutionnaire, bref que Charles Teste, Paul Laurent, Achille Roche aussi bien que Philippe Buonarroti ont esquissé une histoire de la Révolution française qui a été la source même de l'information de Marx sur cet événement capital²².

Ce que nous pouvons en tout cas dire dès maintenant concernant non seulement Philippe Buonarroti — le lien entre la révolution du XVIII^e et cel-

les du XIX^e, mais de la génération des Laurent, Roche, Laponneraye²³, qui ont inscrit dans leurs livres une image et une interprétation nouvelles de la révolution de 1789, c'est qu'ils y ont été poussés par la situation politique et sociale, le mouvement de l'époque où ils ont vécu, et qu'ils ont cherché dans le passé — qu'à la différence de Buonarroti ils n'avaient pas vécu — le moyen de comprendre et des raisons de lutter ainsi que plus d'efficacité. Et par conséquent que leur histoire de la Grande Révolution était politique, inspirée par des motifs et des préoccupations politiques inverses de celles qui inspiraient à cette époque l'histoire officielle et les magistrats chargés de veiller à son respect, cette histoire prétendue « neutre » et « impartiale » des abbés de Montgaillard ou de leurs « nègres ». Il ne manquera certainement pas de critiques aujourd'hui pour leur reprocher, comme à Trotsky, d'avoir invoqué pour expliquer le développement social de la « nécessité objective » et ce qu'ils considéraient comme le mouvement même de la société, cette marche vers l'émancipation humaine qui était à la fois leur but et ce qu'ils croyaient déduire de l'histoire.

NOTES

1. Nous renvoyons pour ces indications biographiques et un certain nombre d'autres remarques à notre travail de D.E.S. d'Histoire (1952) intitulé *Un Saint-Simonien dans l'arène politique : Laurent de l'Ardèche (1848-1952)*. Ici, pp. 1-8.
2. *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard*, pp. 32-33. Guillaume Honoré de Montgaillard avait publié en 1820 sa fameuse — à l'époque — *Revue chronologique de l'histoire de France depuis la première Convention des Notables jusqu'au départ des troupes étrangères 1787-1818*.
3. *Réfutation*, p. 33.
4. *Ibidem*, p. 105.
5. *Ibidem*, p. 114.
6. *Ibidem*, p. 262.
7. *Ibidem*, p. 121.
8. *Ibidem*.
9. *Ibidem*, p. 69.
10. *Ibidem*, p. 112.
11. *Ibidem*, p. 175.
12. *Ibidem*, p. 234.
13. *Ibidem*, p. 291.
14. *Ibidem*, p. 101.
15. *Ibidem*, p. 314.
16. *Ibidem*.
17. *Ibidem*, p. 408.
18. Alessandro Galante Garrone, *Philippe Buonarroti et les Révolutionnaires du XIX^e siècle*, p. 22.
19. *Ibidem*, p. 25.
20. *Ibidem*, p. 25.
21. *Ibidem*, p. 27.
22. Marx a lu les *Mémoires* de Levasseur, à Paris, entre 1844 et 1845.
23. Voir ci-dessus, p. 3-4.

Le régime du parti oppresse tous ceux qui luttent contre Thermidor. Le simple membre du parti étouffe. L'ouvrier du rang se tait. Vous voulez une nouvelle « épuration » du parti pour imposer silence. Voilà le régime qui règne dans le parti. Rappelez-vous l'histoire des clubs jacobins. Il y eut deux chapitres dans l'épuration. Lorsque la vague monta, on se débarrassa des modérés ; lorsque la courbe commença à descendre, on se mit en demeure de se débarrasser des jacobins révolutionnaires. Où cela menait-il les clubs jacobins ? A un régime anonyme de terreur, sous lequel on était contraint de se taire, de voter à une unanimité de 100 %, de s'abstenir de toute critique, de penser selon les prescriptions d'en haut, en même temps qu'on cessait de comprendre que le parti est un organisme vivant, indépendant et non un appareil du pouvoir se suffisant à lui-même. La commission de contrôle d'alors parcourut deux chapitres comme toute la révolution. Dans le second, elle déshabituait les membres du parti de réfléchir en même temps qu'elle les obligeait à accepter comme un credo tout ce qui venait d'en haut. Et les clubs jacobins, foyers de la révolution, devinrent les pépinières des futurs fonctionnaires de Napoléon. Il est certes nécessaire de s'instruire des enseignements de la Révolution française. Mais est-il nécessaire de la répéter ?

L. Trotsky, « Discours à la commission de contrôle », juin 1927, *La Révolution défigurée*.

Quand Marx lisait les *Mémoires* de Levasseur de la Sarthe

Marx avait lu à la hâte en 1843 le livre de Bailleul sur les *Considérations* de Madame de Staël, sa première lecture sur l'histoire de la Révolution française, pendant l'été à Kreuznach — et y avait pris de brèves notes. C'est à Paris, fin 1844 - début 1845, qu'il se plonge avec passion dans cette histoire en lisant les *Mémoires* de René Levasseur de la Sarthe, l'ancien Conventionnel, rédigés et développés treize années auparavant par Achille Roche. Il a copié, souligné, traduit et paraphrasé de nombreux passages qui permettent de dégager les aspects auxquels il s'intéressa, les points qui lui parurent capitaux et finalement le mouvement même de cette révolution à laquelle il envisageait alors de consacrer un livre d'histoire.¹

L'une de ses premières remarques, l'un des aspects entrevus dans les *Mémoires* de Levasseur qui le frappe particulièrement, est l'état d'esprit de la période, le sentiment révolutionnaire qui prévaut. Marx, qui lit ce livre en 1844, sous le règne conservateur de Louis Philippe où les révolutionnaires et les démocrates sont non seulement exclus de la vie politique mais totalement marginalisés par rapport à la société, constate que les aspirations de l'époque, expressions du sentiment qui poussait le peuple à la destruction de l'Ancien Régime et l'établissement de la démocratie et de l'égalité, étaient alors générales. Il copie deux passages de Levasseur qui lui révèlent cette réalité et cette relativité, le mouvement du peuple et de son sentiment en tant que phénomène spécifique :

« Alors, ce qu'on prend aujourd'hui pour le délire de quelques maniaques exaltés était le sentiment commun de tout un peuple et en quelque sorte sa manière d'exister »².

« Plus tard, on a vu des opinions différentes diviser la nation : mais en 1788 il n'en était pas ainsi : tout ce qui, en France, n'était pas vivant d'abus, se réunissait dans un désir unanime de destruction d'un régime de fer ; tout ce qui n'était pas dévorateur de la fortune publique voulait en voir confier la gestion aux députés du peuple ; tout ce qui n'était pas membre des castes privilégiées voulait voir passer le niveau de la loi sur toutes les têtes et soumettre tous les citoyens aux mêmes charges »³.

Après la fuite du Roi

Marx commence à prendre force notes sur l'histoire de la Législative après la fuite du roi. Son intérêt se porte vers les périodes de crise où s'élaborent des

changements brusques, tandis que l'écart se creuse entre le devant de la scène, les ombres qui l'occupent, et les forces profondes à l'œuvre dans la société, les vrais acteurs, de moins en moins masqués.

Au lendemain de la fuite du roi, les hommes politiques qu'on appelle « le triumvirat » — Barnave et les frères Lameth —, qui vont désertier le Club des Jacobins pour aller animer celui des Feuillants, pensent qu'il est temps d'arrêter la révolution et de conclure un solide compromis avec la monarchie dont le maintien est nécessaire à celui de l'ordre social. Barnave met en garde : « Un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté, dans la ligne de l'égalité, la destruction de la propriété ». C'est la fusillade du Champ-de-Mars, la répression contre les clubs populaires. Les Feuillants font prendre à la Législative des décisions conformes à leur plan de compromis avec la monarchie : la Constitution civile du clergé perd son caractère de loi constitutionnelle et devient donc révisable, l'activité des clubs est sévèrement restreinte, le cens électoral est révisé, diminuant le nombre des électeurs. Les notes de Marx portent sur les passages dans lesquels Levasseur souligne la distance qui grandit entre la vie politique légale et la vie politique réelle, le discrédit de la Législative après la conclusion du compromis avec le roi, la coupure désormais profonde avec la nation et son mouvement :

« La Constitution fut révisée dans un sens moins populaire qu'elle n'avait été d'abord conçue : les changements furent peu importants ; mais ils suffirent pour faire perdre à l'assemblée toute sa popularité, et à la Constitution la sanction la plus désirable, celle de la Nation » 4.

La Constitution dont le peuple avait attendu qu'elle réglât la vie politique n'est plus désormais qu'une fiction en dehors et au delà de laquelle s'affrontent désormais les antagonismes qu'elle ne peut ni concilier ni même désormais dissimuler. Marx copie dans les *Mémoires* de Levasseur le passage suivant :

« La session de l'Assemblée législative ne fut qu'une guerre mal dissimulée du pouvoir populaire contre l'autorité royale. Guerre dans laquelle les deux contendants se servaient de la Constitution tour à tour comme d'un glaive et d'un bouclier. Guerre acharnée, dans laquelle la Constitution que l'on invoquait des deux côtés, n'était des deux côtés qu'un vain mot auquel on ne croyait pas » 5.

L'assemblée législative est désormais impuissante, la Constitution inopérante. L'affrontement se fait donc en dehors d'elles, chaque parti se préparant à utiliser la force et employer la violence dans une lutte où il n'est plus de conciliation possible, dont la réalité du développement a bousculé les barrières constitutionnelles et fait exploser le cadre légal. Marx relève les réflexions de Levasseur :

« Au reste, cette assemblée impuissante, dans les langes dont la Constitution l'avait entourée, ne pouvait rien faire d'utile. Aussi les événements nombreux qui se sont passés pendant sa durée ne sont-ils pas partis de son sein. Constitutionnellement parlant, ou selon la limite de leurs pouvoirs légaux, la Cour et l'Assemblée ne pouvaient rien faire et ne faisaient rien. Ces deux grands colosses se contemplaient en silence et demandaient à des conspirations secrètes ce qu'ils ne pouvaient attendre de la loi » 5.

Avec l'entrée en guerre qui accroît encore tensions et contradictions et donne au conflit en France une dimension internationale, la crise qui se déroule n'est susceptible d'être conclue par aucun compromis. Marx copie Levasseur :

« Ni l'un ni l'autre (parti) n'était de bonne foi... aussi la crise dans (laquelle) la Constituante avait laissé la France ne pouvait-elle avoir que deux solutions : le renversement du trône ou le retour de l'Ancien Régime. Pour chacun des deux partis, il s'agissait donc de l'existence même » 7.

La Chute de la monarchie

Ce sont bientôt les manifestations de rue, d'un côté, prises d'armes, de l'autre, et tentatives d'entraîner les troupes contre l'assemblée qui tracent la trame du déroulement des événements. Le roi ayant renvoyé les ministres « brissotins » et refusant de sanctionner les décrets que ces derniers estiment nécessaires à la défense, comme la concentration de Fédérés à Paris, son refus de sanctionner le décret contre les prêtres réfractaires et enfin l'inaction des armées, les Girondins décident une tentative d'intimidation : la manifestation du 20 juin 1792. Pendant deux heures, dans son propre Palais des Tuileries, le roi doit subir l'humiliation du défilé et des cris des manifestants. Il tient bon.

L'échec de la manifestation du 20 juin ranime ses partisans donne un encouragement au mouvement royaliste. En province, il y a des assemblées départementales pour le soutenir, des prises d'armes pour le « délivrer ». La Fayette offre ses services de général. En même temps Pétion, symbole du parti des patriotes, est suspendu de ses fonctions de Maire de Paris.

Du coup, ceux qui considèrent que les Girondins ont conduit le 20 juin à l'échec parce qu'ils ne l'ont pas destiné à aller jusqu'au bout, commencent également à s'organiser à leur tour : Robespierre et ses amis, qui se sont tenus à l'écart de la manifestation manquée, recueillent le profit de cette attitude et de leur clairvoyance. On commence à Paris, à partir du Club des Jacobins, dans les quartiers, à s'organiser pour le combat décisif, une organisation qui est accélérée par l'arrivée à Paris des Fédérés de province, gardes nationaux en armes. La Législative, sous la poussée, annule la suspension de Pétion et le réintègre dans ses fonctions. Le 14 juillet 1792, les manifestants sont nombreux à crier « Vive Pétion ». Les Fédérés ont créé un « directoire secret » : la manifestation qui se prépare est une véritable insurrection. Marx relève ce commentaire de Levasseur :

« Cette grande époque de 1791 à 1792, qui a décidé des destins de la France, n'a été signalée par aucune lutte de tribune remarquable. C'est entre le peuple et le pouvoir que la guerre fut continuée. Le 20 juin, le triomphe de Pétion au 14 juillet, les mouvements qui signalèrent l'entrée des fédérés marseillais à Paris eurent de grands résultats, sans que l'assemblée y prit la moindre part. Les députés y figurèrent comme conspirateurs et non comme députés. La déclaration de guerre même, événement majeur de cette période fut décidée aux Jakobins (sic) » 8.

Il nous faut renoncer à une analyse détaillée des réflexions de Marx à propos de la tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire de La Fayette et sur-

tout à propos de l'insurrection du 10 août, auxquelles il accorda sans doute, dans sa lecture des *Mémoires* de Levasseur une grande importance, notant, au milieu de ses citations : « La Fayette, p. 40. Le 10 août, p. 41 »⁹. Sans doute n'a-t-il pas jugé utile de relever ce qu'il comprenait parfaitement. La Fayette, en tant que « général constitutionnel », ne pouvait espérer le soutien des amis de l'Ancien régime et moins encore de ses ennemis qui ne croyaient plus que la Constitution fût un rempart. En ce qui concerne le 10 août, Levasseur, à la page 40, note que l'insurrection, qui provoqua le même enthousiasme que le 14 juillet 1789, présente des caractères différents dans la mesure où « l'ivresse triomphante » n'avait pu « calmer les défiances ».

En revanche, les citations de Levasseur copiées de la main de Marx se multiplient pour la période d'après le 10 août jusqu'à la première réunion de la Convention et éclairent parfaitement les éléments d'explication qui retenaient l'attention du jeune lecteur des *Mémoires* du Conventionnel.

L'Interrègne

Le grand historien Albert Mathiez écrit que « les six semaines qui s'écourent depuis le 10 août 1792 jusqu'au 21 septembre de la même année — c'est-à-dire depuis la prise des Tuileries et l'internement de Louis XVI au Temple jusqu'à la réunion de la Convention — ont une importance capitale dans l'histoire de la Révolution ». Il souligne que l'insurrection du 10 août n'était pas dirigée « seulement contre le trône », mais qu'elle était « un acte de défiance et de menace contre l'Assemblée » qui venait d'absoudre La Fayette : « Un pouvoir révolutionnaire est apparu en face du pouvoir légal. La lutte de ces deux pouvoirs emplit les six semaines qui précèdent la réunion de la Convention ».

Le pouvoir révolutionnaire s'est constitué dans la nuit du 9 au 10 août quand les commissaires des sections parisiennes se sont érigés en Commune révolutionnaire à l'Hôtel de Ville. Issus du choix direct du peuple, forts de leur victoire, ils s'opposent en tant que nouvelle légalité à l'autorité de l'assemblée et la présence des fédérés dans les insurgés donne un caractère national à cette insurrection qui s'est déroulée à Paris. Le 10 août, dans une période qui va être bientôt marquée par le péril extérieur, voit s'affronter deux pouvoirs. Marx relève dans les *Mémoires* de Levasseur les passages qui traitent de la rivalité des trois pouvoirs, le ministère, l'assemblée et cette Commune révolutionnaire qui émane des sans-culottes parisiens. Il copie :

« L'insurrection, qui avait remplacé tous les pouvoirs au 10 août, était restée debout... c'était une force active, et elle terrassa les ennemis de la liberté »¹⁰.

Il poursuit, relevant dans le livre de Levasseur l'hommage rendu au rôle de la Commune dans la lutte contre l'envahisseur :

« La seule force qui existât en France pendant l'interrègne commencé au 10 août était l'élan populaire, l'insurrection, l'anarchie... le dernier moyen de salut qui restait, consistait donc à faire usage des ressources qu'offrait l'anarchie et à diriger contre nos ennemis la force brutale qu'elle soulevait »¹¹.

Et ce n'est pas par hasard que Marx copie le long passage dans lequel Levasseur compare l'autorité respective des trois pouvoirs en conflit pendant cet interrègne :

« Les décrets qu'elle [l'assemblée législative] rendait n'avaient aucune autorité. Le ministère, émanation d'une assemblée impuissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir... le gouvernement passa donc dans les mains de ceux qui surent s'en égarer, c-à-d dans les sociétés populaires et dans les municipalités. Mais ces centres de gouvernement improvisés, émanations de l'anarchie même et ne tenant aucun droit de la loi ou de la Constitution, n'étaient que les premiers du peuple, puissants tant qu'ils se bornaient à lui imprimer une direction et à rendre efficaces ses volontés ; ils n'eussent pas contraint l'obéissance, dès qu'ils se fussent mis en contradiction avec lui et qu'ils eussent voulu lui imposer le frein des lois »¹².

Plus loin, il souligne l'impuissance du Conseil des ministres provisoire, doté du pouvoir par les Girondins, et les conséquences qu'eut cet état de fait sur les élections parisiennes à la Convention, en copiant ces remarques :

« Dès que le parti auquel il [le conseil des ministres] tenait, se fut rendu impopulaire... l'autorité exécutive fut de fait exercée par les communes et surtout par la Commune de Paris, composée d'hommes vigoureux et chéris du peuple. Les élections de la capitale furent faites sous l'influence de la Commune dont les principaux membres furent élus »¹³.

La Gironde et la Montagne

Karl Marx semble avoir été passionné par la scission entre Girondins et Montagnards, si l'on en juge par les notes abondantes qu'il prend sur cette question dans les *Mémoires* de Levasseur. On sait que la Convention avait pourtant semblé commencer sous un signe d'unanimité avec l'élection triomphale de Pétion à la présidence, la condamnation de toute atteinte à la propriété et l'abolition de la monarchie. Les hostilités commencent pourtant, à l'initiative des Girondins. Le 24 septembre, Kersaint, porte-parole des Girondins, propose la création d'une Garde départementale destinée à protéger la Convention contre les dangers de la capitale. Les attaques se multiplient dès lors contre la Commune de Paris. Rebecqui et Barbaroux accusent Robespierre d'aspirer à la dictature. Vergniaud et Boileau s'en prennent à Marat. Désormais, la rupture est consommée, les Girondins ont déserté le club des Jacobins. La bataille fait rage autour du procès du Roi.

Marx semble s'intéresser au fait que l'initiative de la rupture incombe entièrement aux Girondins. Il relève ces affirmations de Levasseur :

« C'est la Gironde qui s'est séparée de nous. C'est Buzot qui a déserté la place qu'il occupait à la Constituante. C'est Vergniaud qui a délaissé le siège que naguère encore il remplissait à la Législative [du côté gauche] ... Nous étions loin de chercher des divisions... Pétion fut nommé président à la presque unanimité : les autres membres du bureau furent choisis parmi les députés influents de la dernière assemblée »¹⁴.

L'intérêt des mémoires de Levasseur ici est évidemment que l'auteur est un témoin : nouveau député, il peut attester du sentiment unitaire qui ani-

mais les nouveaux venus comme lui et dont il assure qu'ils ne voulaient aucune scission du camp des patriotes, ce qui intéresse vivement Marx :

« Lors de notre réunion, les nouveaux députés... qui composaient la grande majorité de la Montagne, ignoraient même qu'il y eût deux camps et que les républicains ne fussent pas tous pénétrés des mêmes sentiments et des mêmes vœux »¹⁵.

Marx relève également les indications données par Levasseur sur les groupements internes aux « républicains ». Il relève par exemple ce qu'il écrit du « centre » :

« Le centre se recruta de tous les hommes qui ont la constante habitude de se prononcer en faveur du parti qui triomphe et qui avant de prendre une couleur, cherchent d'abord les moyens de ne pas se compromettre et d'attendre sans changer les événements. Tel député qui se cacha d'abord du centre, devint depuis fougueux montagnard et réacteur plus fougueux encore. Là aussi — des hommes de talent : Barère... Sieyès, Dulaure — Boissy d'Anglas... »¹⁶.

Mais Levasseur désigne sans aucun doute possible les responsables de la scission, ceux qui avaient depuis le début déterminé leur politique et décidé de l'appliquer, les Girondins,

« le seul parti qui vint dans la Convention avec un système arrêté et une marche réglée d'avance, prit place sur les bancs du côté droit... Se jeter en masse sur les bancs opposés aux nôtres, c'était nous déclarer la guerre, même avant de nous connaître »¹⁷.

C'est en allemand que Marx résume ensuite et paraphrase Levasseur. Tout-puissants dans la Législative et les plus influents au Club des Jacobins, les Girondins — les Brissotins, disait-on à l'époque — se sont crus maîtres de la France, une situation qui a été profondément modifiée par « l'interrègne » et les 42 jours entre le 10 août et la première réunion de la Convention. D'abord parce que, au pouvoir, ils se sont montrés

« faibles et sans volonté dès que le gouvernail de l'Etat fut placé sans contestation entre leurs mains »¹⁸.

Leurs discours contre l'anarchie, « la loi agraire », la dictature, les ont coupés du courant principal qui soulevait alors le peuple et les ont éloignés du seul endroit où l'on pouvait l'influencer :

« Ils se privèrent seulement de moyens qu'ils avaient pour diriger le torrent. Le Club des Jacobins était alors le thermomètre de l'opinion publique. Il était bien rare que la majorité des Français cassât ses arrêts »¹⁹.

Et Levasseur de décrire — et Marx de relever — comment l'hostilité des Girondins à la Commune de Paris les engagea dans la scission du parti des patriotes :

« Tous les députés connus par quelque énergie et quelque patriotisme furent affiliés, à leur arrivée à Paris, à la société des Jacobins où la Commune avait une grande influence. Les mêmes députés siégèrent au côté gauche : ce fut assez pour porter la Gironde sur les bancs de la droite. Les Jacobins ayant repoussé leur autorité étaient devenus leurs ennemis », « comme les députés qui se rangeaient du côté de la Commune et ceux de la députation de Paris »²⁰.

Levasseur conclut — et Marx relève :

« Ainsi donc, au commencement de la session, la Convention n'était pas divisée en partis... Seulement, il s'élevait dans son sein une coterie ambitieuse qui voulait imposer ses opinions à l'assemblée et qui s'appretait à guerroyer pour venger des blessures faites à son amour-propre et satisfaire des rancunes particulières »²¹.

Levasseur ne donne pas de raisons de la guerre des Girondins contre les Montagnards autres que blessures d'amour-propre et rancunes particulières. Il évite — et Marx le relève sans commentaire — l'explication policière par la « trahison » :

« Le parti de la Gironde n'était pas non plus composé en majorité de traîtres, mais il en recéléait en son sein. Non, il ne voulait pas la ruine de la République, mais ses théories y conduisaient »²².

Il commente, en tout cas, en allemand, que c'était bien les Girondins qui étaient les agresseurs, les Montagnards, au début, s'étant contentés de se défendre. Puis il prend de nouveau force notes sur l'attaque lancée par les Girondins.

Il relève d'abord la proposition faite par Kersaint le 24 septembre de la constitution d'une force départementale, en arguant « des dangers qui menaçaient la Convention dans la capitale ». Marx ajoute en allemand que c'est une attaque contre la Commune qui a écarté les Girondins de toute autorité sur Paris le 10 août, contre Danton, patron du conseil exécutif et contre les députés de Paris qui sont dans leur majorité des membres de la Commune du 10 août, du fait de leur colère « contre cette redoutable Commune et particulièrement contre la députation de Paris ». Marx ajoute, en le soulignant fortement, que les Girondins voulaient sans aucun doute leur revanche pour leur défaite et leur anéantissement pendant l'interrègne d'après le 10 août.

Levasseur n'a pas une sympathie particulière pour Marat, c'est évident. Marx note qu'il écrit à son sujet :

« Un tel homme n'eût jamais exercé la moindre influence si les Girondins, en poursuivant dans sa personne le principe même de l'énergie, n'eussent accru son importance et ne lui eussent fourni l'occasion de montrer au moins le calme, la constance, le sang-froid et le mépris des injures qui caractérisent la véritable conviction et le dévouement »²³.

Il relève dans le texte de Levasseur les informations sur les attaques contre la Commune et les députés de Paris « de vouloir organiser la dictature », de Barbaroux et Rebecqui contre Robespierre, de Vergniaud contre Marat de nouveau, dans ce qu'il appelle « le cours des dénonciations ».

Marx note l'opinion de Levasseur sur les attaques quotidiennes dont les prétextes sont « la division entre les ministres Roland et Danton, les torts imputés à la Commune de Paris, les placards de Marat »²⁴. Levasseur juge ces combats « inutiles » et note qu'ils sont presque toujours à l'avantage des Girondins, la majorité n'étant encore ni ferme ni organisée, précisant :

« Ainsi un grand nombre de républicains énergiques votèrent longtemps avec le côté droit : de ce nombre étaient Philippeaux, Cambon, Cambacérés, etc. »²⁵.

Marx prend de brèves notes sur l'affaire de la démission de Danton qui choisit d'être député plutôt que ministre et met en difficulté Roland, qui choisit finalement d'être ministre. Il se contente d'indiquer les références aux pages dans lesquelles Levasseur parle de la dissolution de la Commune de Paris, puis il relève ces remarques de ce dernier :

« Chaque jour les accusations réciproques se reproduisaient avec une nouvelle fureur : le côté droit commençait toujours l'attaque en s'appuyant de faits antérieurs à la réunion de la Convention et il se servait constamment de l'espèce de répugnance que Marat inspirait à toute l'assemblée pour incriminer toute la Montagne » [...] « scènes de parti, au milieu desquelles les élus du peuple consumaient un temps précieux et des forces qu'ils eussent dû diriger tout entières contre les ennemis de la France » ²⁵.

Levasseur, et Marx après lui, relèvent encore les attaques de Louvet contre Robespierre, l'attaque de Buzot contre Philippe d'Orléans, et soulignent le précédent établi par les Girondins :

« Ce sont eux qui réclamaient des décrets d'accusation contre leurs collègues : ce sont eux qui, en livrant Marat au Tribunal révolutionnaire, ont violé l'inviolabilité des élus du peuple » ²⁶.

La Dictature de la Convention

Il est clair que Levasseur considère comme criminelles les agressions des Girondins contre les Montagnards dans le contexte de « la patrie en danger », ce qui le conduit à regarder de plus près le gouvernement de la Convention pendant cette période et nous permet de juger de l'intérêt porté par Marx à ce gouvernement et à ses méthodes.

Levasseur, copié par Marx, écrit :

« Les comités de la Convention et la Convention elle-même s'occupaient de toutes les branches de l'administration et faisaient par des décrets des actes nombreux et fréquents d'autorité exécutive. D'un autre côté, les municipalités s'étaient emparées aussi d'une grande partie de l'administration. Pouvoir civil, pouvoir militaire, pouvoir judiciaire même, rien n'était parfaitement réglé... dès que, par des fonctions quelconques une réunion de citoyens était appelée à s'occuper de la chose publique, elle s'ingérait en même temps dans les affaires les plus étrangères à la mission qui lui était confiée... S'il existait une infinité de *pouvoirs de fait*, un seul être collectif, *la Convention*, réunissait de droit toute l'autorité du corps social et elle en usait souvent ; législatrice par ses décrets, administrative par ses comités, elle exerçait encore le pouvoir judiciaire par la manière dont elle étendait le droit d'accusation » ²⁸.

Et Marx de relever soigneusement cette remarque de Levasseur sur la centralisation nécessaire à ce moment de l'histoire révolutionnaire — qui constituera sans doute une idée de base pour de nombreux « marxistes » à venir :

« Comme état transitoire entre la monarchie détruite et la république à organiser, comme moyen de guerre contre l'aristocratie, l'émigration et l'étranger, cette concentration de tous les pouvoirs était un symptôme heureux et je dirais plus, indispensable » ²⁹.

L'opinion de Levasseur est que c'est précisément ce travail à travers la concentration des pouvoirs qui permit le retournement de la situation et la

défaite des Girondins dans cette assemblée qu'ils avaient cru pouvoir gouverner à leur guise en la débarrassant de ceux qu'ils considéraient comme leurs adversaires, « niveleurs » et « aspirants à la dictature ». Il raconte — et Marx note après lui :

« Les dissensions qui troublaient les délibérations de la Convention nationale s'introduisirent bientôt *au sein du comité exécutif*. Servan ayant été obligé de quitter le ministère de la guerre à cause de sa mauvaise santé, la Convention nomma de confiance à sa place, sur la présentation de Roland, le citoyen Pache, employé dans les bureaux de l'intérieur. Le nouveau ministre ne partagea pas les haines et les vues de son protecteur » ³⁰.

Et surtout :

« Pendant ces éternelles querelles, les *comités* de la Convention n'avaient pas été inactifs comme elle : le comité de défense générale avait, sous l'influence de *Carnot*, secondé nos armées et préparé nos victoires ; le comité de comptabilité, dont *Cambon* était le rapporteur habituel, avait créé des ressources à l'aide de ce papier-monnaie qui, sous le nom d'assignats, a été tant et si souvent décrié, et de la vente des biens nationaux » ³¹.

Les dernières notes prises en français par Marx sur cette période indiquent que, selon Levasseur, c'est au début de 1793 que la Gironde cessa de détenir la majorité à la Convention :

« A la fin de janvier 1793, les Montagnards avaient quitté la défensive sur laquelle ils s'étaient peut-être tenus trop longtemps pour attaquer à leur tour la Gironde » ³².

Et Marx de noter que Levasseur situe ce changement de majorité assurée à l'assassinat du Conventionnel Le Peletier de Saint-Fargeau, lendemain de l'exécution de Louis XVI ³³.

Les notes en français de Marx s'arrêtent à la page 163 des *Mémoires de Levasseur* suivant de près la page 101. Elles sont suivies d'un texte en allemand, de toute évidence un résumé pour le livre qui porte le titre de « Lutte des Montagnards et des Girondins » (*Kampf der Montagnards und Girondins*). Il poursuit le récit après la mort de Le Peletier qui fournit, indique-t-il, l'occasion de la rupture ouverte, fait le récit de l'accusation contre Marat, de son acquittement triomphal par le Tribunal révolutionnaire, et également des menaces et de la trahison de Dumouriez ³⁴.

Quand Marx aborde le mois d'avril 1793, le récit revêt un ton plus tendu, plus serré : « Plus de querelles de tribune, désormais, écrit-il, mais la guerre à la vie ou la mort » ³⁵. La question du *maximum* est posée : la droite prétend que les mesures de guerre portent atteinte à la propriété et mettent en question le droit même de propriété et l'existence de cette dernière. Il s'agit pour elle de dresser la classe moyenne (*Mittelklasse*) contre la Montagne, mais cette dernière l'emporte toujours à l'assemblée quand il s'agit de mesures de guerre et de politique générale. Les notes de Marx se terminent par des remarques sur la haine des Girondins à l'égard de Paris et de ses sans-culottes, mais aussi le fait que la Montagne trouve dans les masses populaires le « bras vigoureux et les dévouements énergiques » ³⁵ dont le pays a besoin. Après quelques remarques sur la politique économique des Montagnards et

l'emprunt forcé prélevé sur les bourgeois, il conclut en remarquant que la Gironde, « qui critiquait les mesures proposées par la Montagne, ne leur a jamais opposé d'autre plan »... « Les Girondins ne faisaient absolument rien »³⁸. La référence qui suit cette ultime remarque renvoie aux pages 153 à 163 des *Mémoires* de Levasseur, que Marx a donc annotées — en français ou allemand — jusqu'à cette date au moins, puisque nous ne possédons pas d'autre document de sa main sur cet ouvrage en quatre volumes.

La portée de la lecture

Nous pensons avoir déjà indiqué au passage les idées-forces que Karl Marx a dégagées de la lecture des mémoires du conventionnel de la Sarthe, revues et développées par le jeune révolutionnaire Achille Roche. Le professeur Alessandro Galante Garrone, dans son livre sur *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires français du XIX^e siècle* indique à juste titre que l'importance de cette lecture a été insuffisamment considérée par les historiens et qu'elle « mériterait une étude approfondie ». Il indique que, selon lui, Marx s'est intéressé surtout aux aspects suivants : l'impuissance de l'Assemblée législative, [...] la vaste diffusion du sentiment démocratique [...], « les forces insurrectionnelles actives mises en mouvement par le 10 août », [...] la nécessité de confier l'initiative aux forces populaires extra-parlementaires et extra-gouvernementales [...], « les graves responsabilités des Girondins qui [...] se jetèrent à droite, déclarant la guerre à la Montagne [...], « la nécessité d'un pouvoir populaire qui assure le triomphe de la liberté républicaine » [...], la position équivoque de Danton entre la Montagne et le Marais »³⁸. Nous ne résumerions pas ainsi les centres d'intérêt de Marx qui nous paraissent résumés ici sous un angle d'« histoire historisante » alors qu'ils nous ont semblé relever plutôt de la philosophie de l'histoire.

De toute évidence en effet, ce qui accroche l'intérêt et l'attention de Marx dans le livre de Levasseur, c'est le témoignage et l'analyse de l'intérieur du mouvement qui détruit précisément une certaine conception de l'Histoire. L'intérêt de l'impuissance de l'assemblée législative provient de ce qu'elle est le résultat d'un conflit entre forces politiques et sociales qui ne peuvent trouver place dans le cadre qu'elle prétendait donner. Les forces insurrectionnelles actives mises en place pour et par le 10 août sont essentiellement la Commune de Paris et les sociétés populaires et, avec elles, la révolution est poussée en avant par le peuple entier, le peuple en armes et une démocratie directe qui se dresse contre la démocratie représentative de l'assemblée législative... Sans utiliser les textes — laissés de côté par Levasseur — comme ceux de Brissot dénonçant les « désorganisateur » dans « ceux qui veulent tout niveler, les propriétés, l'aisance, le prix des denrées, les divers services à rendre à la société [...] qui veulent niveler même les talents, les connaissances, les vertus, parce qu'ils n'ont rien de tout cela » — Karl Marx perçoit, à travers la discussion sur le maximum, les fondements de classe du divorce entre Girondins et Montagnards, également bourgeois, les premiers voulant arrêter la révolution par crainte des « anarchistes » et les seconds, conscients du péril étranger, étant prêts à « colérer » le peuple pour s'appuyer sur la seule force susceptible de

sauver la révolution face à l'Europe coalisée. La concentration du pouvoir populaire entre les mains des organismes émanant du peuple montre la condition — ou si l'on préfère — le prix ainsi assigné à la victoire.

Mais nous retrouverons ensuite le professeur Galante Garrone quand, après avoir souligné l'intérêt que Marx a vu dans la dispute autour du maximum entre Girondins et Montagnards, il conclut sa note en ces termes :

« Il n'est pas difficile de découvrir là certaines caractéristiques de l'attitude du jeune Marx face à la Révolution française, qui devient donc un peu débiteur, pour l'élaboration de cette pensée, à Levasseur et Roche »³⁹.

NOTES

1. René Levasseur (1747-1834), chirurgien-accoucheur au Mans, fut élu à la Convention, pour le département de la Sarthe, et membre du Club des Jacobins. Il vota la mort de Louis XVI, prononça l'éloge de Marat le 18 décembre 1793 et fut l'auteur de la proposition d'abolition de l'esclavage. Représentant en mission aux armées, il prit part à la bataille de Hondschoote. Proscrit au 12 Germinal an III (1^{er} avril 1795), avec les derniers Montagnards, il fut amnistié et reprit son travail au Mans. Arrêté par les Prussiens et exilé en 1815, il vécut aux Pays-Bas, puis à Bruxelles. Il confia à son fils Francis des notes qu'Achille Roche eut à rédiger et à développer, en tirant quatre volumes. (Cf. l'introduction de Francis Levasseur au vol. III des *Mémoires*). Les notes de Marx sur ce livre sont reproduites dans la *Mega* (K. Marx, F. Engels *Gesamtausgabe*, Berlin-Est, Dietz Verlag 1975 sq, avec ses notes parisiennes, « Historisch-ökonomische Studien (Pariser Hefte), vol. II, Abteilung IV, t. 2, pp. 281-298. Pour toutes les citations, nous donnons comme référence *Mega/Levasseur*, suivie de deux chiffres, page de la *Mega*, et page de Levasseur, éditions de 1929, toutes références au volume I.
2. *Mega/Levasseur*, 283/21.
3. *Ibidem*, 283/27.
4. *Ibidem*, 283/32.
5. *Ibidem*, 283/37.
6. *Ibidem*, 283-284/38.
7. *Ibidem*, 284/38.
8. *Ibidem*, 284/39.
9. *Mega*, p. 284.
10. *Mega/Levasseur*, 284/20.
11. *Ibidem*, 284/43-44.
12. *Ibidem*, 284/44-45.
13. *Ibidem*, 285/53-54.
14. *Ibidem*, 284/49.
15. *Ibidem*, 285/51.
16. *Ibidem*, 285/52.
17. *Ibidem*, 285/53.
18. *Ibidem*, 285/54.
19. *Ibidem*, 285/53.
20. *Ibidem*, 286/55.
21. *Ibidem*, 286/55.
22. *Ibidem*, 286/59.
23. *Ibidem*, 286-287/65.
24. *Ibidem*, 287/69.
25. *Ibidem*, 287/70.
26. *Ibidem*, 287/78-79.
27. *Ibidem*, 288/87.
28. *Ibidem*, 287-288/85.
29. *Ibidem*, 288/86.
30. *Ibidem*, 288/91.

31. *Ibidem*, 288/92-93.
32. *Ibidem*, 288/100.
33. *Ibidem*, 288/101.
34. *Mega*, p. 294-296.
35. *Ibidem*, p. 97.
36. *Mega/Levasseur*, 298/150-153.
37. *Ibidem*, p. 298/153-163.
38. Alessandro Galante Garrone, *Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX^e siècle*, n. 29, pp. 324-325.
39. *Ibidem*, p. 325.

En 1903, Lénine définissait le social-démocrate révolutionnaire comme un Jacobin lié au mouvement ouvrier de masse. A cette époque, j'ai opposé à Lénine des objections académiques sur le fait que jacobinisme et socialisme scientifique reposaient sur des classes différentes et employaient des méthodes différentes. C'était en soi une ligne correcte. Mais Lénine *n'identifiait* absolument pas les plébéiens parisiens avec le prolétariat moderne ou la théorie de Rousseau avec celle de Marx. Il ne soulignait que les traits communs des des deux révolutions : les masses populaires les plus opprimées, qui n'avaient rien à perdre que leurs chaînes ; les organisations les plus révolutionnaires qui s'appuyaient sur elles et qui, dans la lutte contre les forces de l'ancienne société, établissaient la dictature révolutionnaire. Cette analogie était-elle solide ? Tout à fait. Elle s'est révélée historiquement fructueuse.

L. Trotsky, « Lettre aux communistes de gauche italiens », 25 septembre 1929.

Lénine et le jacobinisme

Lénine était-il « jacobin » ? Le qualificatif, lancé comme une accusation dans la crise du Parti Ouvrier Social-démocrate russe en 1903, a été repris par des historiens : Albert Mathiez, dans un article paru en 1920 en défense de la révolution russe, « Bolchevisme et Jacobinisme »¹, a développé une analogie déjà présente dans la déposition d'Alphonse Aulard devant la commission d'enquête de la Ligue des Droits de l'Homme sur la situation en Russie à la fin de l'année 1918². Pour les maîtres de l'histoire de la révolution française, il ne faisait aucun doute qu'il existait des analogies entre bolcheviks et Montagnards. Pour Mathiez, cette parenté procédait, bien sûr, des circonstances, la révolution, mais aussi du fait que Lénine, nourri de l'histoire de la révolution, s'était « directement inspiré de ses exemples et a voulu les mettre en pratique en les adaptant à son pays et aux circonstances »³. Le juriste André Hauriou s'est à son tour engagé dans la même voie. Comparant constitutionnalisme soviétique et jacobin, il en était arrivé à la conclusion qu'il existait entre les deux une parenté « évidente » et qu'entre autres facteurs, Lénine et les bolcheviks avaient bien cherché à « imiter » les Jacobins français⁴. Récemment enfin, François Furet écrit que les bolcheviks russes « n'ont pas cessé d'avoir présent à l'esprit l'exemple de la révolution française et tout particulièrement sa période jacobine ». Dès la scission du parti social-démocrate, écrit-il,⁵ Lénine a excipé du « modèle jacobin » : « Le Jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat devenu conscient de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire. » Le lecteur aura reconnu la célèbre phrase de Lénine de 1903 qui suscita les sévères critiques de Rosa Luxemburg et de Trotsky contre le « jacobinisme » de Lénine. Ajoutons que, lors du colloque Robespierre, l'historien soviétique Albert Manfred commença sa communication⁷ en indiquant qu'en 1918, en application d'un décret signé par Lénine, on érigea à Moscou, sous les murs du Kremlin, une statue de Robespierre, démonstration saisissante pour qui se souvient qu'A. Mathiez avait en son temps fait remarquer que la capitale française avait honoré en ses places, ponts et artères, Mirabeau, Lafayette, Danton et Bonaparte mais n'avait pas consacré une seule rue à Robespierre⁸. La cause semblait donc entendue. Le dossier du « jacobinisme » de Lénine nous a semblé cependant moins simple et mériter d'être ouvert de nouveau à l'occasion du bi-centenaire.

*

* *

Dans une note à l'édition de 1907 de *Que faire ?* Lénine fait remarquer que l'initiative de la comparaison entre la division du mouvement socialiste et celle du mouvement bourgeois révolutionnaire français ne lui appartenait pas, mais revenait à Plekhanov⁹. C'est en effet Plekhanov qui, dans le numéro 2 de *L'Iskra*, paru en février 1901, écrivit que l'on pouvait voir percer dans le mouvement socialiste deux tendances et émit l'idée que la lutte révolutionnaire pourrait bien conduire à « ce que, *mutatis mutandis*, on pourra appeler rupture entre la Montagne social-démocrate et la Gironde social-démocrate »¹⁰. Relevons qu'à cette occasion Plekhanov porte un diagnostic sur les tendances de la social-démocratie et ne fait référence à la Montagne et à la Gironde que « *mutatis mutandis* » c'est-à-dire « en changeant ce qui doit être changé ».

La première protestation contre l'éditorial de Plekhanov émana du *Rabotchéïé Diélo*, l'organe de l'Union social-démocrates russes, partisan de la conciliation avec les « économistes », cible des « iskristes ». B. Kritchevsky y critiquait vivement l'usage de l'analogie :

« Parler d'une *Montagne* et d'une *Gironde* dans les rangs de la social-démocratie c'est faire une analogie historique superficielle, singulière sous la plume d'un marxiste ; la Montagne et la Gironde ne représentent pas des tempéraments et des courants intellectuels divers, comme cela peut sembler aux historiens idéologues mais des classes et des couches diverses : moyenne bourgeoise d'une part, petite bourgeoisie et prolétariat de l'autre. Or, dans le mouvement socialiste contemporain, il n'y a pas collision d'intérêts de classe : dans *toutes* ses variétés, y compris les bernsteiniens les plus avérés, il se place entièrement sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, de la lutte de classes du prolétariat pour son émancipation politique et économique »¹¹.

Cette citation reproduite par Lénine dans les premières pages de son *Que faire ?* introduit plusieurs dizaines de pages de polémique contre le *Rabotchéïé Delo* qu'il accuse de protéger bernsteiniens et bernsteinisme par sa théorie de la tolérance. Lénine fait sienne l'analogie historique de Plekhanov concernant l'existence d'une « Montagne » et d'une « Gironde » dans le mouvement social-démocrate, les « Girondins » étant de toute évidence les défenseurs des bernsteiniens et des « économistes ». Il l'a d'ailleurs déclaré, on ne peut plus clairement, dans son discours devant la conférence d'unification de Zurich en septembre 1901 :

« Voyez la conférence de Genève, ne représente-t-elle pas une collision entre la Montagne et la Gironde ? *L'Iskra* n'est-elle pas la Montagne ? »¹².

Pourtant cette analogie ne l'intéresse visiblement pas. Le reste de la polémique de *Que faire ?* ne comporte pas une seule fois des mots comme « Montagne », « Gironde », voire « Jacobin ». Lénine ne cherche pas à discuter l'analyse du *Rabotchéïé Diélo* attribuant au conflit entre Girondins et Montagnards des racines de classe bien précises, « moyenne bourgeoisie » pour les premiers, « petite bourgeoisie et prolétariat » pour les seconds ; en revanche, anticipant sur ces célèbres analyses de l'aristocratie ouvrière comme base sociale de l'opportunisme, il conteste fermement que le bernsteinisme n'ait pas, lui, de base sociale. De toute évidence, les « bases sociales » de l'opportunisme l'intéressent infiniment plus que celles des révolutionnaires français.

Ce sont les adversaires de Lénine qui vont reprendre l'analogie, contre lui, au congrès de 1903. Martynov et Akimov, les principaux porte-parole des « économistes », attaquent les iskristes en général et Lénine en particulier comme des Jacobins, c'est-à-dire des gens qui ont la prétention de se substituer au mouvement lui-même et de lui imposer leur dictature. Martynov s'élève contre ce qu'il dénonce comme l'introduction dans le programme d'un « plan jacobin conspiratif d'organisation qui ne convient pas essentiellement au parti de classe du prolétariat, mais à un parti avancé basé sur divers éléments révolutionnaires »¹³. Dans cette polémique, Plekhanov s'est rangé du côté de Lénine et c'est Trotsky qui prend sur lui de défendre les iskristes ainsi critiqués en expliquant à Akimov que la dictature du prolétariat ne peut en aucun cas être réduite à une « action jacobine »¹⁴. Sur ce plan, au congrès, les choses en restent là. Les adversaires de Lénine ne font pas d'autres allusions au « jacobinisme » de Lénine qui va devenir, au cours des années suivantes, le grand leit-motiv de ses adversaires mencheviques ou, si l'on préfère, « néo-iskristes », comme on disait à l'époque.

C'est Akselrod qui entraîne Lénine dans la discussion sur le terrain glissant de l'analogie. Ancien de *L'Iskra*, il n'a jamais été considéré comme un opportuniste, mais s'est rangé dans le camp des adversaires de Lénine lors de la scission de 1903. Il était l'un des membres du comité de rédaction dont Lénine était décidé à se débarrasser au congrès et il a vivement combattu la position de Lénine sur les statuts, en invoquant la démocratie interne. Dans la polémique de la nouvelle *Iskra* contre Lénine, il s'en prend, dans un article publié dans les numéros 55 et 57, à ce qu'il appelle les « méthodes jacobines » de Lénine. Il oppose la politique purement prolétarienne à la tentative de Lénine de fonder une organisation de la bourgeoisie démocratique entraînant et encadrant les masses ouvrières de Russie comme armée de combat :

« Au bout de la voie dans laquelle elle [Lénine et sa tendance] entraîne notre mouvement, luit, comme un point brillant, le club des Jacobins, c'est-à-dire l'organisation des éléments révolutionnaires et démocratiques de la bourgeoisie qui entraîne par l'intermédiaire des sociétés populaires... les couches les plus actives du prolétariat. »

Et Akselrod ajoutait :

« Et pour comble de sa triste ironie, il est probable que l'histoire nous a placé à la tête de cette organisation bourgeoise révolutionnaire non simplement un social-démocrate mais un marxiste de la plus pure orthodoxie [...] Le marxisme légal ou le semi-marxisme a bien donné un chef littéraire à nos libéraux (P. Strouvé). Pourquoi donc l'espiègle histoire ne donnerait-elle pas à la démocratie bourgeoise révolutionnaire un chef de l'école du marxisme révolutionnaire orthodoxe ? »¹⁵.

La critique est sévère : Lénine est accusé de vouloir constituer une organisation « bourgeoise ». La confusion dans l'utilisation de l'analogie est à son comble quand, en novembre 1903, les critiques de Lénine reçoivent un renfort de taille : Plekhanov, qui a introduit l'analogie en un sens profondément différent de celui que lui donne maintenant Akselrod, dénonce Lénine comme un homme sans principe et se félicite de voir que « Robespierre est tombé »¹⁶.

Lénine réagit de façon très polémique dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, brochure préfacée en juillet 1904. L'attaque d'Akselrod est en effet pour lui très révélatrice : ce dernier n'ignore rien des analogies déjà faites et de leur signification politique puisqu'il fut, après tout, son camarade et celui de Plekhanov dans l'ancienne *Iskra*, où fut pour la première fois formulée l'analogie entre la division des socialistes et celle de la bourgeoisie française entre Gironde et Montagne. Il écrit :

« Akselrod n'ignore pas vraisemblablement que la division de l'actuelle social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste a, depuis longtemps déjà, et pas seulement en Russie, donné lieu à des « analogies historiques empruntées à l'époque de la Grande révolution française ». Akselrod n'ignore pas vraisemblablement que les Girondins de l'actuelle social-démocratie recourent toujours et partout aux termes de « jacobins » et « blanquistes » pour caractériser leurs adversaires »¹⁷.

S'agit-il dans l'esprit de Lénine d'une affirmation théorique, résultat d'une analyse spécifique de la révolution française ? Bien sûr que non. Il ne peut d'ailleurs ignorer la polémique passée entre Akselrod et Tkatchev, le grand protagoniste du « jacobinisme » et de la « conspiration » dans le mouvement socialiste russe, qui donne en quelque sorte sa « légitimité historique » à la critique d'Akselrod. Il ne cherche nullement à analyser les forces de classe en présence dans la révolution française. Pour lui, simplement, la bourgeoisie française, à une étape de la révolution, s'est trouvée coupée en deux tendances, une tendance modérantiste, à la recherche d'un compromis avec la monarchie et l'Ancien régime, qu'il tient pour « opportuniste » du point de vue du développement de la révolution bourgeoise, et la tendance dure, intransigeante, déterminée à mener la révolution à son terme. La première est la tendance des Girondins, la seconde, celle des Montagnards qu'il appelle « jacobine ». Pour Lénine, de même qu'il y avait, dans la révolution bourgeoise, une Gironde opportuniste et une Montagne jacobine, de même, le mouvement ouvrier social-démocrate-russe — le congrès de 1903 et la scission l'ont prouvé — est divisé entre Girondins et Montagnards, opportunistes et révolutionnaires, et il s'identifie à ces derniers, équivalents des Jacobins dans un contexte tout différent. C'est pourquoi il interpelle son ancien camarade Akselrod en ces termes :

« Si Akselrod a parlé des Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé (à cause de ces erreurs) en compagnie des Girondins dans la social-démocratie ? »¹⁸.

Et pour qu'il n'y ait aucune confusion, faisant clairement référence aux discussions du congrès sur les statuts du parti qui ont été à l'origine de la scission, il pose la question et répond, afin de démontrer où passe la frontière entre Girondins et Jacobins :

« Qui défend les tendances prolétariennes de notre mouvement [...] qui met en garde contre les intellectuels bourgeois tout pénétrés d'opportunisme ? Les Jacobins de la social-démocratie. Et qui introduit dans le parti les intellectuels [...] ? Le Girondin Akselrod avec le Girondin Lieber »¹⁹.

C'est sur la base de cette distinction, équivalente à celle que d'autres faisaient à l'époque entre « durs » et « mous », « maximalistes » et « minimalis-

tes », que Lénine relève le gant et revendique le « jacobinisme » comme « révolutionnaire » face au modérantisme et à l'opportunisme de la Gironde :

« Les mots « terribles » de jacobinisme, etc... n'expriment absolument rien si ce n'est de l'opportunisme »²⁰.

Et il écrit alors la phrase qui va déclencher la riposte de Rosa Luxemburg comme de Trotsky, la phrase autour de laquelle va se gonfler le mythe du jacobinisme de Lénine :

« Le jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat, devenu conscient de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire. Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui rêve à la valeur absolue des exigences démocratiques, c'est justement l'opportuniste »²¹.

Rosa Luxemburg, qui a pris connaissance de la brochure de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière*, publiée à la fois dans l'*Iskra*, dont le contrôle a échappé à Lénine, et dans la revue de la social-démocratie allemande *Die Neue Zeit*, son article contre Lénine « Questions d'organisation dans la social-démocratie russe », auquel Lénine répond par un nouvel article également intitulé « Un pas en avant, deux pas en arrière » que Kautsky refuse de publier dans *Die Neue Zeit*²². La polémique de Rosa Luxemburg contre « l'ultra-centrisme » de Lénine n'a rien à voir, comme cela a été souvent écrit avec beaucoup de légèreté, avec une quelconque apologie du spontanéisme. Rosa Luxemburg reconnaît que la tendance à la centralisation est un phénomène inhérent à la social-démocratie mais défend l'idée que les conditions préalables à la constitution, en Russie, d'un parti ouvrier centralisé ne sont pas réunies, puisqu'il n'y existe pas encore un contingent assez nombreux d'ouvriers éduqués par la lutte politique. Dans ces conditions, elle considère que ce serait une grossière erreur de penser que l'on pourrait « provisoirement » substituer la souveraineté d'un comité central, agissant en quelque sorte par « délégation » — position qu'elle attribue à Lénine —, à la domination « encore irréalisable » de la majorité des ouvriers évolués et remplacer le manque de contrôle public exercé par les masses ouvrières sur les organes du parti par le contrôle inverse du comité central sur l'activité du prolétariat révolutionnaire. Ce faisant, Rosa Luxemburg dénonce un danger, mais n'apporte pas vraiment de réponse à la question posée de savoir quel type d'organisation social-démocrate est présentement souhaitable et réalisable en Russie, comment « créer une social-démocratie avant que la domination politique immédiate ne soit aux mains de la bourgeoisie »²³. Rosa Luxemburg relève la phrase de Lénine sur le social-démocrate qui ne serait pas autre chose qu'un Jacobin indissolublement lié à l'organisation du prolétariat devenu conscient de ses intérêts de classe. Mais elle ne reproche pas à Lénine de vouloir accomplir une révolution « bourgeoise » et fonder une organisation « bourgeoise » — argument central de la critique menchevique — mais de faire sien un modèle d'organisation « dépassé », de type « jacobin-blanciste » dans lequel un petit groupe pouvait se substituer à l'activité des larges masses. Le social-démocrate, écrit-elle, crée un mouvement d'organisation

« totalement différent de celui des mouvements socialistes antérieurs, comme par exemple ceux de type jacobin-blanciste »²⁴.

A la critique de Rosa Luxemburg sur le centralisme, somme toute infiniment plus sérieuse que celle d'Akselrod, Lénine ne répond pas vraiment sur le fond. Il se contente de relever quelques inexactitudes flagrantes, mais secondaires. Il balait en revanche l'accusation du jacobinisme. Il s'agit d'un faux procès, explique-t-il :

« Je me suis borné à faire observer qu'on ne peut faire ce parallèle que si l'on admet que la division de la social-démocratie de nos jours en deux tendances, opportuniste et révolutionnaire, correspond *dans une certaine mesure* à la division entre Montagnards et Girondins »²⁵.

Et Lénine marque très clairement les limites qu'il entend donner à ce parallèle que l'ancienne *Iskra* avait souvent utilisé sans susciter une telle levée de boucliers :

« Rosa Luxemburg confond ici une corrélation entre les deux courants révolutionnaires du XVIII^e siècle avec leur identification. Si je déclare par exemple que je compare le petit Scheiddeg à la Jungfrau [Il s'agit de deux montagnes] cela revient à comparer une maison de deux étages avec une de quatre étages, cela ne veut pas dire pour moi que la maison de quatre étages et la Jungfrau sont une seule et même chose »²⁶.

Lénine accepte l'analogie mais lui fixe des limites très strictes que ses accusateurs franchissent avec allégresse. Il précise qu'il n'en n'a pas eu l'initiative, ni historiquement ni dans la polémique présente, et qu'il n'entend pas l'utiliser dans un autre sens que celui qu'elle avait sous la plume de Plekhanov en 1901, c'est-à-dire « mutatis mutandis ». Rosa Luxemburg a-t-elle sur ce point reculé ? Bien des divergences subsisteront entre eux, jusqu'à sa mort, mais il faut constater qu'elle ne reprendra plus jamais contre Lénine l'accusation de jacobinisme, ce que masque l'utilisation ultérieure de son article de 1903 par les adversaires de Lénine.

Trotsky, fort de ses récentes lectures et de ses lumières sur la révolution française, s'engage à son tour dans la brèche pour faire, dans *Nos tâches politiques*, à « Maximilien » Lénine un procès dont il faut bien admettre qu'il est terriblement réducteur. On connaît son thème central :

« Si l'on tente de transposer les méthodes de la pensée et de la tactique jacobine dans le domaine de la lutte de classe du prolétariat, on n'aboutit qu'à une pitoyable caricature du jacobinisme, mais pas à la social-démocratie : la social-démocratie n'est pas le jacobinisme et encore moins une caricature de ce dernier »²⁷.

On connaît aussi ses thèmes annexes : l'existence d'une « orthodoxie » très proche de la vérité absolue qui inspirait les Jacobins, la volonté de terroriser politiquement l'intelligentsia, l'institution dans le parti de l'état de siège et ce qu'il appelle le « régime de la terreur ». Ces accusations découlent-elles vraiment, comme Trotsky semble le dire, de la formule sur le « social-démocrate jacobin », de Lénine ? On peut en douter, même en faisant la part belle aux accusations de Trotsky.

La brillante démonstration que fait Trotsky des différences entre Jacobins et social-démocrates révolutionnaires peut être tenue pour morceau d'anthologie :

« Ils étaient utopistes ; nous voulons être les représentants des tendances objectives. Ils étaient idéalistes des pieds à la tête ; nous sommes matérialistes de la tête aux

pieds. Ils étaient rationalistes ; nous sommes dialecticiens. Ils croyaient en la force salvatrice de la vérité au dessus des classes, devant laquelle tout devait s'incliner. Nous ne croyons qu'en la force de classe du prolétariat révolutionnaire. Leur idéalisme théorique, intrinsèquement contradictoire, les poussait sur le chemin de la méfiance politique et de la suspicion impitoyable. Notre matérialisme historique théorique nous arme d'une confiance inébranlable dans la « volonté » historique du prolétariat. Leur méthode était de guillotiner les moindres déviations, la nôtre est de dépasser théoriquement et politiquement les divergences. Ils coupaient les têtes, nous y insufflons la conscience de classe »²⁸.

On ne voit pas ici une seule affirmation à laquelle il est permis de supposer que Lénine ne pouvait souscrire. Trotsky le pressent probablement, qui écrit, au cœur de la question :

« En quel sens sommes-nous donc des Jacobins ? Il est vrai qu'ils étaient intransigeants et que nous le sommes aussi. Les Jacobins connaissaient une accusation terrible : le *modérantisme*. Nous connaissons l'accusation d'*opportunisme*. Mais nos « intransigences » sont qualitativement différentes. [...] Le coin que nous enfonçons entre nous et l'opportunisme est l'armature de la conscience de classe du prolétariat [...] Les Jacobins enfonçaient entre eux et le modérantisme le couperet de la guillotine. La logique du mouvement allait contre eux et ils s'efforçaient de la décapiter »²⁹.

Dans les premiers mois de 1905, c'est Martynov qui revient à la charge avec une brochure au titre évocateur : *Deux dictatures*. Il évoque l'atmosphère du congrès de 1903 :

« L'atmosphère qui régnait à ce congrès, les premiers jours, lorsque Lénine dirigeait encore totalement, rappelait à un tel point l'atmosphère de la Convention française de 1793, que je me décidai aussitôt de m'occuper spécialement de l'étude de l'histoire de la Convention pour me convaincre si nous allions au devant d'une répétition sérieuse de cette histoire ou bien au devant d'une imitation tardive et malheureuse »³⁰.

Martynov considérait qu'il ne pouvait y avoir aucune dictature dans la prochaine révolution russe, le prolétariat devant se contenter de soutenir la bourgeoisie et de faire pression sur elle. Il soutenait Akselrod et s'en prenait au bolchevisme dans lequel il voyait un « jacobinisme à la marxiste », dénonçant notamment « le plan d'insurrection jacobin » intimement lié à la théorie jacobine « de la prise du pouvoir et de la dictature révolutionnaire jacobine ». Selon Martynov, l'« inévitable conclusion politique de toute sorte de jacobinisme... est l'idée de la dictature révolutionnaire dans la révolution imminente »³¹. Sous la plume de Martynov, l'accusation de jacobinisme change donc à nouveau de sens : il ne reproche plus à Lénine d'avoir un programme « bourgeois », mais de vouloir faire la révolution bourgeoise, un reproche que Lénine accepte bien volontiers :

« Et ces gens parlent encore de l'avant-garde ! Ils craignent que l'histoire ne leur impose le rôle dirigeant dans une révolution démocratique, ils pensent *avec terreur* qu'ils pourraient être obligés de *réaliser l'insurrection*... ces incorrigibles Girondins du socialisme voient là dedans un jacobinisme monstrueux. »³²

C'est finalement dans *Deux tactiques de la social-démocratie*, en juillet 1905, que Lénine revient sur la question. Abandonnant le terrain des analo-

gies sommaires qui avaient facilité la polémique de Rosa Luxemburg et de Trotsky, il s'efforce de donner un contenu politique à sa défense du jacobinisme. Il replace la question dans le contexte de la lutte révolutionnaire en écrivant :

« Si la révolution arrive à une victoire décisive, nous réglerons notre compte au tsarisme à la manière jacobine, ou, si vous le préférez, à la plébéienne : « La Terreur française toute entière, écrivait Marx en 1848 dans la *Neue Rheinische Zeitung*, ne fut pas autre chose qu'une façon d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, avec l'absolutisme, la féodalité et l'esprit petit bourgeois ». Ceux qui, à l'époque de la révolution démocratique, agitent devant les yeux des ouvriers social-démocrates russes l'épouvantail du jacobinisme, ont-ils jamais réfléchi à ces mots de Marx ? »³³.

Sans abandonner la ligne polémique de son texte antérieur, tout en préservant soigneusement la séparation et l'opposition Girondins / Jacobins, après avoir rappelé que « les Girondins de la social-démocratie russe contemporaine, les néo-iskristes », sont désormais, dans la politique russe, « à la remorque des éléments bourgeois », des « gens de l'*Osvobodjenie* », il donne une définition plus complète du « jacobin social-démocrate » quand il écrit :

« Les Jacobins de la social-démocratie contemporaine (les bolcheviks, etc, [...]) veulent élever par leurs mots d'ordre la petite bourgeoisie révolutionnaire et républicaine et tout particulièrement la paysannerie, à la conception démocratique conséquente du prolétariat sans que ce dernier y perde son indépendance de classe. Ils veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, règlent « à la plébéienne » son compte à la monarchie et à l'aristocratie en exterminant sans merci les ennemis de la liberté, en réprimant par la force leur résistance, sans faire aucune concession à un passé maudit de servage, d'asiatisme, d'outrage à l'humanité »³⁴.

Il donne ensuite, avec retard, la clé d'une comparaison qui ne révélait aucune divergence sur les Jacobins eux-mêmes et leur rôle dans la révolution française, mais confirmait des oppositions réelles quant à la conception même du parti ouvrier social-démocrate en ce début de XX^e siècle :

« Ce n'est évidemment pas que nous voulions à toute force copier les Jacobins de 1793 et faire nôtres leurs idées, leur programme, leurs mots d'ordre, leurs méthodes d'action. Pas du tout. Nous avons notre programme [...], un mot d'ordre nouveau [...], de nouvelles méthodes d'action. Par cette comparaison, nous voulions simplement expliquer que les représentants de la classe avancée du XX^e siècle, ceux du prolétariat, c'est-à-dire les social-démocrates, se divisent en deux ailes (opportuniste et révolutionnaire), tout comme les représentants de la classe avancée du XVIII^e siècle, ceux de la bourgeoisie, se divisaient en Girondins et Jacobins »³⁵.

De fait, la polémique est close.

Les problèmes sous-jacents n'étaient pas définitivement réglés pour autant. L'un de ceux-là était incontestablement celui de la Terreur sur lequel, après tout, Marx et Engels avaient émis des jugements différents, et même parfois opposés dans le temps³⁶. De façon malicieuse, c'est contre Plekhanov lui-même que Lénine recourt à nouveau à l'analogie et reprend, après la révolution de février 1917, la formule jacobine « Qui sont les ennemis du peuple ? ». A la suite de la décision du gouvernement provisoire de dissoudre des

régiments et d'en arrêter les meneurs, Lénine dénonce la contre-révolution en marche et s'en prend à Plekhanov :

« Quand Plekhanov a évoqué ces jours-ci, je ne sais à quel propos, les Jacobins de 1793 et leur *nette* déclaration « ceux-ci et ceux-là sont les ennemis du peuple » nous nous sommes dit : *aucun* parti ne doit s'interdire d'imiter les Jacobins de 1793 sur ce point choisi par Plekhanov. Mais il y a « jacobin » et « jacobin ». Un mot français très spirituel dont Plekhanov aimait à se souvenir il y a vingt ans, lorsqu'il était encore socialiste, se moque des « Jacobins moins le peuple ». La grandeur historique des vrais Jacobins, des Jacobins de 1793, était d'être des « Jacobins *avec* le peuple, avec les classes *révolutionnaires* d'avant-garde de leur temps. Les « Jacobins moins le peuple » sont piteux et ridicules, eux qui ne font que singer les Jacobins, eux qui craignent de dénoncer clairement, hautement aux yeux de tous, comme ennemis du peuple, les exploiters, les oppresseurs, les serviteurs de la monarchie [...] Vous avez appris l'histoire, MM. Milioukov et Plekhanov, pouvez-vous nier que les *grands* Jacobins de 1793 ne craignirent pas de déclarer ennemis du peuple, les représentants de la minorité réactionnaire, exploiteuse du peuple de leur époque ? Précisément les représentants des classes réactionnaires de leur temps ? Allons donc ! Vous êtes des Jacobins moins le peuple. Vous ne faites que singer les Jacobins. Vous ressemblez bien plus à des représentants de la vulgaire réaction [...] »³⁷.

La question revient à l'ordre du jour, cette fois de façon très concrète, avec la prise du pouvoir et le problème de la répression politique posé par l'activité de la contre-révolution. De nouveau, il est question des Jacobins et de la Terreur. Lors de la réunion du comité exécutif pan-russe des soviets, le 1^{er} décembre 1917, Steinberg, au nom des S.R. de gauche, proteste contre l'interdiction du parti cadet (constitutionnel-démocrate) qui lui paraît une mesure inutile et dangereuse. Il s'écrie :

« Il n'y a pas place dans la lutte de classes pour des mesures répressives arbitraires. Il faut combattre [ses adversaires] en les isolant socialement, pas par des mesures techniques [...] Qu'est-ce que ça veut dire que de décréter que le parti cadet est « ennemi du peuple » ? »³⁸.

Lénine prend la défense de la mesure critiquée et invoque l'autorité des Jacobins :

« Vous disiez qu'il fallait isoler la bourgeoisie. Mais sous le couvert d'un mot d'ordre démocratique de pure forme, celui de l'Assemblée constituante, — les Cadets déclenchent en fait la guerre civile. Ils disent : « Nous voulons siéger à l'assemblée constituante et en même temps organiser la guerre civile », et vous y répondez par des phrases sur l'isolement. Nous ne nous bornons pas à prendre en défaut ceux qui violent les formes, nous lançons une accusation politique directe contre un parti politique. C'est ainsi qu'ont agi les révolutionnaires français. C'est notre réponse à ceux des paysans qui ont voté sans savoir pour qui ils votaient. [...] »³⁹.

L'intervention de Trotsky dans la discussion est peut-être un cran au-dessus de celle de Lénine et franchement menaçante :

« Il n'y a rien d'immoral à ce que le prolétariat achève une classe qui s'effondre : c'est son droit. Vous êtes indignés de cette Terreur ouverte que nous appliquons à nos ennemis de classe, mais laissez-moi vous dire que, dans un mois au plus, elle prendra des formes autrement effrayantes, sur le modèle de la Terreur des grands révolutionnaires français. Ce n'est pas une forteresse, c'est la guillotine qui attendra nos ennemis »⁴⁰.

L'intervention de Trotsky n'est pas publiée dans la presse, mais on en parle à Petrograd. On assure qu'il a dit que la guillotine pouvait « servir à raccourcir les gens d'une tête » et Martov, le 4 décembre réplique, apparemment sans prendre la menace au tragique, que la guillotine pourrait aussi « allonger les oreilles [...] de ceux qui compteraient régler les problèmes sociaux en l'employant ». Le 2 décembre, au soviet de Pétrograd, Trotsky revient sur la question de la Terreur :

« Nous n'avons exécuté personne et nous n'avons pas l'intention de le faire, mais il y a des moments où le peuple est en colère [...] Aucun de nous ne peut dire que le peuple, poussé à l'extrême, renoncera à cet ultime moyen »⁴¹.

Le 3, il est pris à parti et hué dans la salle du congrès paysan et les délégués bolcheviques quittent avec lui la salle en signe de protestation. Le 4 novembre, à une session commune des députés du soviet de Petrograd et de délégués du front, Lénine revient encore sur la question :

« On nous reproche de procéder à des arrestations. Oui, c'est un fait, aujourd'hui, nous avons arrêté le directeur de la Banque d'Etat. On nous reproche de pratiquer la Terreur, mais ce n'est pas la terreur des révolutionnaires français qui guillotinaient des gens désarmés et j'espère que nous n'irons pas jusque-là. Je l'espère parce que nous sommes forts »⁴².

Les choses, décidément, ne sont pas si simples que certains le croient. Mais la guerre civile se prépare, les activités contre-révolutionnaires s'organisent, le 7 décembre est créée la Tcheka, commission pan-russe extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution. La première exécution décidée par la Tcheka — mais pas effectuée à la guillotine — a eu lieu le 24 février 1918. Trotsky va écrire *Terrorisme et communisme*, une défense de la Terreur qu'il oppose à Kautsky et à ses accusateurs.

Quelle est finalement la place de la révolution française et de l'expérience jacobine dans la pensée et la politique de Lénine ? Une première remarque s'impose : on ne peut qu'être frappé par le fait qu'il serait tout à fait impossible de faire à travers les *Oeuvres* de Lénine ce qui a été fait pour Marx et pour Trotsky⁴² et de sortir quelques dizaines de pages d'extraits donnant de la révolution française une conception personnelle, voire l'état d'une réflexion générale sur la conception communément admise de son développement. Il n'y a pas chez Lénine de véritable travail sur la question. On ne trouve aucun article de fond consacré en tant que tel à la Grande révolution. La plupart des références sont de brèves notations, en passant, le plus souvent en réponse à une interpellation. Il est rare que Lénine évoque le premier les Jacobins français et leur exemple. Significatif est par exemple le fait que, dans les lettres pressantes qu'il adresse en octobre 1917 au Comité central pour le décider à passer à l'insurrection, on ne trouve qu'une seule référence à la révolution française, une citation de Marx qualifiant Danton de « plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire », pour rappeler son étincelante formule « de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». Il n'y a évidemment pas là « analogie historique », mais simple utilisation d'un lieu commun.

Lénine connaissait pourtant bien la Révolution française. Comme pour tous les dirigeants de la II^e Internationale, elle fait partie de sa culture politique. Quels sont les livres qui l'avaient aidé à se former une conception de la révolution française ? Iouli Martov confessait que sa jeunesse avait été nourrie de la lecture de Danton, Desmoulin, Robespierre, Saint-Just, Marat, Hébert et Babeuf⁴⁴. Nous n'avons pas trouvé d'indications précises chez les biographes de Lénine sur ses lectures de jeunesse, mais peut-on douter qu'il ait eu les mêmes ? Lénine passa les six premières années de son apprentissage révolutionnaire en contact étroit avec quelques-uns des plus importants radicaux « jacobins » du mouvement révolutionnaire russe, les « populistes », bien qu'il ait rompu très vite avec eux. Nous savons qu'en 1905 il avait lu les livres d'Aulard et de Jaurès, parus respectivement en 1901 et 1904 et que c'étaient pour lui de « beaux livres »⁴⁵. A en croire les souvenirs de Bontch-Brouévitch, il aurait particulièrement apprécié le livre de Kropotkine paru en 1909 en français et en anglais et en 1914 en russe⁴⁶. L'historien soviétique V. Daline mentionne l'existence de listes bibliographiques composées par Lénine en Suisse pendant les années de guerre sur la base des catalogues des bibliothèques de Berne et Neuchâtel. Ces listes font état des travaux de Guizot et d'Augustin Thierry, de Carlyle, Lamartine, Louis Blanc, Taine, Aulard, Kropotkine, Babeau, Martin⁴⁷. Il lisait aussi la revue dirigée par Aulard, *La révolution française*, et suivait avec attention les recherches sur la révolution française. Mais Lénine, à la différence de Trotsky qui excellait dans les brillantes comparaisons historiques, répugnait à s'aventurer sur ce terrain. Significative de son état d'esprit et de sa façon de fonctionner intellectuellement est peut-être cette remarque de février 1922 dans les « Notes d'un publiciste », où il écrit, à propos de la comparaison entre révolution française et révolution russe :

« Exemple n'est pas preuve, toute comparaison est boîteuse. Ce sont là des vérités incontestables et connues de tous mais il n'est pas mauvais de le rappeler pour montrer plus concrètement les limites de la portée de toute comparaison en général »⁴⁸.

Le plus étonnant est évidemment que ce soit précisément à lui qu'ait été adressé avec autant d'insistance le reproche d'avoir voulu copier la révolution française.

Lénine n'en avait-il retiré aucun enseignement ? Bien évidemment oui. Sans aucun doute, mais c'est vrai, à l'époque, de presque tous les socialistes, il aurait fait sienne la formule de Jaurès qui avait écrit dans son *Histoire socialiste* que c'est « aux côtés de Robespierre » qu'il se serait assis sur bancs de la Convention. Aux yeux de Lénine, la grandeur historique des Jacobins était d'avoir été « Jacobins avec le peuple ». Dans *Deux tactiques...*, revenant sur la comparaison entre 1789 et 1848, il écrit, dans la tradition de Marx et d'Engels, que la révolution allemande n'est qu'une parodie de la révolution française, en particulier en ce que la bourgeoisie française « n'abandonna pas un instant ses alliés paysans »⁵⁰. En juin 1911, il explique que, dans une révolution bourgeoise, le degré de démocratie atteint est directement fonction du « passage de l'hégémonie aux moments décisifs », non point « à la bourgeoisie », mais « aux couches inférieures, à la plèbe », ce que réalisait à

ses yeux partiellement la révolution française ⁵¹. Il admire en elle son caractère « radical », le fait qu'elle ait été « dans une certaine mesure l'œuvre de la masse du peuple », des ouvriers et des paysans ayant évincé « au moins pour un certain temps la bourgeoisie radicale et modérée » ⁵². Mais rien dans ce diagnostic n'est particulièrement original ni fondamentalement différent de ce qu'avaient déjà écrit Marx et Engels.

Que reste-t-il de sérieux dans l'analogie formulée en 1903 au cours de la crise du P.O.S.D.R. ? La mort a empêché Rosa Luxemburg d'établir un bilan des divergences et Lénine n'est pas revenu sur la question. C'est Trotsky lui-même, une fois les polémiques apaisées, qui a sans doute donné le sens exact et les limites de l'analogie formulée par Lénine. Dans une lettre aux communistes de gauche italiens du 25 septembre 1929, il donne une appréciation bien différente de celle de *Nos tâches politiques*. Il écrit :

« En 1903, Lénine définissait le social-démocrate révolutionnaire comme un Jacobin lié au mouvement ouvrier de masse. A cette époque j'ai opposé à Lénine des objections académiques sur le fait que jacobinisme et socialisme scientifique reposaient sur des classes différentes. C'était en soi une ligne correcte. Mais Lénine n'identifiait absolument pas les plébiens parisiens avec le prolétariat moderne ou la théorie de Rousseau avec celle de Marx. Il ne soulignait ensemble que les traits communs des deux révolutions : les masses populaires les plus opprimées qui n'avaient rien à perdre que leurs chaînes, les organisations les plus révolutionnaires qui s'appuyaient sur elles et qui, dans la lutte contre les forces de l'ancienne société, établissaient la dictature révolutionnaire. Cette analogie était-elle solide ? Tout à fait. Elle s'est révélée historiquement fructueuse » ⁵³.

Le « jacobinisme » de Lénine relève à notre avis de la légende. Son origine se trouve dans la crise de 1903 sur des bases bien minces. Ce sont les historiens de tradition menchevique qui, par la suite, contribuèrent largement à accréditer l'idée que Lénine aurait été, dès le début un jacobin et le serait resté. Quand Lénine et les bolcheviks prirent le pouvoir en octobre 1917, les mencheviks et, après eux, de larges courants de l'historiographie occidentale y virent une évidence supplémentaire du « jacobinisme » de Lénine. Mais les faits sont têtus : Lénine a 18 ans quand il se plonge dans *Le Capital*. Dès 1893 il est un critique sévère du jacobinisme sous sa forme populiste. A 23 ans, c'est un marxiste convaincu qui se rend à St-Petersbourg, familier de Marx, Engels, Kautsky, Plekhanov. L'historiographie de sensibilité menchevique tait généralement le fait que Lénine a été beaucoup plus influencé par Akselrod et Plekhanov, qu'il révère, que par le jacobinisme, qui appartient pour lui à une époque révolue.

Quelque réelle que soit l'influence historiographique des mencheviks, elle ne saurait avoir à elle seule créé un mythe aussi solide. En fait, des intérêts parfaitement contradictoires travaillaient dans le même sens. Pour l'ultra-gauche, le bolchevisme n'était en fin de compte qu'un mouvement de type bourgeois et jacobin. Elle fit sien un aspect des arguments avancés en leur temps reprochant à Lénine d'être un « marxiste orthodoxe » rallié aux conceptions bourgeoises et ayant abandonné les solutions prolétariennes. D'éminents historiens comme Aulard et Mathiez, par qui passait obligatoirement toute référence à la révolution française, contribuèrent également à la forma-

tion du mythe. Favorables à la révolution française et, au moins en ses débuts, à la révolution russe, peu au fait de la révolution russe et des débats dans le mouvement ouvrier russe, ils accréditèrent une analogie qui avait, — essentiellement sous la plume de Mathiez — le sens d'une sympathie profonde pour les deux révolutions. Associer Révolution française et Révolution d'Octobre, Lénine et Robespierre, c'était les conforter l'un par l'autre. Gramsci, s'appuyant sur Mathiez échafaudera la grande fresque que sont les *Quaderni* qui conduit de Machiavel à Robespierre et de Robespierre à Lénine ⁵⁴. Le mythe est encore amplifié par l'historiographie stalinienne, comme en témoignent les travaux de l'historien soviétique Loukine ⁵⁵. Il s'agit cette fois de justifier centralisation et terreur « stalinienne » par l'identification à la Terreur française. Inversé, le mythe est revivifié, dans le cadre du bi-centenaire de la révolution française, par les historiens animés d'une commune hostilité à la révolution française et à la révolution russe sous la forme d'une analogie tout aussi simpliste entre Robespierre, Lénine et Staline, Goulag et Terreur. La démonstration est aussi efficace politiquement qu'elle est indigente théoriquement, mais, compte tenu des forces sociales et politiques qui se sont emparées de la question, il est probable que la légende a encore de beaux jours devant elle.

Il reste cependant une question d'histoire. Ce n'est en effet ni Lénine, ni même Plekhanov, qui, le premier, eut recours à l'analogie entre Jacobins et Communistes, mais bien Marx lui-même à l'occasion d'un discours en faveur de la Pologne le 22 février 1848, dans lequel il déclara que « le Jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours » ⁵⁶. Il est presque certain que tous les protagonistes de la querelle du jacobinisme, Lénine comme Plekhanov et Rosa Luxemburg comme Trotsky, ont ignoré cette déclaration. Nous ne doutons pas en effet que dans le cas contraire ils auraient, les uns et les autres argumenté autrement. Mais l'intérêt de cette dernière remarque est ailleurs. Replacée dans son contexte, la phrase de Marx doit être comprise comme l'une des nombreuses références faite à cette date par Marx à la révolution permanente et, s'il n'est pas le lieu ici de débattre de cette question, constatons que Marx avait au cœur de la révolution européenne de 1848 utilisé l'analogie en un sens beaucoup moins superficiel que Plekhanov, Lénine, Trotsky ou Rosa Luxemburg, en liaison avec les relations entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, question qui ne fera pas l'objet d'un véritable débat entre les protagonistes de la querelle de 1903 qui défendaient pourtant des points de vue différents. La référence au Jacobinisme aurait pu être le point de départ d'une discussion essentielle sur ce problème : force est de constater qu'elle n'a donné lieu, en son temps et pour l'avenir, qu'à un faux et médiocre débat.

NOTES

- 1 Albert Mathiez, « Bolchevisme et jacobinisme », Librairie de l'Humanité, *Scientia*, janvier 1920, Milano.
- 2 Cité par C. Jelen, *L'aveuglement*, Paris, 1984, p. 56.
- 3 Mathiez, *ibidem*.

4. André Hauriou, préface à Achille Mestre et Philippe Guttinger, *Constitutionnalisme jacobin et constitutionnalisme soviétique*, Paris, 1971.
5. François Furet, *Penser la Révolution française*, p. 119.
6. Lénine, « Un pas en avant, deux pas en arrière », *Œuvres*, 7, p. 401.
7. Albert Manfred, « Robespierre et l'historiographie russe et soviétique », *Colloque Robespierre*, Société des Etudes Robespierriennes, 1967, p. 245.
8. Albert Mathiez, *Etudes sur Robespierre*.
9. Lénine, *Œuvres*, 5, p. 362.
10. *L'Iskra*, n° 2, février 1901.
11. Cité par Lénine, *Que faire ?*, *Œuvres*, 5, p. 363.
12. Lénine, *Œuvres*, 5, p. 231.
13. 1903, *Second Congress of the Russian Social-democratic Labour Party*, p. 151.
14. *Ibidem*, p. 170.
15. *Iskra en deux ans*, (St Petersburg, 1906), vol. 2. Cité par Daline, « Lénine et le jacobinisme », *Annales Historiques de la Révolution française*, n° 203, janvier-mars 1971, p. 94.
16. Martov Y. *Zapiski sozial demokrata* (Moscou, 1924), pp. 97-101. Lettres de P.B. Axelrod et de Y.O. Martov (1924), p. 97. Cité par Daline, *article cité*, p. 97.
17. Lénine, *Œuvres*, 5, p. 383.
18. Lénine, *Œuvres*, 7, p. 400.
19. Lénine, *Œuvres*, 7, p. 401.
20. Lénine, *Œuvres*, 7, p. 401.
21. Lénine, *Œuvres*, 7, p. 401.
22. Voir Trotsky, *Nos tâches politiques*, Paris, 1970, pp. 207-227.
23. Rosa Luxemburg, « Question d'organisation dans la social-démocratie russe », in Trotsky, *Nos tâches politiques*, p. 208.
24. *Ibidem*, p. 211.
25. Lénine, « Réponse à Rosa Luxemburg », *Œuvres*, 7, p. 497.
26. *Ibidem*.
27. L. Trotsky, *Nos tâches politiques*, p. 189. Nous renvoyons le lecteur à l'article de Pierre Broué où la polémique de Trotsky sur le jacobinisme est abondamment citée.
28. *Ibidem*, p. 187.
29. L. Trotsky, *Ibidem*, pp. 187-188.
30. Martynov, *Deux dictatures*, 1^{re} édition 1905, p. 4, cité par Daline, *article cité*, p. 96.
31. *Ibidem*.
32. Lénine, *Œuvres*, 8, p. 169.
33. Lénine, *Œuvres*, 9, p. 54.
34. Lénine, *Œuvres*, 9, p. 54.
35. Lénine, *Œuvres*, 9, p. 54.
36. Bertram D. Wolfe, dans Gerson, *Lenin and the XXth Century* relève deux périodes. Dans la période 1848-50, Marx écrit qu'il n'existe « qu'une méthode pour raccourcir la meutrière agonie de la vieille société et le sanglant enfantelement de la nouvelle », un « unique moyen » qui est « la terreur révolutionnaire ». Il assure qu'il n'y a pas de pitié à attendre des révolutionnaires qui, au lieu de « s'opposer aux prétendus excès » de « vengeance contre des individus haïs ou des bâtiments publics », seront prêts à en prendre la tête. En revanche, Engels écrivait à Marx en 1870 :
« [...] Ces éternelles petites panics des Français — toutes dues à la peur du moment où il faudra enfin apprendre la vérité — vous donnent une idée bien plus juste de la terreur. On entend par là la domination de gens qui inspirent la terreur, c'est au contraire la domination de gens eux-mêmes terrifiés. La terreur, ce sont en grande partie des cruautés inutiles, commises par des gens qui ont eux-mêmes peur et cherchent ainsi à se rassurer eux-mêmes. Je suis convaincu que la responsabilité de la terreur de l'an 93 incombe presque exclusivement au bourgeois apeuré qui joue au patriote, au petit bourgeois qui chie dans son froc et à la racaille en loque qui pour faire sa pelote profite de la terreur. [...] » *Sur la Révolution française*, éd. sociales, Paris, 1986, p. 181.
François Furet distingue, lui, trois blocs d'interprétation chez Marx — ce qui ne change rien aux variations d'opinion de Marx et Engels sur la Terreur ni à la difficulté de les expliquer.
37. Lénine, *Œuvres*, 24, p. 550.
38. *The Debate on Soviet Power*, minutes of all Russian Central Executive Committee of Soviets, oct. 1917 - january 1918, p. 173.

39. Séance du comité exécutif central de Russie du 1^{er} (4 décembre) 1917, « Discours sur la question de l'Assemblée constituante », Lénine, *Œuvres*, 26, pp. 370-371, présenté comme « conforme » au texte de la *Pravda*, n° 207 du 19(6) décembre 1917.
N.B. : le compte rendu fait dans *The Debate on Soviet Power* Minutes of all Russian Central Executive Committee of Soviets, p. 173, est assez différent :
« Vous dites que l'on doit isoler la bourgeoisie. Mais les Cadets se dissimulant derrière le mot d'ordre de la démocratie formelle, celui de l'Assemblée constituante, commencent en fait la guerre civile. Ils disent : « Nous voulons siéger à l'Assemblée constituante et en même temps nous déclenchons la guerre civile, et vous, vous répondez qu'il faut les isoler. Il est ridicule de s'en tenir à ce sujet à des mesures d'isolement. La bourgeoisie emploie son capital pour (mesurer ?) (vérifier) la contre-révolution et à cela on ne peut donner qu'une seule réponse : la prison ! C'est ainsi que les Jacobins ont agi pendant la grande révolution française : ils ont déclaré les partis bourgeois hors la loi.
Nous ne persécutons pas les gens pour de simples infractions : nous lançons directement une accusation politique contre un parti entier. C'est aussi ce qu'on fait les révolutionnaires français. »
40. *The Debate on Soviet Power*, minutes of All Russian Central Executive Committee of Soviets, pp. 177-178.
41. *Ibidem*, p. 356.
42. Lénine, *Œuvres*, 26, p. 306.
43. Voir notamment François Furet, *Marx et la Révolution française*, et Pierre Broué, « Trotsky et la Révolution française », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 30, 1987.
44. Israël Getzler, *Martov, biografia di uno social-democratico russo*, trad. italienne, 1978, p. 21.
45. *Pravda*, 10 juin 1917, *Œuvres*, 24, p. 495.
46. V.O. Bontch-Brouévitch, *Souvenirs sur Lénine*, Moscou, 1969, 2^e édition, p. 442.
47. V. Daline, « Lénine et le jacobinisme », *Annales Historiques de la Révolution française*, n° 203, janvier-mars 1971, pp. 89-112.
48. Lénine, *Œuvres*, 33, p. 207.
49. Lénine, *Pravda*, 10 juin 1917, *Œuvres*, 24, p. 495.
50. Lénine, *Œuvres*, 9, p. 133.
51. Lénine, *Œuvres*, 17, p. 211. Cette appréciation est à rapprocher de celle de Trotsky qui écrit que « la dictature (des Jacobins) fut instaurée non seulement sans la bourgeoisie mais contre elle et malgré elle » et que « les jacobins ont accompli une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie » (cité par Pierre Broué, « Trotsky et la Révolution française »).
52. Lénine, *Œuvres*, 9, p. 248.
53. Trotsky, « Lettre aux communistes de gauche italiens », 25 septembre 1929.
54. L'article de Mathiez « Bolchevisme et Jacobinisme » est reproduit dans *l'Ordine Nuovo* en 1921. Voir H. Portelli, « Jacobinisme et antijacobinisme de Gramsci », *Dialogues*, n° 415, 1975.
55. N.M. Lukin, « Lenin i problema jakobinskoj diktatur », in *Izbrann'e trud'*, Moskva, 1966, pp. 322-388. Vieux bolchevik membre du parti depuis 1904, il consacre en 1919 un livre à Robespierre dans une collection intitulée « ceux à qui le prolétariat érige des monuments »
56. « Reden von Marx und Engels über Polen in Brüssel am 22. Februar 1848 », *Mega*, I, 6, 409.

Le terme de « jacobinisme » est actuellement une expression péjorative dans la bouche de tous les sages libéraux. La haine de la bourgeoisie contre la révolution, sa haine des masses, sa haine de la force et de la grandeur de l'histoire qui se fait dans la rue se concentre dans ce cri de peur et d'indignation : « C'est du jacobinisme ! » Nous, l'armée mondiale du communisme, avons depuis longtemps réglé nos comptes historiques avec le jacobinisme. Tout le mouvement prolétarien international actuel a été formé et s'est renforcé dans la lutte contre les traditions du jacobinisme. Nous avons soumis ses théories à la critique, nous avons dénoncé ses limites historiques, son caractère socialement contradictoire et utopique, sa phraséologie, nous avons rompu avec ses traditions qui, des décennies durant, ont été regardées comme l'héritage sacré de la révolution.

Mais nous défendons le jacobinisme contre les attaques, les calomnies, les injures stupides du libéralisme anémique. La bourgeoisie a honteusement trahi toutes les traditions de sa jeunesse historique, et ses mercenaires actuels déshonorent les tombeaux de ses ancêtres et narguent les cendres de leurs idéaux. Le prolétariat a pris sous sa protection l'honneur du passé révolutionnaire de la bourgeoisie. Le prolétariat, si radicalement qu'il puisse avoir rompu dans sa pratique avec les traditions révolutionnaires de la bourgeoisie, les préserve néanmoins comme un héritage sacré de grandes passions, d'héroïsme et d'initiative, et son cœur bat à l'unisson des paroles et des actes de la Convention jacobine.

L. Trotsky, *Bilan et Perspectives*, 1906.

Trotsky et la Révolution française

Trotsky n'a consacré aucun travail spécifique à la révolution française et c'est bien dommage. Il l'a étudiée de près cependant, connaissait les travaux d'Alphonse Aulard, y compris son recueil de *Documents pour l'histoire de la Société des Jacobins*, l'*Histoire de France* de Michelet, l'*Histoire socialiste* de Jean Jaurès à laquelle il vouait une admiration particulière, et n'a cessé à travers les vicissitudes de sa vie politique, de se tenir au courant des derniers travaux scientifiques. Il a connu l'œuvre de Mathiez, dont il appréciait l'importance et utilisé les premiers travaux connus du grand public de Georges Lefebvre. Ce mérite est bien entendu le sien, mais aussi celui de ses collaborateurs et collaboratrices — Denise Naville par exemple — qui ont copié pour lui des centaines de pages dans les bibliothèques parisiennes quand les livres n'étaient pas disponibles.

A notre connaissance, malgré l'abondance des matériaux dont il disposait sur l'histoire de la révolution française, Trotsky n'a jamais envisagé d'écrire sur elle. Pourtant, dans les index bien faits¹, il est aisé de se rendre compte que la révolution française — qu'il appelle presque toujours la Grande Révolution française — constituait l'un de ses références les plus constantes et qu'il ne concevait pas un travail sur une révolution qui ne fit référence à elle, esquissant au moins une comparaison. On trouva les premières références importantes à la révolution française dans la brochure polémique de 1904, dirigée contre Lénine, intitulée *Nos tâches politiques*, au sujet du Jacobisme. Il revient dans son 1905 sur la révolution française en tant que « révolution nationale » et « classique ». On trouvera ensuite des éléments d'analogie dans l'ensemble de l'œuvre de Trotsky, bien entendu au premier chef dans son *Histoire de la révolution russe* et son *Staline*, mais aussi dans l'ensemble de ses textes polémiques et programmatiques de l'époque de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale, contre Staline et les épigones. Il faut à cet égard souligner la place importante que tiennent les références à « Thermidor » et au « bonapartisme » dans ces travaux qui sont certes des travaux militants, de circonstance, mais aussi particulièrement soignés sur le plan de cette théorie que d'éminents critiques baptisent, avec une évidente incompréhension, sa « sociologie ».

Du coup, on ne trouvera pas dans l'œuvre de Trotsky une analyse originale de la Révolution française en elle-même et pour elle-même. On percevra une évolution importante qui lui fait passer l'accent, en tant que moteur révolutionnaire, de la bourgeoisie dans son ensemble aux « sans-culottes ». Le

lecteur risque pourtant d'avoir parfois le sentiment que Trotsky malmène un peu les catégories établies par Marx et que le « prolétariat » constitue chez lui une notion un peu extensible puisqu'il recouvre dans ses pages ceux qu'il appelle les « opprimés », les « exploités », les couches les plus pauvres. Mais ne s'agit-il pas de ceux qui, comme l'écrivait Marat, n'ont d'autre richesse que leur progéniture (*proles* en latin) et que les Romains avec leur cynisme d'opresseurs et d'exploiteurs ont baptisé « prolétaires » ?

Essayant de nous abstraire de l'utilisation contemporaine de l'analyse dans un but théorique ou polémique — nous y reviendrons plus tard — nous avons essayé de dégager de l'ensemble de l'œuvre de Trotsky sa vision générale du mouvement et du développement de la révolution, d'une part, puis, de l'impossibilité pour la Révolution française d'aller jusqu'au bout en son temps, les nouvelles formes politiques auxquelles elle a donné naissance dans son inévitable reflux.

Il nous sera alors possible de tenter une appréciation de fond : dans son traitement de la Révolution française, Trotsky a-t-il été historien ou « sociologue », théoricien ou militant révolutionnaire, tout cela à la fois, ou bien a-t-il finalement rêvé très loin de ce sujet qui le passionnait et qu'il croyait pénétrer à travers sa propre expérience ?

Les analogies

Au moment où il quittait pour la dernière fois le territoire de l'Union soviétique dont il était expulsé par décision du parti pour le compte duquel il avait dirigé douze ans plus tôt l'insurrection victorieuse pour le pouvoir, Trotsky s'exclamait :

« Seul un sycophante invétéré pourra nier l'importance historique universelle de la grande Révolution française ». ²

Il ne dissimulait pas les motifs qui l'animent et affirme bien haut la validité de la méthode des « analogies », non seulement pour l'historien, mais avant tout pour le politique révolutionnaire :

« Certains traits sont communs à toutes les révolutions, ce qui permet d'avoir recours aux analogies et les exige même impérativement, si l'on veut s'appuyer sur les leçons du passé et ne pas recommencer éternellement l'Histoire par le commencement ». ³

L'analogie pourtant ne saurait être parfaite et il note en 1935 que ce serait « du pédantisme aveugle que d'essayer de faire coïncider les diverses étapes de la Révolution russe avec des événements analogues de la fin du XVIII^e en France ». ⁴ L'histoire se déroule en effet dans le temps et les transformations acquises deviennent données de base. Dans ses remarques préliminaires à son analyse du caractère de la révolution russe au XX^e, Trotsky soulignait en 1909 le caractère original de la grande Révolution française, ou plutôt son double caractère, « bourgeois » et « national », écrivant :

« A l'époque héroïque de l'histoire de France, nous voyons la bourgeoisie, qui ne se rend pas encore compte de contradictions dont sa situation est pleine, prendre la direction de la lutte pour un nouvel ordre des choses, non seulement contre les institu-

tions surannées de la France, mais même contre les forces réactionnaires de toute l'Europe. Progressivement, la bourgeoisie, représentée par ses fractions, se considère comme le chef de la nation et le devient, entraîne les masses dans la lutte, leur donne un mot d'ordre, leur enseigne une tactique de combat. La démocratie introduit dans la nation le lien d'une idéologie politique. Le peuple — petits bourgeois, paysans et ouvriers — élit comme députés des bourgeois et c'est dans le langage de la bourgeoisie que les communes écrivent les instructions destinées à leurs représentants. Elle prend conscience de son rôle de Messie ». ⁵

La bourgeoisie a entraîné dans son combat les autres couches de ce Tiers-Etat dont elle n'était que la strate supérieure :

« Déjà le mouvement puissant de la lutte révolutionnaire rejette les uns après les autres de la voie politique les éléments les plus inertes de la bourgeoisie. Aucune couche n'est emportée avant d'avoir transmis son énergie aux couches suivantes. La nation, dans son ensemble, continue à combattre pour les fins qu'elle s'est assignées, par des moyens de plus en plus violents et décisifs. [...] La grande Révolution française est vraiment une révolution nationale. Plus que cela. Ici, dans des cadres nationaux, la lutte mondiale de la classe bourgeoise pour la domination, pour le pouvoir, pour un triomphe sans partage, trouve son expression classique ». ⁶

Déjà en 1848, la bourgeoisie était devenue incapable de jouer un rôle semblable, de même que ses couches intermédiaires, petite bourgeoisie, classe paysanne, démocratie intellectuelle. Le prolétariat lui, était encore trop faible.

Mais c'est précisément parce que la Révolution française se déroule selon un schéma « classique » et en quelque sorte chimiquement pur, comme une expérience de laboratoire, que l'observateur peut saisir dans son déroulement les lois de son développement et les vérifier en vue de leur généralisation dans des conditions concrètes forcément différentes.

La Révolution comme explosion des contradictions

Notre lecteur connaît, il faut l'espérer, l'éblouissant parallèle établi par Trotsky dans son *Histoire de la Révolution russe* entre Louis XVI et Marie-Antoinette d'une part, Nicolas II et la tsarine Alexandra de l'autre. ⁷ Rejetant les explications psychologiques absolues qui défigurent l'histoire en dissimulant les forces sociales, il montre combien les « personnalités » des souverains étaient peu de choses en comparaison des contradictions sociales accumulées et des explosions en chaîne commandées par celles de la crise au sommet. Trotsky rappelle que Robespierre, à l'assemblée législative, mettait ses collègues en garde contre les illusions d'un développement révolutionnaire rapide en Europe en rappelant l'expérience française maintenant entrée dans les consciences : ce fut en France « l'opposition de la noblesse, ayant affaibli la monarchie » qui « avait mis en branle la bourgeoisie et après elle les masses populaires ». Rejetant l'idée souvent émise par les historiens libéraux selon laquelle le roi aurait creusé son propre tombeau en s'alliant à la contre-révolution, Trotsky rappelle en effet que Louis XVI appela la Gironde au pouvoir, ce qui, rappelle-t-il non sans humour, « ne sauva de la guillotine ni lui ni ensuite les Girondins », il affirme :

« Les antagonismes sociaux accumulés devaient exploser et, après explosion, donner un complet nettoyage. Devant le pouvoir des masses qui manifestaient enfin ouvertement leurs malaises, calamités, vexations, passions, espoirs, illusions, et revendications, les combinaisons parlementaires de la monarchie avec les libéraux n'avaient qu'un intérêt épisodique et ne pouvaient guère influencer que sur l'ordre de succession des événements, peut-être aussi sur le nombre des actes à jouer : mais nullement sur le développement général du drame et encore moins sur son terrible dénouement ». ⁸

Il faut le talent d'écrivain de Trotsky pour montrer le caractère dynamique et explosif de ces contradictions en mouvement, de celles qui pèsent depuis des années et peuvent aboutir sous le poids de nouvelles à des compromis conclus en quelques heures (les Mirabeau et les La Fayette devenant des champions de cette monarchie dont ils avaient dynamité l'autorité), mais aussi de celles qui, invisibles dans les premiers temps, se révèlent bientôt gigantesques et inconciliables, des sans-culottes contre les aristos et les bourgeois aisés et riches, des paysans contre les mêmes, des bourgeois contre l'Eglise, Trotsky écrit :

« Quel frappant tableau — et odieusement calomnié — des efforts des couches plébéiennes pour monter d'en-bas, des sous-sols sociaux et des catacombes, et pénétrer dans l'arène interdite où des gens portant perruque et culotte réglaient les destinées de la nation. Il semblait que les fondations même, foulées par la bourgeoisie cultivée, se ranimassent et se missent en mouvement, que, de la masse compacte, surgissaient des têtes humaines, se tendaient des mains calleuses, retentissaient des voix rauques, mais viriles. Les districts de Paris, citadelles de la révolution, vécurent de leur propre vie. Ils furent reconnus [...] et se transformèrent en sections. Mais ils brisaient invariablement les cloisons de la légalité et recueillaient un afflux de sang frais venu d'en-bas, ouvrant, malgré la loi, leurs rangs aux parias, aux pauvres, aux sans-culottes. En même temps les municipalités rurales deviennent l'abri de l'insurrection paysanne contre la légalité bourgeoise qui protège la propriété féodale. Ainsi, sous une deuxième nation, s'en lève une troisième... » ⁹

Il célèbre « l'énergie, la vaillance et l'unanimité de cette nouvelle classe qui avait eu le temps de surgir du fond des districts parisiens et avait trouvé un point d'appui dans les villages les plus arriérés ». ⁹

Existe-t-il une « usure du pouvoir » ?

Chemin faisant, Trotsky règle leur compte aux adages de Café du Commerce que les auteurs de vulgarisation et même certains spécialistes continuent à servir aujourd'hui. Il s'agit évidemment des formules fatalistes comme la « révolution qui dévore ses enfants » ou le pouvoir « qui use ». La réalité est que les circonstances changent avec le développement historique et que les hommes et les groupes politiques ne peuvent alors que subir les conséquences de ces modifications, ce que Trotsky appelle « la rupture de la corrélation entre l'objectif et le subjectif ». Il écrit :

« Les hommes et les partis sont héroïques ou ridicules non en soi et pour soi mais par leur attitude devant les circonstances ». ¹⁰

Particulièrement attentif au discrédit qui a frappé l'un après l'autre les groupes de révolutionnaires valeureux qui avaient été les héros des premières étapes de la révolution, il constate :

« Lorsque la Révolution française entra dans sa phase décisive, le plus éminent des Girondins faisait figure lamentable et ridicule à côté d'un tout ordinaire Jacobin ». ¹⁰

C'est ainsi qu'un Roland, qui fut ministre brissotin, comme on disait alors et inspecteur des manufactures, ce qui constituait pour l'époque une qualification technique et scientifique exceptionnelle, « personnage respectable », apparut à un moment comme une « vivante caricature sur fond de 1792 ».

S'attaquant ensuite à un phénomène déjà fort anciennement constaté, puisque les Romains l'ont traduit en termes de destin — « Quos vult perdere Jupiter dementat » (ceux qu'il veut perdre, Jupiter les rend fous) — il entreprend de l'expliquer :

« A un certain moment de la Révolution, les chefs Girondins perdent tout à fait la boussole. Malgré leur popularité, leur intelligence, ils ne commettent que des fautes et des maladresses. Ils semblent participer activement à leur propre perte. Plus tard, c'est le tour de Danton et de ses amis. Les historiens et les biographes n'arrêtent pas de s'étonner de l'activité désordonnée, passive et puérole de Danton dans les derniers mois de sa vie. La même chose pour Robespierre et les siens : désorientation, passivité et incohérence au moment le plus critique. L'explication est évidente. Chacun de ces groupes a épuisé à un moment donné ses possibilités politiques et ne pouvait plus avancer contre la réalité puissante : conditions économiques intérieures, pression internationale, nouveaux courants qui en étaient les conséquences dans les masses, etc. Dans ces conditions, chaque pas commençait à produire des résultats contraires à ceux qu'on espérait. Mais l'abstention politique n'était guère plus favorable ». ¹¹

Sans prononcer le terme, il est clair que Trotsky considère le développement révolutionnaire sous l'angle de la révolution permanente qui rend compte du développement politique, y compris la grandeur et la décadence des hommes, des forces sociales et politiques, des clubs et des partis. C'est ce qu'il développe dans *La Révolution trahie* :

« La continuité des étapes de la grande Révolution française, à sa montée comme à son déclin, montre de façon tout aussi convaincante que la force des « chefs » et des « héros » consistait avant tout dans leur accord avec le caractère des classes et des couches sociales qui les appuyaient ; cette correspondance seule, et non des supériorités absolues, permit à chacun d'entre eux de marquer de sa personnalité une certaine période historique. Il y a dans la succession au pouvoir des Mirabeau, Brissot, Robespierre, Barras, Bonaparte, une légitimité objective infiniment plus puissante que les traits particuliers des protagonistes historiques eux-mêmes ». ¹²

Il poursuit :

« On sait suffisamment que toutes les révolutions ont jusqu'ici suscité après elles des réactions et même des contre-révolutions qui, il est vrai, n'ont jamais réussi à ramener la nation jusqu'à son point de départ, tout en lui ravissant toujours la part du lion de ses conquêtes. En règle générale, les pionniers, les initiateurs, les meneurs qui s'étaient trouvés à la tête des masses dans la première période sont les victimes de la première vague de réaction, tandis qu'on voit apparaître au premier plan des hommes

du second plan unis aux ennemis d'hier de la révolution. Les duels dramatiques des grands premiers rôles sur la scène politique masquent des glissements dans les rapports entre les classes et, ce qui n'est pas moins important, de profonds changements dans la psychologie des masses, révolutionnaires la veille encore... »¹²

Peut-on faire une révolution à demi ?

La même explication vaut pour cet autre phénomène observé par Saint-Just et exprimé par lui comme une loi du développement des révolutions, selon lequel « ceux qui font les révolutions à demi ne font que creuser leur propre tombeau ». Personne ne saurait, bien-sûr, contester que Mirabeau fut à une époque le porte-parole flamboyant de la révolution montante. Personne ne saurait non plus nier qu'il disparut sans gloire après avoir tenté de réconcilier la révolution et la monarchie, c'est-à-dire d'arrêter la révolution alors qu'elle ne faisait que commencer et était loin encore d'avoir épuisé ses sources d'énergie sans cesse renouvelées par la mobilisation de nouvelles couches. Moins brillant orateur et écrivain, mais pourvu d'une solide et prestigieuse légende, La Fayette n'en fut pas moins pour les Français de l'époque « le héros des deux mondes », avant de passer dans le camp de l'armée étrangère. A son sujet, Trotsky apporte une explication :

« Le 17 juillet 1791, La Fayette fit tirer au Champ-de-Mars sur une manifestation pacifique de républicains qui venaient essayer de présenter une pétition à l'Assemblée nationale, celle-ci dissimulant la félonie du pouvoir royal [...] La bourgeoisie royaliste espérait au moyen d'un bain de sang en temps opportun en finir pour toujours avec le parti de la Révolution. Les républicains, ne se sentant pas assez forts pour remporter la victoire, esquivrèrent le combat, ce qui était tout à fait raisonnable. Ils se hâtèrent même de désolidariser des pétitionnaires, ce qui était en tout cas une indignité et une erreur. Le régime de la terreur bourgeoise contraignit les Jacobins à se tenir cois pendant quelques temps. Robespierre trouva un asile chez le menuisier Duplay. Desmoulin se cacha, Danton passa plusieurs semaines en Angleterre. Mais la provocation royaliste ne réussit pas... »¹³

Au passage, Trotsky met encore en relief un aspect du développement des révolutions : toute tentative d'arrêter la révolution en son milieu est, indépendamment des intentions de ses instigateurs et auteurs, le début d'une entreprise de contre-révolution, à travers la lutte contre la révolution qui continue.

Ce sont en réalité les forces sociales qui dictent cette poursuite de la révolution en France à partir de 1789 et qui œuvreront finalement pour une société française qui sera à la fin du XVIII^e siècle plus avancée dans sa transformation sociale que l'Allemagne au lendemain de la révolution de 1918 ou l'Espagne au lendemain d'avril 1931, les monarques ayant, dans les deux cas, pris le chemin de Varennes, et ayant eu le bonheur de n'être pas arrêtés par un Drouet.

La Révolution française est en effet la résultante d'une alliance objective durable entre la masse des ruraux, dressés contre « les aristos » et le vieux régime féodal, et les sans-culottes des villes et tout particulièrement de Paris. Ce ne sont pas les ruraux qui ont commencé eux-mêmes le combat systématique

que contre l'aristocratie et ses privilèges dans les campagnes, bien qu'ils n'aient cessé, sous une forme ou sous une autre, de le mener depuis des siècles. Mais c'est la bourgeoisie qui a déclenché le véritable processus de libération. Trotsky écrit :

« En France, la lutte contre la monarchie absolue, l'aristocratie et les princes de l'Eglise, força la bourgeoisie des différents niveaux à accomplir par étapes à la fin du XVIII^e siècle une révolution agraire radicale. Après cela, les ruraux de France devenus indépendants s'avèrent pour longtemps le plus sûr appui de l'ordre bourgeois ». ¹⁴

Le développement concret l'amène à faire cependant à ce tableau général quelques nuances et retouches, dans les pages du même volume. C'est en effet dans la lutte contre l'arrêt de la révolution à moitié, contre la renaissance de la contre-révolution, que s'est nouée l'alliance qui a permis à la révolution d'aller jusqu'au bout sur le terrain social et la destruction de l'ancien Régime :

« Pendant cinq ans, les paysans français se soulevèrent à tous les moments critiques, s'opposant à un accommodement entre les propriétaires féodaux et les parlementaires bourgeois. Les sans-culottes de Paris, versant leur sang pour la République, délivrèrent les paysans des entraves du féodalisme ». ¹⁵

C'était donc, fondamentalement, « la poussée des paysans contre les propriétaires qui garantissait la création de la république, débarrassant pour elle le terrain du bric à brac féodal ». ¹⁶ Mais, en même temps, cette poussée des paysans ne pouvait prendre tout son sens que parce qu'à la porte du pouvoir à Paris, les sans-culottes, combattant pour la république, leur offraient un régime politique qui les protégeait des tentatives de restauration (contre-révolution).

Les contradictions et la dualité de pouvoirs

La principale caractéristique du développement révolutionnaire mise au jour par Trotsky à propos de la Révolution française, découle très probablement de sa propre observation et expérience de la Révolution russe où il fut acteur et quel acteur ! C'est la constatation que les contradictions sociales, dans le développement de la révolution, se stabilisent et se déstabilisent sous la forme de situations de « double pouvoir » dans une courbe montante d'abord, descendante ensuite. Dans chaque cas, la question de l'hégémonie entre les deux pouvoirs en conflit est réglée par la force, ou, si l'on préfère, par « une guerre civile » aussi brève soit-elle.

Nous aimerions sur ce point, lui laisser presque exclusivement la parole. Il écrit :

« Du temps de la grande Révolution française, l'Assemblée constituante, dont l'épine dorsale se composait de l'élite du Tiers-Etat, concentrait entre ses mains le pouvoir sans supprimer pourtant en totalité les prérogatives du roi. La période de l'Assemblée constituante est celle d'une critique dualité de pouvoirs qui s'achève avec la fuite du roi jusqu'à Varennes — et n'est formellement liquidée qu'avec la proclamation de la République.

La première Constitution française (1791), construite sur la fiction de l'absolue indépendance du pouvoir législatif et exécutif l'un vis-à-vis de l'autre, dissimulait en

fait ou essayait de cacher au peuple une réelle dualité de pouvoirs : celui de la bourgeoisie, définitivement retranchée dans l'Assemblée nationale après la prise de la Bastille par le peuple, et celui de la vieille monarchie, encore étayée par la haute noblesse, le clergé, la bureaucratie et la caste militaire — sans parler d'espérances fondées sur une intervention étrangère.

Dans les contradictions de ce régime se préparait son inévitable effondrement. Il n'y avait d'issue possible que dans l'anéantissement de la représentation bourgeoise par les forces de la réaction européenne ou bien dans la guillotine pour le roi et la monarchie. Paris et Coblenz devaient se mesurer ». 15

En fait une deuxième dualité de pouvoirs est en train de surgir avant même la guerre et la chute du roi :

« Avant qu'on en soit arrivé à la guerre et à la guillotine, entre en scène la Commune de Paris qui s'appuie sur les couches inférieures du Tiers-Etat de la capitale et qui, de plus en plus crânement, dispute le pouvoir aux représentants officiels de la nation bourgeoise. Une nouvelle dualité de pouvoirs s'institue, dont nous relevons les premières manifestations dès 1790, lorsque la bourgeoisie grosse et moyenne est encore solidement installée dans l'administration et les municipalités [...]

Les sections parisiennes se dressèrent d'abord en opposition contre la Commune dont disposait encore l'honorable bourgeoisie. Par l'audacieux élan du 10 août 92, les sections s'emparèrent de la Commune. Désormais, la Commune révolutionnaire s'opposa à l'Assemblée législative, puis à la Convention, lesquelles toutes deux retardaient sur la marche et les tâches de la révolution, enregistraient les événements mais ne les produisaient pas [...] ». 17

Et c'est par ce cheminement de la dualité de pouvoir que Trotsky en arrive à la Terreur et à la dictature du Comité de salut public.

« Les exploiters ont tellement embourbé le char de la société que, pour le faire sortir, il faut une énergie farouche et des efforts vraiment révolutionnaires. Les Jacobins nous ont donné, il y a cent quarante ans, un exemple formidable. Ce sont les pauvres, les petites gens, les exploités qui ont créé le gouvernement de la Montagne, le gouvernement le plus fort que la France ait jamais connu et c'est ce gouvernement qui a sauvé la France dans les circonstances les plus tragiques ». 18

La loi du développement révolutionnaire à travers les dualités de pouvoir ne cesse de jouer et Trotsky poursuit :

« Un besoin de dictature si caractéristique pour les révolutionnaires comme pour les contre-révolutionnaires procède des intolérables contradictions d'un double pouvoir. Le passage d'une de ces formes s'accomplit par la voie de la guerre civile. Les grandes étapes de la révolution, c'est-à-dire le transfert du pouvoir à de nouvelles classes ou couches sociales ne coïncident d'ailleurs pas du tout avec les cycles des institutions parlementaires qui font suite à la dynamique de la révolution comme son ombre attardée. En fin de compte, la dictature révolutionnaire des sans-culottes fusionne, il est vrai, avec celle de la Convention — mais de quelle Convention —, d'une assemblée débarrassée, par la terreur, des Girondins qui, la veille, y prédominaient encore, diminuée, adaptée à la prépondérance d'une nouvelle force sociale ». 19

Mais il s'agit bel et bien d'une loi générale de développement de la révolution et de la contre-révolution. Trotsky conclut :

« Ainsi, par les degrés d'un double pouvoir, la Révolution française, durant quatre années, s'élève à son point culminant. A partir du 9 Thermidor, de nouveau par les

degrés d'un double pouvoir, elle commence à descendre. Et encore une fois, la guerre civile précède chaque retombée, de même qu'elle avait accompagné chaque montée ». 20

La dictature jacobine et la Terreur

On comprend dans ces conditions que Trotsky n'ait pu être en aucun cas un admirateur des Jacobins, bien qu'il soit capable de leur rendre l'hommage qu'ils méritent à ses yeux. Pour lui, le mérite de Robespierre et des siens a été dans la proclamation du principe révolutionnaire et dans sa défense acharnée contre l'Europe féodale. Mais il partage intégralement l'appréciation portée par Engels — d'accord sur ce point avec Marx — dans sa lettre à Kautsky du 20 février 1887, dans laquelle il explique que la Terreur n'avait de sens qu'en temps que mesure de guerre :

« Une fois les frontières préservées grâce aux victoires militaires et après la destruction de cette folle Commune qui avait voulu apporter la liberté aux autres peuples à la pointe des baïonnettes, la Terreur, en tant qu'arme de la Révolution, se survivait à elle-même. Il est vrai que Robespierre était alors au faite de sa puissance, mais, dit Engels, « désormais la terreur devint pour lui un moyen de sa propre préservation et, du coup, elle devenait une absurdité ». 21

Dans sa polémique contre Lénine qui avait, comme on sait, tenté d'associer « jacobinisme » et « socialisme » dans un passage célèbre de sa brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Trotsky a brossé une fresque impitoyable du « jacobinisme » en tant que phénomène historique daté, sur laquelle, bien qu'il ait reconnu s'être trompé sur le fond dans la polémique contre Lénine, il n'est jamais revenu — et n'avait sans doute aucune raison de revenir. Derrière l'ardeur et les formules tranchantes de la polémique à l'intérieur du mouvement socialiste, au-delà du réquisitoire, se cache une analyse que nous présentons ci-dessous :

« Le jacobinisme, écrit-il, c'est l'apogée dans la tension de l'énergie révolutionnaire à l'époque de l'auto-émancipation de la société bourgeoise. C'est le maximum de radicalisation que pouvait produire la société bourgeoise, non par le développement de ses contradictions internes, mais par leur refoulement et leur étouffement ; en théorie, l'appel aux droits de l'Homme, abstrait, du citoyen, abstrait, en pratique, la guillotine ». 22

Ici encore, les Jacobins ne se comportent pas en vertu de principes abstraits, bien qu'ils les brandissent, mais se comportent comme des hommes placés dans une impasse, car le contexte économique et social de l'époque ne donne aucune base à la perdurée de leur pouvoir et le déchaînement de la Terreur est pour eux un moyen de violer les lois de l'Histoire qu'ils doivent subir :

« L'Histoire devait s'arrêter pour que les Jacobins puissent garder le pouvoir, car tout mouvement en avant devait opposer les uns aux autres les éléments divers qui, activement ou passivement, soutenaient les Jacobins et devait ainsi, par leurs frictions internes, affaiblir la volonté révolutionnaire à la tête de laquelle se trouvait la Montagne. Les Jacobins ne croyaient pas et ne pouvaient pas croire que leur vérité — la Vérité — s'emparerait toujours davantage des âmes à mesure que le temps avancerait.

Les faits leur démontraient le contraire : de partout, de toutes les fissures de la société, sortaient des intrigants, des hypocrites, des « aristocrates » et des « modérés » [...] Maintenir l'apogée de l'élan révolutionnaire en instituant « l'état de siège » et déterminer les lignes de démarcation par le tranchant des guillotines, telle était la tactique dictée aux Jacobins par leur instinct de conservation politique ». 23

Capables, à l'heure du danger suprême, de « colérer » les sans-culottes et de mobiliser les masses en défense de la « nation » au moyen de ce « patriotisme » qu'ils créaient sur la base du principe révolutionnaire et de la défense à tout prix contre l'étranger, les Jacobins de 1793 n'avaient pas un programme susceptible de s'inscrire dans la réalité de leur temps :

« Les Jacobins étaient des utopistes. Ils se fixaient comme tâche de « fonder une république sur les bases de la raison et de l'égalité ». Ils voulaient une république égalitaire sur la base de la propriété privée ; ils voulaient une république de la raison et de la vertu dans le cadre de l'exploitation d'une classe par une autre. Leurs méthodes de lutte ne faisaient que découler de leur utopisme révolutionnaire : placés sur le tranchant d'une contradiction gigantesque, ils appelaient au secours celui de la guillotine ». 24

Trotsky montre ensuite comment cette situation objective coupait les Jacobins de toute issue politique et leur coupait l'herbe sous les pieds en dépit de toutes leurs déclamations volontaristes appelées à sombrer dans le plus noir des pessimismes :

« Les Jacobins étaient de purs idéalistes [...] Ils croyaient en la force absolue de l'Idée, de la « Vérité » et ils considéraient qu'aucune hécatombe d'êtres humains ne serait superflue pour bâtir le piédestal de cette vérité. Tout ce qui s'écartait des principes qu'ils proclamaient de la morale universelle n'était le fruit du vice et de l'hypocrisie. « Je ne connais que deux partis — disait Maximilien Robespierre, dans un de ses derniers grands discours, le célèbre discours du 8 thermidor — celui des bons et celui des mauvais citoyens ».

A une foi absolue dans l'idée métaphysique correspondait une méfiance absolue à l'égard des hommes réels. La « suspicion » était inévitablement la méthode pour servir « la Vérité » en même temps que le devoir suprême du « véritable patriote ». Aucune compréhension de la lutte des classes, de ce mécanisme social qui détermine le heurt « des opinions et des idées », et ainsi aucune perspective historique, aucune certitude que certaines contradictions dans le domaine des opinions et des idées s'approfondiraient inévitablement tandis que d'autres iraient s'atténuant à mesure que se développerait la lutte des forces libérées par la révolution ». 25

Le verdict de Trotsky sur l'action héroïque des Jacobins est aussi sévère que celui de l'Histoire selon lui :

« L'histoire devait s'arrêter pour que les Jacobins puissent garder plus longtemps leur position ; mais elle ne s'est pas arrêtée. Il ne restait plus qu'à se battre impitoyablement contre le mouvement naturel jusqu'à total épuisement. Toute pause, toute concession, si minime fût-elle, signifiait la mort.

Cette tragédie historique, ce sentiment de l'irréparable, animent les discours que prononça Robespierre le 8 thermidor à la Convention et qu'il reprit le soir même au Club des Jacobins : « Dans la carrière où nous sommes, s'arrêter avant le terme, c'est périr, et nous avons honteusement rétrogradé. Vous avez ordonné la punition de quelques scélérats, auteurs de tous les maux, ils osent résister à la justice nationale, et on leur sacrifie les destinées de la patrie et de l'humanité : attendons-nous donc à tous les fléaux que peuvent entraîner les factions qui s'agitent impunément [...] Laissez flotter

un moment les rênes de la révolution, vous verrez le despotisme militaire s'en emparer et les chefs des factions renverser la représentation nationale civile ; un siècle de guerres civiles et de calamités désolera notre patrie, et nous périrons pour n'avoir pas voulu saisir un moment marqué dans l'histoire des hommes pour fonder la liberté ; nous livrons notre patrie à un siècle de calamités, et les malédictions du peuple s'attacheront à notre mémoire qui devait être chère au genre humain ! » 26

Finalement, c'est à Trotsky que l'on doit l'une des descriptions les plus sévères de l'entêtement terroriste au pouvoir :

« Les Jacobins enfonçaient entre eux et le modérantisme le couperet de la guillotine. La logique du mouvement de classe allait contre eux, et ils s'efforçaient de la décapiter. Folie : cette hydre avait toujours plus de têtes ; et les têtes dévouées aux idéaux de vertu et de vérité se faisaient tous les jours plus rares. Les Jacobins se « purifiaient » en s'affaiblissant. La guillotine n'était que l'instrument mécanique de leur suicide politique, mais le suicide lui-même était l'issue fatale de leur situation historique sans espoir, situation dans laquelle se trouvaient les porte-parole de l'égalité sur la base de la propriété privée, les prophètes de la morale universelle dans le cadre de l'exploitation de classe.

« De grandes crises sont nécessaires pour purifier un corps gangrené ; il faut couper les membres pour sauver le corps. Tant que nous aurons de mauvais chefs de file, nous pourrions être égarés ; mais lorsque nous saurons quels sont les vrais Jacobins, ils seront nos guides, nous nous rallierons à Danton, à Robespierre, et nous sauverons l'Etat ». Un an et demi plus tard, au moment où Danton et beaucoup d'autres parmi les « authentiques jacobins » avaient été guillotines, comme membres atteints par la gangrène, dans le même club, en employant presque les mêmes mots, un autre jacobin parlait et reparlait toujours d'« épuration » : « Si nous nous purgeons, c'est pour avoir le droit de purger la France. Nous ne laisserons aucun corps hétérogène dans la République : les ennemis de la liberté doivent trembler, car la massue est levée ; ce sera la Convention qui la lancera. Nos ennemis ne sont pas aussi nombreux qu'on veut le faire croire ; bientôt ils seront mis en évidence, et ils paraîtront sur le théâtre de la guillotine. On dit que nous voulons détruire la Convention : non, elle restera intacte ; mais nous voulons élaguer de ce grand arbre les branches mortes. Les grandes mesures que nous prenons ressemblent à des coups de vent qui font tomber les fruits véreux et laissent à l'arbre les bons fruits ; après cela vous pourrez cueillir ceux qui resteront : ils seront mûrs et pleins de saveur ; ils porteront la vie dans la République. Que m'importe que les branches soient nombreuses si elles sont cariées ? Il vaut mieux qu'il en reste un plus petit nombre, pourvu qu'elles soient vertes et vigoureuses ». 27

Les limites de la grande Révolution

Trotsky aime à citer Jean-Paul Marat, lucide analyste de la révolution qui se développe devant et avec lui. Pour lui, Marat a été « si vivement calomnié par les historiens officiels » — il l'est encore dans une large mesure —, c'est parce qu'il a ressenti le « cruel revers social » des révolutions sociales. Il le cite approximativement, de mémoire, quand il écrivait en juillet 1792 :

« La révolution est accomplie et soutenue uniquement par les basses classes de la population, par ces êtres lésés que l'insolente richesse traite de canailles [...] Après certains succès au début, le mouvement est finalement vaincu : il lui manque toujours des connaissances, du savoir-faire, des ressources, des armes, des chefs, un plan d'action, il reste sans défense contre les conspirateurs qui ont pour eux l'expérience, l'habileté et la ruse ». 28

Incontestablement, à la fin du XVIII^e, « les classes opprimées » n'ont ni connaissances, ni expérience, ni direction capables de les mener à la victoire. Elles ont été capables pourtant, à l'heure du pire danger, au nom des perspectives entrevues, de bander toutes leurs énergies — mais un tel effort, pour un individu comme pour des centaines de milliers, collectivement, est forcément limité dans le temps et fait place à un relâchement ou un reflux, la désillusion devant la minceur des résultats, l'apathie devant l'absence ou la confusion des perspectives. Et c'était dans un tel contexte que Robespierre avait tenté de maintenir le pouvoir des restes du parti jacobin et avait échoué.

Trotsky souligne d'ailleurs que les causes de ce que nous pouvons appeler l'« impuissance du jacobinisme » sont à rechercher aussi, non seulement dans le domaine de la subjectivité des masses, mais dans l'objectivité des rapports sociaux. Il écrit :

« La lassitude des masses et la démoralisation des cadres ont contribué au XVIII^e à la victoire des thermidoriens sur les Jacobins. Mais un processus organique et historique plus profond s'accomplissait sous ces phénomènes, en réalité secondaires. Les Jacobins avaient leur appui dans les couches inférieures de la petite bourgeoisie, soulevées par la puissante vague ; or la révolution du XVIII^e siècle, répondant au développement des forces productives, ne pouvait manquer d'amener enfin au pouvoir la grande bourgeoisie ». ²⁹

Quelques années auparavant, il avait exprimé la même idée sous une forme un peu différente, peut-être un peu plus détaillée, en écrivant :

« La chute des Jacobins était prédéterminée par le manque de maturité des rapports sociaux. La gauche (artisans et marchands ruinés) privée de la possibilité de développement économique, ne pouvait être un appui ferme pour la révolution, la droite (bourgeoisie) croissant fatalement, enfin l'Europe, économiquement et politiquement plus arriérée, empêchait la révolution de déployer au-delà des limites de la France ». ³⁰

Suit son véritable verdict sur le bilan de Robespierre et des siens :

« La politique même la plus clairvoyante eût été impuissante à modifier radicalement le cours des événements ! » ³¹

En réalité, le danger extérieur et intérieur passé, l'œuvre essentielle de la révolution apparemment assurée, la bourgeoisie, un instant écartée par la poussée des sans-culottes ne pouvait que surgir de nouveau. Pour « colérer » ces derniers, il avait fallu faire droit à leurs revendications les plus pressantes, assurer, d'un mot bien significatif, leur « subsistance ». Mais les mesures d'ordre économique, « l'égalité jacobine bourgeoisie », écrit Trotsky, « qui revêtait la forme de la réglementation du maximum, restreignait le développement et l'extension du bien-être bourgeois ». Or la bourgeoisie aspirait à ce bien-être social. La chute de Robespierre, au 9 thermidor, est, en un sens, la revanche de la bourgeoisie dans ses aspirations comprimées au nom des nécessités politiques :

« Thermidor reposait sur un fondement social. C'était une question de pain, de viande, de logement et, si possible, de luxe. L'égalité jacobine bourgeoisie, qui revêtait la forme de la réglementation du maximum, restreignait le développement de l'économie bourgeoise et l'extension du bien-être bourgeois. Sur ce point, les thermidoriens savaient ce qu'ils voulaient ; dans la Déclaration des Droits de l'Homme, ils exclurent

le paragraphe essentiel : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». A ceux qui demandaient le rétablissement de cet important paragraphe jacobin, les thermidoriens dirent qu'il était équivoque et, par suite, dangereux ; naturellement les hommes étaient égaux en droits, mais non dans leurs attitudes et dans leurs biens. Thermidor était une protestation directe contre le caractère spartiate et contre l'effort vers l'égalité ». ³²

Thermidor

C'est évidemment au phénomène de Thermidor que Trotsky a consacré les réflexions et analyses les plus importantes de son étude de la Révolution française, dans la mesure où elles constituaient inévitablement la source de référence analogique mais aussi l'hypothèse de travail sur la genèse de la bureaucratie privilégiée, de la « nouvelle aristocratie rouge », née sur les conquêtes de la Révolution d'Octobre et le pouvoir de l'Etat ouvrier soviétique. Textes et études ne manquent pas — et sans doute le coup de piolet de Mercader nous a-t-il privés des développements annoncés par les premières réflexions, dans le *Staline* inachevé, sur *Les Thermidoriens* de Georges Lefebvre.

Sur la signification de Thermidor, les bases de l'analyse de Trotsky ont été indiquées plus haut à propos de l'impuissance de la dictature spartiate et de l'effort pour l'égalité des jacobins. Il écrit :

« Thermidor fut la première étape sur la voie de la réaction. Les nouveaux fonctionnaires, les nouveaux propriétaires, voulaient se régaler en paix des fruits de la révolution, les vieux Jacobins irréductibles les gênaient. Les nouveaux propriétaires n'avaient pas encore eu l'audace de s'enrôler sous un drapeau à eux. Il leur fallait marcher sous l'égide des Jacobins eux-mêmes. Ils se trouvèrent des chefs provisoires à visages de Jacobins de troisième ordre ». ³³

Il relève que le 9 thermidor a été conçu, organisé et mené à bien par des « Jacobins de gauche » dressés contre la terreur qui menace aussi un certain nombre de coquins de la Convention. Il cite Georges Lefebvre montrant « que la tâche des thermidoriens consistait à représenter le 9 thermidor comme un épisode secondaire, une simple purge d'éléments hostiles pour préserver le noyau fondamental des Jacobins et pour suivre leur politique traditionnelle ». Il indique même, toujours d'après Georges Lefebvre, que « dans la première période de Thermidor, l'attaque n'était pas dirigée contre les Jacobins, comme un tout, mais seulement contre les terroristes » :

« Les Jacobins n'étaient pas frappés comme Jacobins, mais comme terroristes, comme robespierristes ». ³⁴

Il relève que Barère affirme à la Convention, au nom du Comité de salut public, que rien de vraiment important ne s'était passé au 9 thermidor.

Peut-être les acteurs de l'événement le ressentaient-ils ainsi et sans doute l'événement et surtout ses conséquences n'ont-elles pas concrètement répondu à leur attente. Mais ils allaient être très rapidement dépassés par la réaction qu'ils avaient en réalité non provoquée, mais incarnée :

« Le thermidor français, déclenché par les Jacobins de gauche, se retourna finalement en réaction contre les Jacobins. Terroristes, Montagnards, Jacobins devinrent des termes d'injures. Dans les provinces, les arbres de la Liberté étaient abattus et la cocarde tricolore était foulée aux pieds ». 35

Les thermidoriens eux-mêmes s'en prennent au passé, et, comme le notait déjà Aulard, ne se contentent pas « d'avoir tué Robespierre et ses amis », mais les calomnient en les présentant aux yeux de la France comme des royalistes et des traîtres vendus à l'étranger, « agents de Pitt et Cobourg ». « La crainte de la critique, écrit Trotsky, est la crainte des masses ».

Thermidor n'était-il qu'une « réaction » ? Et dans quelles limites ? Ou la première étape de la « contre-révolution » ? A la seconde question, Trotsky répond avec netteté :

« La réponse à cette question dépend de l'étendue que nous donnons dans le cas présent à la notion de contre-révolution. La révolution sociale de 1789-1793 avait un caractère bourgeois. Son essence se ramenait au remplacement de la propriété immuable par la « libre » propriété bourgeoise.

La contre-révolution « correspondante » à cette révolution aurait dû accomplir le rétablissement de la propriété féodale. Mais Thermidor n'a même pas tenté un effort en ce sens. Robespierre voulait s'appuyer sur les artisans, le Directoire sur la bourgeoisie moyenne, Bonaparte s'allia aux banques. Tous ces changements, qui avaient, bien entendu, une signification non seulement politique, mais sociale, s'accomplirent pourtant sur la base de la nouvelle société et du nouvel Etat bourgeois ». 36

Il précise encore, ailleurs :

« Le coup d'Etat du 9 thermidor ne liquida pas les conquêtes de la révolution bourgeoise, mais il fit passer le pouvoir dans les mains des Jacobins les plus modérés et les plus conservateurs, dans les mains des éléments les plus fortunés de la société bourgeoise ». 37

Ce dont il s'est agi finalement en thermidor, c'est « de la répartition des avantages du nouveau régime social entre les différentes fractions du « Tiers-Etat victorieux », et cette répartition s'est faite au détriment des couches les plus défavorisées qui avaient été l'agent de la poursuite et de l'approfondissement de la révolution, de ceux que Jean-Paul Marat appelait « les classes opprimées ». En ce sens comme au sens de la démocratie politique, Thermidor constituait une profonde réaction.

Sur les formes de cette réaction, Trotsky écrit dans les dernières pages de son *Staline* :

« Les Jacobins se maintinrent surtout grâce à la pression de la rue sur la Convention. Les Thermidoriens, c'est-à-dire les Jacobins déserteurs, tentèrent d'employer la même méthode, mais pour des fins opposées. Ils commencèrent à organiser des fils bien habillés de la bourgeoisie, d'anciens sans-culottes. Ces membres de la jeunesse dorée, ou simplement les « jeunes », comme les appelait avec indulgence la presse conservatrice, devinrent un facteur si important de la politique nationale que, à mesure que les Jacobins étaient expulsés de leurs postes administratifs, ces « jeunes » prenaient leur place. [...]

La bourgeoisie thermidorienne se caractérisait par sa haine profonde des Montagnards, car ses propres dirigeants avaient été pris parmi les hommes qui avaient été à la tête des sans-culottes. La bourgeoisie et avec elle les thermidoriens redoutaient avant

tout un soulèvement populaire. C'était précisément pendant cette période que se formait pleinement, dans la bourgeoisie française, la conscience de classe : elle détestait les Jacobins et les demi-Jacobins d'une haine enragée — comme des traîtres à ses intérêts les plus sacrés, comme des déserteurs passés à l'ennemi, comme des renégats ». 38

Il reste les limites que Trotsky assigne à Thermidor dans le passé :

« « Thermidor », c'est la réaction après la révolution, mais une réaction qui n'arrive pas à changer la base sociale du nouvel ordre ». 39

Le bonapartisme

La distinction, du point de vue des tendances fondamentales, n'est pas facile à opérer sous la plume de Trotsky entre « thermidor » et « bonapartisme » chaque fois que le sujet n'est abordé que par la bande. C'est que l'un est sorti de l'autre avec finalement si peu de secousses que le coup d'Etat du 18 brumaire, parfaitement réussi comme on sait, présente toutes les caractéristiques du coup d'Etat manqué... De cette continuité, Trotsky écrit qu'elle est sensible à travers les hommes d'abord :

« Bien des thermidoriens sortirent du parti jacobin dont Bonaparte commença par être un des adhérents ; et ce fut parmi les anciens Jacobins que le Premier consul et par la suite l'Empereur des Français trouva ses serviteurs les plus fidèles ». 40

En réalité, la situation ouverte par l'initiative des thermidoriens a été, dans les conditions données, le glacis pour l'installation du bonapartisme. L'instabilité politique menaçait des deux côtés le nouveau régime social et la dictature du sabre fut le remède et apporta la stabilité désirée. Encore fallait-il que cela fut possible concrètement. Trotsky écrit :

« Pour qu'un petit Corse pût s'élever au-dessus de la jeune nation bourgeoise, il avait fallu que la Révolution réglât préalablement son problème essentiel : la répartition des terres entre les paysans et que, sur la nouvelle base sociale, se constituât une armée victorieuse. Au XVIII^e, la révolution ne pouvait aller plus loin. Dans ces reculs cependant, ses conséquences essentielles étaient mises en danger. Il fallait les maintenir à tout prix. L'antagonisme, approfondi mais encore très loin de sa maturité, entre la bourgeoisie et le prolétariat, tenait la nation ébranlée jusqu'aux assises, dans une extrême tension. Un « arbitre » national dans ces conditions était indispensable. Napoléon garantissait aux grands bourgeois la possibilité de réaliser des bénéfices, aux paysans la possession de leurs lotissements, aux fils de paysans et aux va-nu-pieds la possibilité du pillage pendant la guerre. Le juge avait le sabre au poing et remplissait lui-même les obligations de l'huissier. Le bonapartisme du premier Bonaparte était solidement basé ». 41

Il ne faudrait pourtant pas se faire une idée fautive de l'« arbitrage » du bonaparte qui « concilie » les intérêts divergents, mais seulement ceux qui reposent sur une même base sociale et dirige par conséquent sa force, son pouvoir le plus concentré contre les couches les plus opprimées. Trotsky écrit :

« En développant la politique de Thermidor, Napoléon mena la lutte non seulement contre le monde féodal, mais aussi contre la plèbe et les milieux démocratiques de la petite et moyenne bourgeoisie, il concentra de cette façon les avantages du régime engendré par la révolution dans les mains d'une nouvelle aristocratie bourgeoise ». 42

Dans une de ses formules éblouissantes — et particulièrement bien traduites ici par Maurice Parijanine —, il complète pour démontrer la concentration réelle du pouvoir du prétendu « arbitre » :

« Le garde ne se tient pas devant la porte, il est assis sur le pinacle ; mais sa fonction est la même [...] L'indépendance du bonapartisme est à un formidable degré toute d'apparence, de simulacre, de décor : elle a pour symbole le manteau impérial ». ⁴³

Mais avec le manteau impérial se termine aussi l'histoire de la grande Révolution française.

Quelques vues intéressantes

La lecture ou la relecture des passages de l'œuvre de Trotsky qui touchent en passant à la Révolution française avive les regrets de l'absence d'un travail spécifique qu'il lui aurait consacré et permet, soit dit en passant, de mesurer la courte vue des éditeurs des années trente qui n'ont pas commandé, après avoir lu l'*Histoire de la Révolution russe*, un ouvrage sur elle. Page après page, une remarque fulgurante ou pétillante d'humour, un raccourci, montrent ce que l'on a perdu avec cette lacune.

Il déchaîne sa verve avec un succès particulier contre les porte-parole des classes ou des groupes qui cherchent dans la méchanceté ou la malhonnêteté de leur adversaire prétendu la cause de leurs propres défaites et voient toujours sa main comme celle du Malin. Ainsi ironise-t-il sur les Girondins imputant aux Jacobins « la responsabilité des massacres de Septembre, une disparition de matelas dans une caserne et la propagande en faveur de la loi agraire ». ⁴⁴ Ainsi philosophe-t-il sur le besoin des classes menacées de se consoler de leurs malheurs en trouvant une explication à la portée de leur niveau de conscience : M. de Fersen assurant que l'argent prussien coule à flot sur les Jacobins et que c'est ainsi que ces derniers « achètent » la plèbe et la lancent dans les manifestations de rue ! ⁴⁵

Une fine analyse des conditions de la préparation de l'insurrection du 10 août le conduit à constater qu'il s'agit bien là d'une insurrection dont la date a été fixée à l'avance par... la logique des choses ; il cite pour l'occasion une phrase de Jaurès, dont il souligne l'immense pertinence à ce propos :

« Les sections en soumettant la question à l'examen de l'Assemblée législative ne se livraient nullement à une « illusion constitutionnelle » ; il n'y avait là qu'une méthode pour préparer l'insurrection en assurant ainsi son camouflage légal. Pour appuyer leurs pétitions, les sections, on le sait, se soulevèrent au son du tocsin, les armes à la main ». ⁴⁶

A un autre moment, constatant le contraste entre la révolution française et la révolution anglaise qui l'avait précédée, il indique que c'est parce que la France avait « sauté par-dessus la Réforme » que l'« Eglise catholique en qualité d'Eglise d'Etat, réussit à vivre jusqu'à la révolution » et que celle-ci trouva « expression et justification » non « dans les textes bibliques, mais dans des abstractions démocratiques ». On aura garde d'autre part de relever ce coup de patte adressé aux patrons, de droite et de gauche, de la III^e République française, alors qu'il est en train d'écrire son *Histoire de la Révolution russe* :

« Quelle que soit la haine des régents actuels de la France pour le jacobinisme, le fait est que, précisément grâce à l'action rigoureuse d'un Robespierre, ils ont encore la possibilité de dissimuler leur domination de conservateurs sous des formules à l'aide desquelles, jadis, la vieille société sauta en l'air ». ⁴⁷

Et c'est sur ce pied de nez aux régents de la III^e que nous allons maintenant nous efforcer de répondre aux questions posées au début de cette étude.

Trotsky historien de la Révolution française ?

Le 22 août 1917, critiquant dans *Proletari* les « conciliateurs » mencheviks et S.R., Trotsky traçait au passage ce raccourci fulgurant :

« A la fin du XVIII^e, il y eut en France une révolution qu'on appelle, à juste titre, « la grande Révolution ». C'était une révolution bourgeoise. Au cours d'une de ses phases, le pouvoir tomba aux mains des Jacobins qui étaient soutenus par les « sans-culottes », c'est-à-dire les travailleurs semi-prolétariens des villes, et qui interposèrent entre eux et les Girondins, le parti libéral de la bourgeoisie, les cadets de l'époque, le rectangle net de la guillotine. C'est seulement la dictature des Jacobins qui a donné à la Révolution française son importance historique, qui a fait d'elle la « grande Révolution ». Et pourtant cette dictature fut instaurée non seulement sans la bourgeoisie, mais encore contre elle et malgré elle. Robespierre, à qui il ne fut pas donné de s'initier aux idées de Plekhanov, renversa toutes les lois de la sociologie et, au lieu de serrer la main des Girondins, leur coupa la tête. C'était cruel sans doute. Mais cette cruauté n'a pas empêché la Révolution française de devenir « grande » dans les limites du son caractère bourgeois. Marx [...] a dit que « le terrorisme français dans son ensemble ne fut qu'une façon plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie ». Et, comme cette bourgeoisie avait peur de ces méthodes plébéiennes pour en finir avec les ennemis du peuple, les Jacobins non seulement privèrent la bourgeoisie du pouvoir, mais encore lui appliquèrent une loi de fer et de sang chaque fois qu'elle faisait une tentative quelconque pour arrêter ou « modérer » le travail des Jacobins. Il est clair par conséquent que *les Jacobins ont accompli une révolution bourgeoise sans la bourgeoisie* ».

En dépit de bien des développements étincelants, il est pourtant impossible de répondre à la question de savoir si Trotsky fut formellement un historien de la Révolution française, comme il le fut de la Révolution russe, et la réponse négative qu'on lui donnerait ne saurait rien apporter à la connaissance de Trotsky ou de la Révolution française.

En revanche, nous sommes intéressés à savoir si, en abordant comme un élément comparatif l'histoire de la « Grande Révolution française » dans plusieurs ouvrages consacrés à un autre thème, Trotsky a, ce faisant, fait œuvre d'historien, c'est-à-dire s'il a contribué à notre compréhension de ce phénomène historique capital, à l'aube de l'époque contemporaine. Pour le reste, nous savons — et nous l'avons déjà relevé — qu'il n'a jamais traité ce sujet en lui-même, que l'information qu'il utilise est déjà à la disposition de tous dans les livres et les recueils de documents, ce qui fait de son travail ce que l'Université s'accorde à qualifier de travail de « seconde main » et que nous préférons considérer comme une « interprétation ».

De ce point de vue, nous ne nous attarderons pas à discuter longuement la critique publiée en novembre 1938 dans l'*American Journal of Sociology*,

par Louis Gottschalk sur Trotsky et « l'histoire naturelle des révolutions »⁴⁸, pas plus que son affirmation selon laquelle il y aurait en Trotsky un conflit entre l'historien et le sociologue, perceptible à travers le fréquent recours à ce que l'historien américain de la Révolution française appelle « la nécessité objective ». Pour Gottschalk en effet, l'historien, dans la mesure où il rend compte d'un événement véritablement « unique », ne saurait succomber à la tentation de jouer les sociologues, c'est-à-dire de généraliser. Le professeur de l'université de Chicago, fidèle à la règle de la division et du cloisonnement des activités académiques, joue le rôle qui lui incombe dans un compte-rendu pour une revue spécialisée. Nous relèverons seulement qu'il s'appuie essentiellement, pour sa sévère admonestation, sur l'emploi par Trotsky des analogies historiques et en particulier des références à la Révolution française dont il trouve que certaines sont particulièrement tirées par les cheveux.

La critique de Isaac Deutscher est d'apparence très semblable. Celui qui s'est fait successivement le biographe de Staline et celui de Trotsky et n'hésita pas à adresser à l'un comme à l'autre ses admonestations tardives, trouve en particulier que l'analogie avec le Thermidor de la Révolution française est tout à fait « obscure ».⁴⁹ Mieux encore, il porte directement sa critique au cœur de notre sujet en affirmant que, comme cela arrive fréquemment quand « une analogie historique devient un mot d'ordre politique », « aucun de ceux qui la débattent n'a une idée claire du précédent auquel ils font référence ».⁵⁰ Et d'assurer que Trotsky devait à plusieurs reprises « réviser son interprétation », alors que ce n'est pas l'interprétation du Thermidor français que Trotsky révisa formellement — mais celle du Thermidor soviétique ! S'étant fait maître d'école au nom de la science et de la lutte contre l'obscurantisme (« le mort saisit le vif »), le brillant journaliste tance vigoureusement Trotsky, responsable d'une aussi horrible confusion. Il ne sortira rien de cette admonestation, Isaac Deutscher n'ayant pas pris soin de nous indiquer en quoi l'idée que Trotsky se faisait du Thermidor de la Révolution française était fautive. Et il faut bien ajouter, à l'égard de ce goût pour les corrections qu'il manifestait là, qu'un fort sérieux travail universitaire, malheureusement inédit, a étudié de près la critique de Deutscher sur la question du Thermidor chez Trotsky et conclu à juste titre :

« En réalité, si Isaac Deutscher n'adhère pas à l'interprétation trotskyste du Thermidor soviétique, ce n'est pas à cause des erreurs historiques qu'elle contiendrait. Il la réfute parce qu'elle s'inscrit dans une politique générale à laquelle il ne souscrit pas ».⁵⁰

Le professeur israélien Baruch Knei-Paz n'a pas les prétentions de Gottschalk et Deutscher. Il s'abstient aussi totalement de critiquer des « erreurs historiques », se contentant d'assurer par exemple que les qualités de l'*Histoire de la Révolution russe* en histoire pure sont « au moins mineures »⁵² ; mais il rend en même temps un hommage éclatant à sa puissance d'imagination, l'évocation de scènes, d'atmosphère et de drames. Sa conclusion nous laisse sur notre faim : « Il s'identifiait lui-même à l'*Histoire* et, dans ce sens dramatique, il identifiait l'histoire à lui-même »...⁵³ Mais alors, la Révolution française ?

Essayons de trouver en nous-mêmes les ressources pour qualifier et caractériser les notations historiques dont Trotsky a parsemé son œuvre et qui concernent la Révolution française, puisque ses critiques les plus déterminés ont finalement contourné l'obstacle. Nous avons apprécié, dans les passages que nous avons relus de la plume de Trotsky sur la grande Révolution française, des morceaux de bravoure que trace sa plume étincelante, qu'il puise dans l'atmosphère révolutionnaire, source de son inspiration la meilleure, et sollicitation pressante de sa capacité de comprendre et d'expliquer, son goût et son don de la fresque gigantesque, du mouvement, de ce qu'il appelle « le développement historique ». C'est évidemment Trotsky la plume, le grand écrivain, le lyrique, qu'un Knei-Paz ou un Deutscher n'ont tout de même pas pu ne pas reconnaître.

Et puis il y a Trotsky comme révolutionnaire — et non comme « sociologue » selon le terme de Gottschalk : l'homme qui réfléchit dans une perspective historique, qui recherche, dans l'histoire, des précédents, qui veut découvrir et vérifier dans l'action des lois du développement historique, du mouvement — ce mouvement qui anime la fresque et s'appelle révolution. Il y a l'homme qui compare, identifie, distingue, évalue, projette, parce qu'il ne veut pas « recommencer éternellement l'Histoire par son commencement », parce qu'il est un homme d'action engagé dans la transformation du monde. Trotsky veut faire de l'Histoire, à travers l'étude du passé, un outil de la compréhension du présent pour sa transformation. C'est probablement ce que lui reprochent ses critiques attachés à la représentation d'un « événement unique », et pour qui l'exercice du métier d'historien n'est sans doute que le moyen de gagner leur vie.

En ce qui nous concerne, modestement et sans chercher à diminuer les historiens professionnels — dont nous sommes — qui ont à chercher et trouver documents et témoignages et expliquer événements uniques ou enchaînés, mentalités ou façons de vivre, nous ne pouvons que constater combien est vivante l'image de la Révolution française donnée au passage par Trotsky. Peut-être faut-il ajouter aussi que cet immense épisode de l'histoire de l'humanité qu'il appelait « grande Révolution française » a apporté au révolutionnaire russe des éléments pour comprendre les batailles qu'il a livrées, gagnées ou perdues. Il est un domaine au moins où la question peut trouver sans difficulté une réponse, c'est celui de l'Armée rouge. Pour ce que Trotsky a tiré de l'histoire de la Révolution française et de ses guerres, les volumes des *Écrits Militaires* permettent en effet de comprendre que le fondateur et chef de l'Armée rouge de 1918 à la fin de la guerre civile eut toujours sous les yeux l'exemple des soldats de 93. Qu'il s'agisse de l'utilisation de « commissaires politiques » sur le modèle des « représentants en mission », de l'emploi massif d'officiers de métiers — donc d'Ancien régime — punis de mort en cas de défaite, de la combinaison entre élection et promotion pour les jeunes chefs qui se révélaient des entraîneurs d'hommes, qu'il s'agisse enfin de la galvanisation du moral des combattants par la rhétorique flamboyante du « pacte avec la mort », il est clair que le lien ici s'est fait directement et consciemment entre les deux révolutions. Cette constatation ne suffira pas à faire de Trotsky à titre posthume un membre de l'Académie des sciences historiques, mais elle

aura au moins le mérite de souligner l'importance de l'histoire écrite pour les hommes qui ont l'ambition de faire l'histoire tout court.

APPENDICE

Khristian Rakovsky et l'analogie de Thermidor

Ce n'est que pour mémoire — mais une mémoire indispensable — que nous avons voulu ici rappeler le fameux texte de Rakovsky écrit à Valentinov, d'Astrakhan où il était déporté le 2 août 1928. Nous avons reproduit ce texte dans la deuxième partie du numéro 18 consacré (avec le numéro 17) à Khristian Rakovsky en juin 1984. Par ailleurs, Jacques Caillousse, dont nous avons cité le travail de 1972 dans le cours de l'article, a commencé ce dernier par une étude de ce texte qu'il considère à juste titre comme une des sources de l'inspiration de Trotsky dans l'analogie entre Révolution française et Révolution russe.

Ayant longuement vécu en France, comme étudiant d'abord, comme médecin ensuite, et finalement comme ambassadeur, Rakovsky lui aussi a une incontestable familiarité avec les problèmes de l'histoire de la grande Révolution. Le 7 juin 1922 *l'Humanité* a publié une interview qu'il lui a accordée à Rome au mois de mai, qu'elle titre « la Révolution française et le droit de propriété ». Cette polémique contre « le professeur Aulard » évoque successivement Brissot, qu'il appelle avec une certaine ostentation « Jean-Pierre Brissot de Warville », les conversions forcées de la dette française de 1793 et de 1797 (9 vendémiaire an VI) et la loi du 21 mars 1801. Il rectifie au passage une erreur de date, rappelle aux gouvènements de la République française « un certain duc de Brunswick » et une « guerre de coalitions ». ⁵⁴ Dans la discussion qui précède le XVI^e congrès du parti, il mentionne un livre prêté par Sokolnikov, l'ouvrage de Lenôtre sur *Robespierre et la mère de Dieu*. ⁵⁵ D'Astrakhan, il écrit qu'il a lu avec beaucoup d'intérêt *l'Histoire politique de la Révolution française* d'Alphonse Aulard, offerte par l'auteur, qu'il y a trouvé beaucoup de documentation intéressante, mais aussi que la lutte pendant la Révolution et le Consulat y est expliquée de « façon archi-naïve ». ⁵⁶

Le texte en question, qui a été publié en français sous le titre — pas du tout satisfaisant — de « Les dangers professionnels du pouvoir », part de la situation en Union soviétique, scandales, abus de pouvoir, prévarications, un processus de différenciation que la bourgeoisie connaissait mais que le prolétariat est en train d'expérimenter. Il poursuit :

« De façon générale, l'histoire du Tiers-Etat qui a triomphé en France en 1789 est extrêmement instructive. Tout d'abord ce Tiers-Etat en lui-même était extrêmement composite. Il comprenait tout ce qui ne faisait pas partie de la noblesse et du clergé : il comprenait ainsi non seulement toutes les variétés de la bourgeoisie, mais aussi les

ouvriers et les paysans misérables. Ce n'est que petit à petit, après une lutte longue et des interventions armées plusieurs fois répétées que fut atteinte en 1792 la possibilité en droit pour l'ensemble du Tiers-Etat de participer à l'administration du pays. La réaction politique qui débuta déjà avant Thermidor consiste en ce que le pouvoir commença à passer, formellement et en fait, dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de citoyens. Les masses populaires, d'abord par une situation de fait, puis ensuite également en droit, furent peu à peu écartées du gouvernement du pays.

Il est vrai qu'ici la pression de la réaction se fit sentir avant tout le long des coutures et soudures qui joignaient ensemble les éléments de classe constituant le Tiers-Etat. Il est vrai également que, si l'on examine un des groupements distincts à l'intérieur de la bourgeoisie, celui-ci ne présente pas de contours de classe aussi précis que ceux qui séparent, par exemple, la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire deux classes qui jouent un rôle très différent dans la production.

Mais au cours de la Révolution française également, pendant la période de son déclin, le pouvoir n'agissait pas seulement en séparant, le long des lignes de soudure ou de couture, les groupes sociaux qui, la veille encore, marchaient ensemble, unis par le même objectif révolutionnaire commun : il désagrégeait aussi des masses sociales plus ou moins homogènes. La spécialisation dans la fonction — la classe en question produisant et faisant sortir de son sein des classes supérieures de fonctionnaires — voilà le résultat des fissures qui, sous la pression de la contre-révolution, devinrent de profondes crevasses ; et c'est à la suite de cela qu'au sein de la classe dominante elle-même naquirent au cours de la lutte des contradictions ». 57

Rakovsky s'efforce ensuite de déceler les raisons qui ont favorisé la dégénérescence du « parti jacobin », comme il dit et l'on ne peut que constater la précision de l'information de ce départ en Asie centrale et sa connaissance de l'histoire révolutionnaire. Il écrit :

« Robespierre, à plus d'une reprise, a mis ses partisans en garde contre les conséquences qui pourrait entraîner l'ivresse du pouvoir ; il les prévenait que, détenant le pouvoir, ils ne devaient pas trop présumer d'eux-mêmes, « s'enorgueillir », disait-il, ou, comme nous dirions maintenant, se laisser entraîner par la « vanité jacobine ». Mais, ainsi que nous le verrons plus tard, Robespierre lui-même a beaucoup contribué à faire glisser le pouvoir des mains de la petite bourgeoisie appuyée sur les ouvriers parisiens. [...] Signalons un fait curieux et bien connu : l'opinion de Babeuf qui pensait que la chute des Jacobins fut grandement facilitée par les dames nobles dont ils étaient fêrus. Il interpella les Jacobins en ces termes : « Que faites-vous, plébéiens pusillanimes ? Aujourd'hui elles vous embrassent, demain elles vous étrangleront ! » [...]

Mais ce qui joua le rôle le plus important dans l'isolement de Robespierre et du Club des Jacobins, ce qui en écarta brutalement les masses (ouvrières et petites bourgeoises), à côté de la liquidation de tous les éléments de gauche, en commençant par les Enragés, les Hébertistes et les Chaumettistes (de façon générale, toute la Commune de Paris), ce fut la liquidation graduelle du principe électif et la substitution à celui-ci du principe des *nominations*.

L'envoi aux armées ou dans les villes où la contre-révolution relevait la tête, de commissaires, était une mesure non seulement légitime, mais indispensable. Mais, lorsque Robespierre se mit peu à peu à remplacer les juges et les commissaires des diverses sections, de Paris, qui avaient été jusque-là élus au même titre que les juges ; quand il commença à nommer les présidents des comités révolutionnaires et en arriva à substituer des fonctionnaires à toute la direction de la Commune, il ne pouvait ainsi que renforcer la bureaucratie et tuer l'initiative populaire.

Ainsi le régime de Robespierre, au lieu de ranimer l'esprit d'activité des masses, déjà atteint par la crise économique et surtout la crise des subsistances, aggravait encore le mal et favorisait le travail des forces antidémocratiques. Dumas, le président du Tribunal révolutionnaire, se plaignait à Robespierre de ne plus trouver de jurés pour ce tribunal, personne ne voulant plus remplir cette fonction ». 58

Abordant les événements du 9 thermidor et leurs lendemains, Khristian Rakovsky poursuit :

« Mais Robespierre éprouva à son tour cette indifférence des masses parisiennes, sur son propre cas, lorsque, le 10 thermidor, on le promena blessé et ensanglanté dans les rues de Paris sans craindre une intervention des masses populaires en faveur du dictateur de la veille.

Il serait évidemment ridicule d'attribuer la chute de Robespierre ainsi que la défaite de la démocratie révolutionnaire au *principe des nominations*. Mais celui-ci accéléra sans aucun doute l'action des autres facteurs. Parmi eux, le rôle décisif fut joué par les difficultés de ravitaillement en partie causées par deux années de mauvaise récolte (ainsi que par les perturbations liées au passage de la grande propriété agraire des nobles à l'exploitation parcellaire des terres par les paysans), par la hausse incessante des prix du pain, de la viande, par le fait que les Jacobins ne voulurent pas, au début, recourir à des paysans riches et des agioteurs. Mais si, finalement, les Jacobins se décidèrent, sous la pression violente des masses, à adopter la loi sur le maximum, celle-ci fonctionnant dans le cadre du marché libre et de la production capitaliste, ne pouvait être qu'un palliatif ». 59

A la fin de son texte et après un examen serré des problèmes du parti soviétique, Khristian Rakovsky constate un réel pessimisme chez nombre de ses camarades et revient à la Révolution française :

« Babeuf, à sa sortie de la prison de l'Abbaye, après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ceux qui prirent la Bastille le 14 juillet 1789, le Palais des Tuileries le 10 août 1792, qui assiégèrent la Convention le 30 mai 1793 — sans parler de leurs nombreuses autres interventions armées : il résuma ses observations en une seule phrase où perce l'amertume du révolutionnaire : « Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'attachement à la Liberté que de conquérir cette dernière ».

Nous avons vu pourquoi le peuple de Paris avait désappris l'attrait de la liberté : la famine, le chômage, l'élimination des cadres révolutionnaires (beaucoup de chefs avaient été guillotines), l'éloignement des masses de la gestion du pays. Tout cela provoqua une usure si forte, physique et morale, de la masse, que le peuple de Paris et du reste de la France eurent besoin de trente-sept ans de repos avant de commencer une nouvelle révolution.

Babeuf formula son programme en deux mots (je parle ici de son programme de 1794) : Liberté et Commune élue ». 60

Il ne sera pas donné à Rakovsky de possibilité nouvelle de faire connaître son point de vue sur l'histoire de la Révolution française. Nous ignorons s'il avait lu l'ouvrage de Dommanget sur *Babeuf et la Conjuration des égaux* publié à Moscou en 1925, s'il connaissait les travaux de Mathiez dont il ne pouvait ignorer le nom et qu'il doit avoir lus puisque les trois volumes sur *l'Histoire de la Révolution française* parurent chez Colin entre 1921 et 1927. Nous savons qu'il tenait ferme à l'analogie « française » puisque, dans la

déclaration du 12 avril 1930 qui lui valut l'exil à Barnaoul, il continue à assurer : « Les Thermidor et les Brumaire font irruption par les portes de l'indifférence politique des masses. Nous avons toujours misé sur l'initiative révolutionnaire des masses et non sur l'appareil. Aussi ne croyons nous pas plus à la prétendue bureaucratie éclairée que nos prédécesseurs révolutionnaires bourgeois à la fin du XVIII^e n'ont cru au prétendu « despotisme éclairé ». ⁶¹

Nous savons que la Révolution française, eut en cet intellectuel militant d'une exceptionnelle trempe, un connaisseur, un admirateur, dont des travaux de grande qualité, saisis il y a plus d'un demi-siècle, sont aujourd'hui encore aux mains de la politique d'un régime qui, comme Thermidor, craint toujours la critique parce qu'il craint les masses.

NOTES

1. Nous souhaitons à ce propos présenter nos excuses aux lecteurs des *Œuvres* pour l'insigne médiocrité des index-matières figurant dans leurs volumes 7 à 18. Le châtement de l'irresponsabilité que nous avons manifestée en tolérant pareil manquement au respect du lecteur a été de découvrir que, si l'on croit le fabricant de ces index, Trotsky n'aurait pendant plusieurs années fait aucune allusion non seulement à la Révolution française, mais même à la révolution tout court.
2. « Où va la Révolution soviétique ? », 1929, *Ecrits*, I, p. 44.
3. *Ibidem*, p. 45.
4. « Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme », janvier 1935 (plus loin E.O.T.B., *Œuvres*, 5, p. 78.
5. 1905 (éd. Minuit), p. 55.
6. *Ibidem* pp. 55-56.
7. *Histoire de la Révolution russe* (plus loin H.R.R.), éd. Rieder, 4 vol., I, 141-143.
8. *Ibidem*, I, 153.
9. H.R.R., I, 301.
10. H.R.R., III, 14.
11. Lettre à Denise Naville et Jean Rous, *Œuvres*, 17, p. 225.
12. *La Révolution trahie (De la Révolution, Minuit)* (plus loin R.T.), p. 500.
13. H.R.R., III, 119.
14. H.R.R., I, 84.
15. H.R.R., IV, 8.
16. H.R.R., I, 300.
17. H.R.R., I, 301.
18. « Pour un Programme d'action » *Œuvres*, 4, p. 94.
19. H.R.R., I, 302.
20. *Ibidem*.
21. « La bureaucratie se maintient par la terreur », 1935, *Œuvres*, 6, p. 261.
22. *Nos tâches politiques*, éd. Belfond (plus loin N.T.P.), p. 184.
23. N.T.P., 184-185.
24. N.T.P., 185.
25. N.T.P., 185-186.
26. N.T.P., 188.
27. *Ibidem*.
28. Cité dans H.R.R., II, 138.
29. R.T., 511.
30. *Cours nouveau (De la Révolution)*, p. 51.
31. *Ibidem*.
32. « La Réaction thermidorienne », *Staline* (plus loin R.T.S.), p. 44.
33. « Où va la Révolution soviétique ? », *Ecrits*, I, p. 44.
34. R.T.S., 551.

35. R.T.S., 562.
36. E.O.T.B., 71.
37. *Ibidem* 76.
38. R.T.S. 318-319.
39. *The case of Leon Trotsky*, p. 122.
40. R.T., 507.
41. H.R.R., III, 208-281.
42. E.O.T.B., 85-86.
43. H.R.R., III, 283.
44. H.R.R., III, 93.
45. H.R.R., III, 161.
46. H.R.R., IV, 92.
47. H.R.R., I, 34.
48. Louis Gottschalk, « Leon Trotsky and the Natural History of Revolutions », *American Journal of Sociology*, novembre 1938, pp. 338-354.
49. I. Deutscher, *Trotsky*, III, p. 313.
50. I. Deutscher, *Trotsky*, II, p. 311. En réalité Trotsky manifeste des oscillations assez importantes sur l'analyse du Thermidor français. L'exemple le plus extrême, en contradiction avec des textes postérieurs comme antérieurs, se trouve dans *La Défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition* écrit en 1929, où il dit que Thermidor « indique un transfert de pouvoir aux mains d'une autre classe » (*Ecrits*, I, 240). C'est d'ailleurs la compréhension de la confusion qui naît d'une définition insuffisamment rigoureuse qui amène Trotsky à rectifier le tir en 1935 et à dire que Thermidor est déjà réalisé, mais qu'il ne faudra pas de révolution sociale, mais une révolution politique, pour reprendre le pouvoir pour la classe révolutionnaire.
51. Jacques Caillosse, *La Question du Thermidor soviétique dans la pensée politique de Léon Trotsky*, D.E.S. de Science politique, Rennes, 1972, p. 60.
52. Baruch Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, p. 511.
53. *Ibidem*, p. 512.
54. « La Révolution française et le droit de propriété », *Cahiers Leon Trotsky* (plus loin C.L.T.), n° 17, mars 1984, pp. 79-83.
55. « Opposition et troisième force », C.L.T. n° 18, juin 1984, p. 32.
56. « Lettre d'Astrakhan », *Ibidem*, p. 46.
57. « Lettre à Valentinov », *Ibidem*, p. 85.
58. *Ibidem*, p. 85-86.
59. *Ibidem*, p. 87.
60. *Ibidem*, pp. 91-92.
61. « Déclaration du 12 avril 1930 » C.L.T. n° 6, pp. 96-97.

Qu'est-ce donc qui a fait l'attrait du libéralisme, sinon les traditions de la Grande Révolution française ? Quand donc la démocratie bourgeoise a-t-elle atteint un tel sommet et allumé une telle flamme dans le cœur du peuple, sinon durant la période de la démocratie jacobine, sans-culotte, terroriste, robespierriste de 1793 ?

Qu'est-ce donc, sinon le jacobinisme, qui a rendu et rend possible, aux diverses nuances du radicalisme bourgeois français, de tenir sous son influence l'écrasante majorité du peuple et même du prolétariat, à une époque où, en Allemagne et en Autriche, le radicalisme bourgeois a terminé sa brève histoire dans la mesquinerie et la honte ?

Qu'est-ce donc, sinon le charme du jacobinisme, avec son idéologie politique abstraite, son culte de la république sacrée, ses déclarations triomphantes, qui, encore aujourd'hui, nourrit les radicaux et radicaux-socialistes français comme Clemenceau, Millerand, Briand et Bourgeois, et tous ces politiciens qui savent aussi bien que les pesants junkers de Guillaume II, empereur par la grâce de Dieu, défendre les fondements de la société bourgeoise ? Ils sont désespérément enviés par les démocrates bourgeois des autres pays et ne se privent pourtant pas de déverser des tombereaux de calomnies sur la source de leurs avantages politiques : l'héroïque jacobinisme.

Même après tant d'espairs déçus, le jacobinisme demeure en tant que tradition dans la mémoire du peuple.

L. Trotsky, *Bilan et Perspectives*, 1906.

Jean-Marc Schiappa

Babeuf précurseur du Front populaire ?

Babeuf, un des premiers communistes de ce pays, a organisé pendant la tentative de stabilisation bourgeoise de la Révolution que constituait le Directoire, le « premier parti communiste réellement agissant ». ¹

Au moment où ils se préparaient à prendre le pouvoir, les amis politiques de Babeuf, qui s'appelaient eux-mêmes les Egaux, eurent de difficiles tractations avec certains anciens conventionnels Montagnards qui, s'ils avaient été responsables de la chute du gouvernement révolutionnaire le 9 thermidor, avaient été ensuite rapidement écartés du pouvoir. Les babouvistes devaient-ils mener ces négociations ? Ces négociations et l'alliance qui en est sortie étaient-elles une préfiguration du Front populaire ?

C'est l'opinion de certains historiens, après Georges Lefebvre, qui ont caractérisé la politique de Babeuf en 1796 comme anticipant sur une sorte de « Front populaire ». Lefebvre, qui a fondamentalement bouleversé l'historiographie de la Révolution française sur de nombreux et importants aspects, semble avoir été le premier à porter cette appréciation. Dans une de ses dernières études, il écrivait : « Non sans répugnance, ces communistes (les babouvistes N.D.L.R.) se rallièrent à la reconstitution du front populaire en acceptant de collaborer avec les conventionnels proscrits depuis le 9 thermidor ». ² Claude Mazauric reprend cette caractérisation à plusieurs reprises, implicitement ou explicitement. En 1962, il écrit que les Egaux « voulaient une sorte de « Front populaire » (G. Lefebvre) englobant dans le même mouvement insurrectionnel les vestiges de la Convention montagnarde, les thermidoriens de gauche, même les plus décriés ». ³ En 1965, dans son recueil *Babeuf. Textes choisis*, il intitule la lettre de Babeuf à l'ex-hébertiste Bodson, en date du 9 ventôse an IV (28 février 1796) « Pour un « Front populaire » ». ⁴ En 1885, il écrit : « Babeuf et ses compagnons passèrent l'essentiel de leur temps à rencontrer les « comités » d'anciens conventionnels ». ⁵ Pour sa part, Jean Bruhat considérait : « Il faut enfin, devant l'offensive des directoriaux, élargir la base politique de la Conspiration et revenir à cette sorte de « Front populaire » auquel, au fond, Babeuf n'a jamais renoncé ». ⁶ Enfin M.A. Lafélice écrit en 1934 : « Martel (un

babouviste de Fréjus N.D.L.R.) en appelle à la formation d'un véritable front, sorte de « front populaire », selon la formule de Georges Lefebvre, où on se rencontreraient tous les partisans d'une véritable démocratie sociale ». ⁷ En fait, Martel, dans la lettre que cite et commente Lafelice (datée du 6 ventôse), comme dans celle du 1^{er} floréal, se prononce sans équivoque, même s'il le fait dans le vocabulaire de l'époque, pour le communisme, « le pacte de l'égalité, le seul bon », et précise à l'intention de Babeuf : « Nous ne saurions nous écarter de la doctrine que tu professes ». Quand il dit « que tous les amis de la doctrine plébéienne se serrent » ⁸, il appelle au regroupement des Egaux autour d'un même centre, « doctrine plébéienne », « communauté des biens » et « bonheur commun » étant quelques-uns des mots signifiant communisme. Nulle référence à une alliance ou à un « front » dans cette déclaration.

Alors, Gracchus Babeuf précurseur du Front populaire ?

Bien sûr nous ne reprendrons pas un thème bien connu des lecteurs des *Cahiers Léon Trotsky*, à savoir la fonction du Front populaire qui est, depuis 1935, pour Trotsky et ses partisans, « une des dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». ⁹ Ce qui nous intéresse ici, ce sont les relations internes au Front populaire. Le même Trotsky écrivait en novembre 1935 : « Le Front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris de la même espèce [...] Les partis ouvriers sont contraints de limiter leur activité par le programme du parti radical » ¹⁰ (souligné par nous N.D.L.R.). Quelques mois plus tard, à leur manière, les dirigeants du Front populaire confirmaient : à la tribune du 33^e congrès de la S.F.I.O., Blum disait : « Il y a la majorité du Front populaire dont le programme du Front populaire est le lieu géométrique. Notre objet, notre mandat, notre devoir est d'accomplir et d'exécuter ce programme (souligné par nous N.D.L.R.) [...] Il s'ensuit que nous agissons à l'intérieur du régime social actuel (*idem*), de ce même régime social dont nous avons démontré les contradictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale. Le 29 mai 1936, Marcel Gitton, dirigeant du P.C.F., écrivait dans *l'Humanité* : « Il y a tout simplement un programme du Front populaire dont le président Daladier a fait récemment observer qu'il n'avait rien de révolutionnaire et qu'il n'était pas de nature à effrayer qui que ce soit. Ce programme (*idem*), tous les partis et organisations groupés dans le Front populaire entendent le réaliser dans l'ordre, le calme, la tranquillité et sans précipitation parfaitement inutile ».

Le programme des Egaux n'aurait « rien de révolutionnaire » et se situerait « à l'intérieur du régime social actuel » ? Si tel était le cas, l'alliance conflictuelle que les Egaux et les Montagnards ont contractée pourrait être qualifiée de Front populaire avant la lettre. Mais si, à l'inverse, l'alliance s'est faite sur la base du programme babouviste et que les amis de Babeuf avaient une position dominante dans cette alliance, que faut-il penser de cette comparaison avec le Front populaire ?

Revenons sur le déroulement de la conspiration.

Après l'auto-dissolution de la Convention thermidorienne et l'écrasement de l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795),

les modérés qui gouvernaient depuis la chute de Robespierre avaient taillé un régime à leur propre mesure et cherchaient à fonder une république étroitement bourgeoise à laquelle pourraient collaborer jusqu'à une partie des royalistes. Ce régime avait à sa tête une Directoire exécutif de cinq membres.

Leur obsession permanente, quelles qu'aient été les divergences politiques, parfois très graves, et les différences individuelles, a été de réprimer en permanence et de manière diversifiée à chaque fois, tout ce qui pouvait passer, à tort ou à raison, pour un point de ralliement de la « gauche ». Pendant les premiers mois du régime, cette politique s'est accompagnée de propositions, de promesses et de promotions visant à attacher au régime naissant les démocrates et à les ruiner dans l'opinion populaire. Par la suite, si les royalistes ont été réprimés aussi, la répression fut cependant très inégale. Comme l'a écrit J.R. Suratteau, les royalistes ont été frappés « d'un sabre de bois et les démocrates « d'un glaive sanglant ». ¹¹

Sur les moyens de liquider les opposants démocratiques, les opinions étaient partagées jusqu'au sommet de l'Etat entre, par exemple, Barras et Carnot. Celui-ci était l'homme d'Etat bourgeois par excellence, modéré même au temps du Comité de salut public, féroce politiquement : il contribua très activement à la chute de Danton, de Hébert, puis de Robespierre, avant d'être le principal meneur de la lutte contre le babouvisme. Il fut en fait le responsable de la politique pro-royaliste du Directoire en ce temps-là. Son programme, l'ordre avant tout et plus jamais l'an II. Sur le fond, nulle divergence avec Barras, qui jouait au républicain en témoignant, ici ou là, de sympathies pour les démocrates. Ainsi, tous les deux — avec les autres Directeurs — ont pris la décision de fermer le Club du Panthéon où se réunissaient les militants démocrates.

Les Egaux n'hésitèrent pas une seconde pour combattre le Directoire plutôt que de se perdre dans le commentaire subtil et infini des nuances entre Carnot et Barras. Ces nuances, ils ne les ignoraient pas, mais ils mettaient l'accent sur l'essentiel. A peine libéré de prison, où il était depuis plusieurs mois, comme beaucoup d'autres militants populaires, Babeuf reprenait la publication du *Tribun du Peuple*, où il publiait le *Manifeste des Plébéiens* le 9 frimaire an IV (30 novembre 1796). Il s'agit de « supprimer la propriété particulière, d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît, de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun et d'établir une simple administration de distribution, une administration des subsistances qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité ». ¹² En plus, Babeuf, dans ce même texte, appelle à ce « que l'on conspire contre l'oppression, soit en grand, soit en petit, secrètement ou à découvert, dans cent mille conciliabules ou en un seul, peu nous importe, pourvu que l'on conspire ». ¹³ Comme l'a souligné Soboul, le communisme devenait une doctrine politique et quittait le domaine de la spéculation idéologique ¹⁴. Alors, on accusa Babeuf de rompre l'union des patriotes et de faire le jeu des royalistes ; on essaya de l'acheter par l'intermédiaire de Fouché, ancien révolutionnaire, futur ministre de la Police, qui s'attira cette réponse vengeresse : « Tu es devenu bien riche, Fouché »...

Des partisans « de gauche » du Directoire créèrent le Club du Panthéon en contre-point des clubs royalistes déjà existants ; pour ne pas contrarier Barras et Carnot, ils interdirent le club aux anciens Montagnards. Mais très vite, le Club se radicalisa, les Egaux, débarrassés de toute concurrence éventuelle par le zèle des directoriaux devinrent prépondérants. Ce fut essentiellement l'œuvre de Darthé, Germain et Buonarroti, Babeuf étant déjà recherché par la police. Le Club du Panthéon fut fermé par l'armée le 9 ventôse (24 février 1796).

Le 10 germinal (30 mars) fut créé un Directoire secret de salut public. Les sept membres en étaient Babeuf, bien sûr, Antonelle, Félix Lepeletier, frère du conventionnel Michel Lepeletier assassiné par un royaliste, Buonarroti qui, au début du XIX^e, influença les socialistes de l'époque, à commencer par Blanqui, l'écrivain communiste et athée Sylvain Maréchal, Darthé, qui fut guillotiné avec Babeuf, Debon. Par l'intermédiaire de leur journal, *Le Tribun du Peuple* et de multiples brochures et affiches, soutenus par d'innombrables prises de parole dans les carrefours et lieux publics, par des réunions dans les cafés et des domiciles particuliers, par des chansons, ils affirmèrent clair et haut leur programme : « La Démocratie pure, l'Égalité sans tâche et sans réserves »¹⁵, leur but, « détruire l'inégalité et rétablir le bonheur commun »¹⁶, leur objectif, « réunir toutes les richesses actuelles sous la main de la république ».¹⁷ Sur un fond de misère populaire, de famine, d'agitation sociale et de collisions avec l'armée, elle-même pas exempte de contagion, la conspiration, remarquablement dirigée par le Directoire secret de salut public, se structurait. Elle s'étendait dans certaines unités de l'armée, comme la Légion de police, en province, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans la région champenoise autour de l'ouvrier Armonville (après avoir siégé à la Convention, il s'était rallié au babouvisme) dans le Midi et dans la région de Lyon autour de l'ancien maire Bertrand (fusillé après l'échec de la conspiration), dans les faubourgs de Paris et dans certains ateliers et manufactures que les babouvistes s'efforçaient de travailler en profondeur.

Devant l'ampleur et les succès de la conjuration, Barras chercha à tirer son épingle du jeu. Il convoqua divers Egaux et se proclama leur ami. Ces derniers ne tombèrent pas dans le piège et appelèrent à la méfiance : « Les gouvernants ne font des révolutions que pour toujours gouverner ».¹⁸ Mais le peuple était écrasé par une misère effrayante, épuisé par sept ans de révolution et de contre-révolution ininterrompues ; les principaux dirigeants étaient en butte à une répression impitoyable depuis plusieurs années, une situation somme toute assez similaire à celle de l'Union soviétique à la fin des années 20. Sur ces entrefaites, le 14 floréal (3 mai), Carnot avait recueilli la déposition d'un dirigeant babouviste, le capitaine Grisel : effrayé de l'issue incertaine des combats, l'officier trahit la conspiration, espionna ses prétendus amis jusqu'au dernier moment et fut grassement rétribué pour avoir permis l'arrestation de Babeuf, Buonarroti et l'état-major de la conspiration le 21 floréal an IV (10 mai 1796). Comment ne pas rappeler les paroles du révolutionnaire Babeuf, dirigeant jusqu'à son procès : « Les traîtres ne seraient pas des traîtres s'ils n'avaient l'art de couvrir leurs projets »¹⁹ ?

Et les anciens Montagnards dans tout cela ?

Après la chute de Robespierre, la Montagne s'était désintégrée. Une partie importante se renia et devint anti-jacobine, car la victoire étant assurée pour une large part, la Terreur et les mesures sociales de l'an II devenaient superflues. D'autres conventionnels furent victimes de la réaction : certains furent guillotines, plusieurs anciens membres du Comité de salut public, comme Collot d'Herbois et Billaud-Varennes, déportés en Guyane, qu'on appelait « la guillotine sèche » ; les autres, qui entendaient rester fidèles aux principes de 1793, furent déclarés inéligibles par le reste de la Convention. Peu nombreux (une soixantaine), calomniés, trahis, pourchassés par les bandes armées de royalistes, ils n'aspiraient qu'à revenir au pouvoir. Comme Robert Lindet, ancien financier du Comité de salut public, ils ne voulaient pas « organiser la banqueroute et la famine »²⁰ menées par le Directoire. Mais ils ne pouvaient pas faire oublier leur absence des combats populaires de l'an III où, à l'inverse, certains des futurs Egaux avaient joué un rôle actif.

Les divers opposants de gauche ayant été en butte à la même répression, parfois même emprisonnés ensemble, il était inévitable qu'ils se concertent. Certains étaient plutôt enclins à exercer une pression sur le Directoire ; d'autres, autour de Babeuf, préconisaient une rupture totale avec le régime thermidorien et l'instauration du communisme. Enfin, les anciens conventionnels croyaient que leur retour au pouvoir était la seule solution pour sauver le pays.

Parmi les babouvistes, certains avaient été hostiles à Robespierre, soit avant, soit après sa chute ; d'autres au contraire lui furent en permanence favorables et leur communisme prenait sa source (à tort ou à raison, c'est une autre question) dans le robespierrisme. Tous ces courants fusionnèrent sans sectarisme, sans imposer leur orientation antérieure et sans la renier non plus. Anciens « hébertistes », anciens militants sectionnaires de l'an II et de l'an III, anciens robespierristes, tous ces ardents révolutionnaires étaient maintenant « les Egaux ».

Les babouvistes avaient des contacts avec certains Montagnards, plus particulièrement Amar. Les contacts s'approfondirent à l'automne 1795, au moment de l'installation du Directoire exécutif, malgré les méfiances qu'inspirait Amar. Brutalement, Amar devint communiste ; la brutalité de sa conversion plaida en fait contre lui : on se rappela comment il avait abandonné Robespierre le 9 thermidor. « On le disait vain, imprudent, intrigant et vindicatif ».²¹ Rien de moins ! Et Amar proposait, pour avancer dans le communisme, de rendre le pouvoir aux anciens conventionnels ! Cela ne pouvait agréer aux Egaux. Le regroupement avec Amar fut dissout et les Egaux participèrent à de multiples réunions et clubs dans Paris conventionnel. Drouet, très populaire depuis l'arrestation du roi à Varennes, était élu aux Cinq Cents — une des deux chambres législatives — où il n'avait pas combattu assez fermement, à l'opinion de Babeuf, la fermeture des sociétés et des clubs populaires. Ce dernier le critiqua sévèrement : « Vous n'êtes qu'un sénateur comme les autres »²² (rappelons que le vouvoiement entre révolutionnaire était en soi une insulte). Drouet sera par la suite très actif pour la fusion des comités babouviste et Montagnard. Vadier, ancien dirigeant du Comité de sûreté générale, a formulé très clairement ses doutes quant au communisme :

« A quoi sert de montrer cette béatitude dans un lointain si obscur que je désespère d'y arriver jamais ? »²³ Babeuf parlait des « astucieux intrigants » qui déclaraient apprécier le communisme, mais le considéraient inapplicable. Il ajoutait : « C'est le grand cheval de bataille de l'Égalité réelle »²⁴. Le texte de Babeuf étant postérieur de cinq jours à celui de Vadier, on peut y voir une réponse. Le biographe de Vadier mentionnera « la volonté bien arrêtée (des Egaux N.D.L.R.) d'écarter du mouvement Vadier et ses anciens collègues ». ²⁵

A la mi-floréal, après l'échec de la mutinerie de la Légion de police et sa brutale répression (dix-sept fusillés et des dizaines de soldats traduits en cour martiale), il importait d'accélérer les préparatifs insurrectionnels. Mais, dans l'agence militaire de la Conspiration chargée de diriger le travail dans l'armée, deux généraux de l'an II, Fyon et Rossignol, regrettaient que les Montagnards du groupe Amar ne soient pas associés. Cette conduite équivoque a pu être notée parce que deux dirigeants, Darthé et Germain, avaient un rôle particulier dans la conspiration : ils étaient chargés de contrôler les agents militaires et d'arrondissement. Des erreurs ou des faiblesses de tel ou tel agent ont pu être corrigés par ces « surveillants ». De même, des suggestions des agents locaux ont pu être étendues à toute la conspiration parce que le Directoire secret et les agents étaient en relations quotidiennes. Le Directoire secret envoya une circulaire à ses agents contre « le comité qui veut se composer des Amar, Vadier, Laignelot, Javogues, Ricord, Choudieu » qui inspire « de justes méfiances ». ²⁶ Les Montagnards proposèrent aux Egaux une fusion immédiate. Fyon et Rossignol étaient pour une alliance sans conditions. Debon, lui, était résolument hostile à toute collaboration : « Il est impossible de marcher avec eux dans le sentier de la vérité et de la justice »²⁷ disait-il. Le Directoire secret était au bord de l'éclatement : les débats furent difficiles avant d'arriver à un compromis. On se donna des garanties contre les Montagnards. On engagea des négociations exploratoires pour des raisons tactiques : s'il existait deux groupes concurrents dans l'insurrection, le peuple ne participerait pas aux combats. Plus qu'un signe de faiblesse, il faut voir à ce moment un signe de force de la conspiration : menacés par le Comité Amar et par une tentation intransigeante, les Egaux furent capables de maîtriser une discussion capitale, de renforcer leur homogénéité et de la retourner contre les anciens Conventionnels.

Les Egaux ne ménageaient pas les Montagnards ; le Directoire secret avait « jugé nécessaire d'entraver leurs efforts »²⁸ En pleines négociations, le 17 floréal, Darthé confiait que le but des conventionnels, « ce n'est pas le bonheur commun, le bonheur du peuple, ce n'est pas la démocratie, c'est l'aristocratie d'eux-mêmes qu'ils veulent, et rien de plus ». ²⁹ Lors de la réunion du 15 floréal, le discours des Egaux au représentant Montagnard est sans équivoque : « Nous leur reprochions de ne pas être morts pour le soutien de ses droits (du peuple N.D.L.R.) et « toute négociation serait rompue si les Montagnards ne donnaient pas des garanties irréfragables de leurs intentions populaires ». ³⁰ C'est assez loin des compliments aux radicaux de 1935, dont les mérites républicains ne valaient pas, loin s'en faut, ceux de Drouet et de Vadier.

Il ne pouvait être question de renoncer à la conspiration ni d'ignorer les obstacles qui se dressaient devant elle. Les Egaux proposaient aux Montagnards diverses mesures comme l'abrogation des lois postérieures au 9 thermidor — désaveu des Montagnards qui en avaient voté certaines — et l'application immédiate de l'article 18 de l'acte insurrecteur : toutes les propriétés sont mises sous la sauvegarde du peuple, ce qui, comme l'indique Lépine, signifiait « sous une forme très enveloppée, l'abolition de la propriété privée ». ³¹ Mais l'affrontement se produisit évidemment sur la question du pouvoir et de la composition de la nouvelle assemblée ; les babouvistes proposent le rappel des anciens Montagnards, à condition que leur soit adjoint un démocrate par département, choisi par le Directoire secret. Comme les Montagnards étaient une soixantaine et les démocrates à nommer près d'une centaine, les Montagnards n'admirent pas d'être en minorité à la nouvelle assemblée. Ils proposèrent leur retour au pouvoir et des postes gouvernementaux aux Egaux. Un océan séparait les babouvistes des Montagnards ; pour les premiers, « la seule récompense à laquelle nous aspirons est le triomphe complet de l'égalité [...] Mieux vaut périr que de mettre le peuple à la merci » des Montagnards. Les négociations furent suspendues.

Les Egaux mobilisèrent leurs troupes : ils écrivent à leurs agents pour rapporter les faits récents, caractériser « cette partie de conventionnels (qui) était presque aussi coupable et aussi violatrice que les autres »³², la nécessité de chercher un accord pour, justement, ne pas compromettre la Conspiration. Ils précisent la composition de la nouvelle assemblée. En outre, le comité insurrecteur de salut public serait maintenu après l'insurrection avec toutes ses prérogatives.

De son côté, le comité Amar chancelle et se rallie aux propositions des babouvistes. Robert Lindet, farouche opposant au Directoire et peut-être le plus politique des Montagnards, les convainc de céder. Son argumentation est simple et efficace. Pour vaincre, la participation des masses de sans-culottes était indispensable : il fallait donc leur donner des garanties. On ne peut partager l'opinion de Daniel Guérin que « les babouvistes s'alignèrent sur les débris de la Montagne ». ³⁴ Les négociations avaient commencé le 15 floréal, la réponse des Montagnards fut connue le 18 et le complot fut démantelé le 21 floréal (10 mai), soit six jours de négociations pour un travail conçu par Babeuf et les siens depuis l'automne. Ce n'est pas « l'essentiel de leur temps » que les Egaux ont passé à négocier. D'autre part, s'il exista des réunions communes, les Egaux gardèrent leur physionomie propre : ainsi le Directoire secret continua à se réunir, ainsi le 20 floréal y eut-il une réunion des agents militaires et d'arrondissement sous la direction de l'agent principal Didier et de Darthé pour décider des mesures précises quant à l'insurrection. Le Comité insurrectionnel de salut public (nom que venait de prendre le Directoire secret), dès l'insurrection, rendrait publique sa composition, pour que les responsables de la prise du pouvoir soient connus de tous : il s'agissait des Egaux. Mais ils apprennent bientôt l'attitude des Montagnards qui prévoient de les écarter du pouvoir après l'insurrection : décidément « il leur (aux Montagnards N.D.L.R.) était impossible de faire le bien ». ³⁵

Contre ces manœuvres, une seule solution : en appeler au peuple. Le jour de l'insurrection, les agents babouvistes devaient réunir une grande masse de citoyens pour prendre clairement leurs responsabilités et mettre en garde contre les conventionnels ; « que d'anciens prestiges ne fassent point illusion ». ³⁶ Et surtout les amis de Babeuf demandaient au peuple « un décret par lequel l'initiative et l'exécution des lois leur serait exclusivement confiées ». ³⁷ Pendant les négociations, s'agissait-il, comme l'écrit Mazauric, de mettre au point avec les conventionnels une sorte de *programme d'action minimum à mi-chemin* (souligné par nous N.D.L.R.) entre les aspirations profondes des babouvistes et les mesures limitées sur le plan social préconisées par les anciens conventionnels » ³⁸ ? Cela laisse entendre que les babouvistes ont renoncé au communisme pour se concilier les Montagnards. Les Egaux n'étaient pas de ce métal-là. Les Egaux et les Montagnards ont été d'accord pour établir une Convention à majorité babouviste, mettre en place la Constitution de 1793 et appliquer des mesures sociales immédiates (réquisition des logements pour les pauvres et des boulangers, restitution des biens gagés au Mont-de-Piété). Mais, même sur ces mesures sociales, ils divergeaient. Pour les Egaux, c'était la reconnaissance d'un droit ; les amis d'Amar « entendaient céder politiquement par là à un mouvement de générosité. » ³⁹ Quant au reste (notamment au « bonheur simple »), les Egaux n'y renoncèrent pas ; ainsi, sur les guidons qui devaient être en tête du peuple insurgé était inscrit le mot d'ordre du « Bonheur commun ».

Babeuf a été présenté aussi comme le précurseur du millerandisme, cette autre alliance avec la grande bourgeoisie. Ainsi, en 1904, Gabriel Deville écrivait que la politique de Babeuf, qu'il qualifiait de « collaboration avec la démocratie bourgeoise [...] comportait en outre la participation au pouvoir, après la victoire, des démocrates bourgeois et des socialistes ». ⁴⁰ Le plus grand spécialiste du babouisme, Daline, répond : « Mais il s'agissait pour les babouvistes de la création, après le renversement du Directoire, d'un gouvernement de dictature révolutionnaire et nullement de l'entrée d'un « ministre socialiste » en qualité d'otage dans un gouvernement purement bourgeois ». ⁴¹ Cette réfutation s'applique totalement à la caractérisation de Babeuf comme préconisant une sorte de Front populaire.

Les Egaux ont passé alliance sur des points limités avec les montagnards, sans renoncer ni à leur propre programme (bonheur commun) ni à leur organisation (directoire secret). Par leur force politique, en s'appuyant sur les conjurés, en refusant les négociations secrètes, les Egaux réussirent à diriger le complot sous le drapeau du communisme, à garantir leur majorité dans l'assemblée nouvelle, en un mot, à imposer leur prépondérance.

On ne peut, sans déformation grave, faire de Babeuf un précurseur du Front populaire.

NOTES

1. K. Marx, « La critique moralisante et la morale critique », *Textes (1842-1847)*, éd. Spartacus, 1970, p. 103.

2. G. Lefebvre, préface à Buonarroti, *La Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, 1957, p. 8.
3. C. Mazauric, *Babeuf et la Conjuraison des Egaux*, 1962, p. 201.
4. C. Mazauric, *Babeuf. Textes choisis*, 1965, p. 243.
5. C. Mazauric, *Jacobinisme et Révolution*, 1984, p. 295.
6. J. Bruhat, *Gracchus Babeuf et les Egaux*, 1978, p. 178.
7. M.A. Iafelice, « Le babouisme en province », *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches marxistes*, n° 17, 1984, p. 106.
8. Lettres de Martel à Babeuf, Archives nationales, W. 561 & W. 562.
9. L. Trotsky, *Programme de Transition*.
10. L. Trotsky, « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », *CŒuvres*, 7, p. 181.
11. J.R. Suratteau, *Les élections de l'an VI et le « coup d'Etat » du 22 floréal*, 1971, p. 72.
12. M. Dommanget, *Babeuf. Pages choisies*, 1935, pp. 259-260.
13. *Ibidem*, p. 264.
14. A. Soboul, *Histoire de la Révolution française*, 2, p. 216.
15. *Le Tribun du Peuple* n° 35, 9 frimaire an IV.
16. Affiche « Analyse de la doctrine de Babeuf », Buonarroti, *op. cit.*, 2, p. 106.
17. Affiche « Réponse à une lettre signée M.V. », *Ibidem*, 2, p. 150.
18. *Le Tribun du Peuple*, n° 42, 24 germinal an IV.
19. R. Legrand, *Babeuf et ses compagnons de route*, 1981, p. 248.
20. A. Mathiez ; *Le Directoire*, 1935, p. 149.
21. Buonarroti, *op. cit.*
22. Legrand, *op. cit.*, p. 317.
23. Lettre « A Gracchus Babeuf » (30 pluviôse), Buonarroti, *op. cit.*, 2, p. 143.
24. *Le Tribun du Peuple*, n° 40, 5 ventôse.
25. A. Tournier, *Vadier, président du Comité de sûreté générale sous la Terreur*, 1896, p. 288.
26. Circulaire du Directoire secret.
27. Buonarroti, *op. cit.*, 1, p. 133.
28. *Ibidem*, p. 131.
29. *Débats du procès*, t. 3.
30. Discours du Directoire secret, Buonarroti, *op. cit.*, 2 ; p. 176 & 1, p. 135.
31. J. Lépine, *Babeuf*, 1949, p. 204.
32. Buonarroti, *op. cit.*, 1, p. 136.
33. Circulaire du Directoire secret, *Ibidem*, 2, p. 179.
34. D. Guérin, *La lutte de classes sous la 1^{re} République*, 1968, 2, p. 355.
35. Buonarroti, *Op. cit.*, 1, p. 151.
36. Projet de discours au Peuple insurgé, Buonarroti, *op. cit.*, 2, p. 197.
37. Buonarroti, *op. cit.*, 1, p. 135.
38. C. Mazauric, *op. cit.*, p. 202.
39. Buonarroti, *op. cit.*, 1, p. 135.
40. G. Deville, *Thermidor et Directoire*, p. 316.
41. V. Daline, *Babeuf à la veille et pendant la Révolution*, 1976, p. 20. Qu'il soit permis ici de saluer la mémoire de l'historien soviétique V. Daline : né en 1902, combattant de la Révolution d'Octobre puis de la guerre civile, bolchevik, membre en 1921 du Comité central des jeunes communistes, solidaire en 1923 du combat engagé par Trotsky. Déporté dans les camps staliniens de 1936 à 1955, après un bref répit en 1947-49. Il devint le spécialiste mondial du babouisme. En 1963, il publie le définitif *Babeuf à la veille et pendant la Révolution* où il démontre l'ancienneté et la vigueur du communisme chez Babeuf et l'action de celui-ci en 1793. Cet ouvrage fut traduit en français treize ans après sa publication russe ! Victor M. Daline est mort le 5 octobre 1985. On ne dira jamais assez ce que l'histoire du babouisme et l'histoire tout court lui doivent.

La Révolution française, ce qui n'est maintenant pas discutable pour tout philistin bourgeois, a joué un rôle immensément progressiste. Elle a ouvert la porte à toute la civilisation contemporaine, avec sa puissance, sa science, sa technique, etc. Et pourtant cette Grande Révolution française, dans le cours des dix années de son développement, a transformé la France en monceau de ruines et arène de pauvreté. J'ai trouvé ceci, par exemple. Bonaparte, quand il était encore Premier Consul, dans la dixième année de la Grande Révolution française, vérifiait quotidiennement le nombre de sacs de farine livrés à Paris qui avait 500 000 habitants. Paris avait besoin de 1 500 sacs par jour pour assurer une ration de famine — notre ration soviétique des dernières années — mais recevait seulement entre 300 et 500 sacs. Voilà où en était dans la dixième année de la révolution, de cette révolution qui a renversé la propriété féodale et ouvert la porte au développement capitaliste puissant avec sa technique ! Cela signifie que la révolution, que Marx appelait la locomotive de l'histoire, a comme conséquence première la ruine et le besoin.

L. Trotsky, « Discours du 22 décembre 1922 », *Ecrits Militaires*.

Gilles Vergnon

Réhabiliter les Vendéens ?

L'historien Maurice Agulhon, lors d'une conférence prononcée voici trois ans dans une université américaine, notait déjà que le dénigrement de la Révolution française « est en voie de devenir la mode intellectuelle du moment, et de s'étaler dans la presse quotidienne la plus répandue ». Il constatait que la seule annonce de la commémoration du bicentenaire de la Révolution faisait se renouveler les « fureurs verbales contre-révolutionnaires du siècle dernier ». ¹

Les événements ne l'ont pas démenti. La parution, l'automne dernier, de la thèse de Reynald Sécher, *Le Génocide Franco-Français*, au titre volontairement provocateur, a servi tout à la fois du point d'orgue — sans doute provisoire — et de contribution à la réapparition massive d'une véritable « vulgate contre-révolutionnaire ». ² La guerre de Vendée — qui a fait pourtant l'objet de travaux universitaires de grande qualité, ceux en particulier de Charles Tilly, Paul Bois et Claude Petitfrère ³ — sert depuis longtemps de pièce maîtresse à l'historiographie contre-révolutionnaire. Mais c'est seulement très récemment que le terme de génocide a été employé à propos de l'action des troupes républicaines, les « Bleus ».

Jean-Maurice de Montrémy résumait ainsi dans la revue *L'Histoire*, les arguments employés par ces nouveaux défenseurs des Vendéens :

« La guerre de Vendée est un « génocide » en bonne et due forme, matrice des génocides à venir, en particulier ceux de Staline et Hitler, tous genres confondus. Cette guerre exprime au plus haut point la perversion de la gauche révolutionnaire : centralisatrice, antireligieuse et terroriste ». ⁴

Est-ce là un résumé abusif des thèses des « nouveaux Chouans » ? Hélas non. Pierre Chaunu, historien, professeur au Collège de France écrit :

« On a coutume de réserver l'expression (génocide) à trois épisodes exceptionnellement horribles de l'histoire contemporaine : le génocide arménien (de 1915 à 1917), l'holocauste des juifs victimes du nazisme et l'auto-génocide cambodgien. Cette liste doit être allongée. Au point de départ, il convient de placer l'auto-génocide français de la Vendée perpétré par la rage idéologique du « Modèle » de toutes les révolutions contemporaines... On peut évaluer à 500 000 les pertes subies du fait de l'agression idéo-

logique et de la répression jacobine dans tout l'Ouest français. La Vendée (et les départements ravagés) ayant été saignée au tiers de sa population. Les moyens ont manqué, mais l'intention est clairement exprimée. Plaçons donc à sa juste place cette « première » dans le temps, sinon dans l'horreur, l'auto-génocide français de la Vendée militaire. La Vendée est le « modèle » de l'auto-génocide communiste russe... pour lequel le génie sémantique de Soljenitsyne a forgé le mot *goulag*... ».⁵

Pierre Chaunu et ses épigones rejettent en bloc tous les hommes de la Révolution française, ceux de 1789 comme ceux de 1793 et les qualifient de précurseurs de Staline et de Pol Pot ; Reynald Sécher présente les Vendéens comme les seuls authentiques défenseurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, grand texte trahi d'emblée par une Révolution qui aurait « dérapé » dès 1790...

On peut bien sûr hausser les épaules devant la grossièreté de ces affirmations et conclure un peu vite que le terme de « goulag » mis à part, il n'existe rien de véritablement nouveau dans l'historiographie anti-révolutionnaire depuis le siècle dernier. Ce n'est pas évident. L'affirmation, si répandue aujourd'hui dans certains milieux, d'une continuité Barnave-Robespierre-Lénine-Staline-Pol Pot n'est autre que le reflet inversé de la téléologie stalinienne qui transformait Maurice Thorez en fils spirituel des Jacobins. Il est vrai que ce type de renversement n'est pas propre à l'histoire de la Révolution française ; il a fait la gloire, en leur temps, des fameux « nouveaux philosophes », aussi vite oubliés qu'ils étaient apparus.

La nouveauté toutefois la plus importante, c'est l'extraordinaire vacarme médiatique fait autour de ces ouvrages, au demeurant fort médiocres.

Dans sa conférence, Maurice Agulhon invoquait l'effondrement de cette « pédagogie nationale de la démocratie » qu'était l'enseignement de l'histoire à l'école primaire et au collège pour expliquer le relatif succès commercial de cette « note du dénigrement ». Il est certain que la quasi-disparition de la Révolution française des programmes d'histoire a largement facilité la diffusion d'une culture anti-révolutionnaire qui n'est plus compensée par rien...

Dans ces conditions, il n'est pas totalement inutile de revenir sur l'insurrection vendéenne, ses origines et ses objectifs.

Les origines de l'insurrection

Début mars 1793, au moment du « tirage au sort » des recrues appelées à servir dans l'Armée républicaine, l'insurrection éclate dans toute la région que l'on appellera plus tard « Vendée ». Quelques jours auparavant, la Convention avait décrété la « levée en masse » de 300 000 hommes, à choisir parmi les célibataires et veufs sans enfant, de dix-huit à quarante ans. Les riches peuvent se payer un remplaçant et les fonctionnaires, maires et officiers municipaux, élus selon la Constitution de 1791 par les citoyens actifs payant au moins une livre et demie à trois livres d'impôts, sont exemptés d'office.

Cette mobilisation sélective a souvent été présentée comme le moteur principal du soulèvement, les paysans vendéens refusant de quitter leurs campagnes pour aller combattre aux frontières.

Reynald Sécher démontre justement que ce fait ne doit pas être surestimé : les paysans vendéens et bretons mobilisés dans les milices de l'Ancien régime étaient parfois envoyés à l'extérieur du territoire national (Canada en particulier).

En réalité, l'insurrection est le produit d'un long processus cumulatif de déceptions et d'amertumes à l'égard de la bourgeoisie urbaine. Sécher le décrit avec précision dans ses manifestations concrètes, mais le réduit à un conflit entre la « communauté » et des « impulsions venues de l'extérieur », transformant ainsi les Vendéens en précurseurs du « régionalisme » face à un pouvoir central « totalitaire ».⁶

Claude Petitfrère qualifie beaucoup plus justement le soulèvement comme une rancœur à l'égard d'une « Révolution inachevée » qui favorisait d'abord la bourgeoisie propriétaire.

La Révolution avait été bien accueillie dans les campagnes de l'Ouest. Mais la nouvelle fiscalité pèse surtout sur les locataires de terres et il faut attendre l'été 1792 pour voir les droits seigneuriaux définitivement abolis. Le découpage administratif des nouvelles communes supprime de nombreuses paroisses, désorganisant une société rurale très soudée autour de son patriotisme de clocher. Quand une paroisse demande à s'organiser en commune et refuse d'être englobée au sein d'un regroupement plus important, l'Assemblée constituante donne systématiquement raison à ce dernier.

Dans ces circonstances, la Constitution civile du Clergé, décidée en juillet 1790 par l'Assemblée, devait cristalliser le mécontentement paysan. Rappelons-en les principaux termes : chaque département devient un diocèse, les évêques et les curés sont élus par tous les citoyens actifs, quelle que soit leur confession. Les élus doivent prêter serment à la Constitution ; la totalité du clergé est salariée par l'Etat.

Ce texte choquait bien sûr la ferveur religieuse d'une communauté révangélisée aux XVII^e et XVIII^e siècles ; il apparaissait comme une intervention sacrilège du pouvoir temporel dans le domaine spirituel. Comme l'écrit l'évêque de Luçon :

« ...La puissance civile a des bornes qu'elle ne peut outrepasser ; il est des objets sacrés sur lesquels elle ne peut s'étendre ; et toutes les dispositions qu'elle entreprendrait de faire au préjudice de l'Autorité spirituelle ne devraient être regardées que comme des erreurs dans lesquelles elle tomberait, et non pas comme des lois qu'elle aurait pu prescrire ».⁷

De plus la réforme religieuse se combine avec la réforme municipale pour disloquer le cadre de vie traditionnel : 142 paroisses sur 525 sont supprimées pour douze des quatorze districts du Massif armoricain méridional et les nouveaux prêtres assermentés sont souvent extérieurs à la région : ce sont des « intrus ».⁸

La politique religieuse de la Révolution, n'est pas, à vrai dire, une de ses plus grandes réussites. La Constitution civile du Clergé était, dès le départ, un compromis impossible et Jean Jaurès notait que « les rares partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat étaient surtout partisans de la suppression de l'Eglise et de l'interdiction légale de la religion ».⁹

L'éventualité d'une victoire des insurgés

Si l'on excepte quelques « ultras », aucun des universitaires soucieux de « réhabiliter » les Vendéens ne s'est prononcé sur les conséquences d'une éventuelle victoire de ces derniers. Reynald Sécher ne cache pas sa sympathie pour leur « croisade pour la liberté individuelle » mais il se contente de citer Napoléon pour constater que l'échec devant Nantes en juin 1793 leur fait perdre l'occasion de gagner la guerre.

Surtout il est étrangement discret sur l'activité et les décisions du « Conseil supérieur », véritable gouvernement provisoire de la région révoltée, institué le 26 mai 1793 à Châtillon-sur-Sèvre. Cet organisme, présidé par Guyot de Folleville, ancien curé assermenté, puis réfractaire, se compose d'une vingtaine de personnes, en majorité nobles, ecclésiastiques et notables locaux (avocats, juges de paix, notaires...).

Selon Claude Petitfrère, ce conseil avait pour première tâche la mise en place d'une administration locale dans les communes et villages révoltés. A cette fin, il veille à la constitution de « conseils de paroisse » qu'il sélectionne lui-même « parmi les gens les plus probes et les plus sages » :

« Nous officiers du Conseil supérieur [...] sur le bon et louable rapport qui nous a été fait des personnes de MM. Charles-Jacques Davy notaire, Joseph Claude Fleury... tous habitants de la ville et paroisse de Chalonne, et de leur attachement à la religion et au roi, nous les avons nommés et institués... » 10

Ces organes locaux, dans lesquels les paysans étaient très minoritaires, devaient rassembler les hommes pour l'armée, contrôler les déplacements à l'intérieur du territoire en établissant et visant les passeports, surveiller les suspects de sympathie républicaine conformément à l'ordonnance du Conseil supérieur du 24 juillet :

« Art. I : Dans les trois jours qui suivront la publication des présentes, tous et chacun de ceux que l'opinion publique et leur conduite particulièrement avaient précédemment rangés dans la catégorie des soi-disants « patriotes », amis de la République, seront tenus de prêter individuellement, en présence des conseils particuliers de leur paroisse, le serment de fidélité à Sa Majesté Louis XVII, notre seul légitime souverain... »

Art. IV : Tous ceux qui, avertis en la manière ci-dessus, auront refusé de comparaître dans le délai fixé et de prêter serment de fidélité au roi, seront tenus [...] de sortir du pays conquis et défense leur est faite d'y rentrer sous quelque prétexte que ce soit, à peine de prison et de plus forte peine suivant l'exigence des cas... »

De plus, le 31 juillet, le Conseil supérieur adoptait un « Règlement général » confisquant et mettant sous séquestre les biens des « patriotes » en attendant leur redistribution après la victoire.

Ces mesures, caractéristiques d'une situation de guerre civile à outrance, calquent presque exactement les décisions du Comité de salut public sur les suspects et les biens des émigrés. Le Conseil supérieur ne devait pas s'en tenir là et prenait des décisions de portée moins conjoncturelle que Claude Petitfrère résume bien en parlant de « Restauration sans Roi » et dont l'application équivalait au retour de l'Ancien régime politique et social.

Le rétablissement des dîmes et droits féodaux fut ainsi sérieusement envisagé et, à titre conservatoire, le Conseil ordonnait le recensement et la centralisation dans chaque paroisse des « titres, chartes et papiers pouvant servir à établir les droits des églises, maisons religieuses, seigneurs et corporations ». 11

Ces papiers, les « terriers », avaient été, pendant la « Grande Peur » de 1789, une des cibles principales des paysans révoltés qui investissaient les châteaux seigneuriaux. Le brûlement de ces papiers est au cœur de toutes les insurrections paysannes depuis le XVI^e siècle, des « Croquants » aquitains aux « Bonnets Rouges » bretons.

La décision du Conseil prenait ainsi l'allure d'une provocation et, fort prudemment, les dirigeants de la Vendée n'osèrent aller plus loin, malgré leurs besoins financiers criants. Rétablir les droits, c'était inévitablement s'aliéner complètement la masse paysanne qui formait le gros des effectifs de l'Armée catholique et royale.

C'était leur ouvrir les yeux sur les objectifs réels des dirigeants nobles de l'insurrection jusque-là dissimulés par l'aspect égalitaire de l'armée et le paternalisme régissant.

L'assentiment donné par les nobles à l'égalité dans l'armée n'était de toutes façons pas dépourvu de calcul politique. La marquise de La Rochejaquelein écrit ainsi à propos de la nomination de l'artisan Jacques Cathelineau comme général en chef de l'Armée vendéenne :

« Ce n'était pas peu politique de prendre pour général en chef un simple paysan, dans un temps où la France avait la tête tournée par l'égalité, et où l'on prétendrait que, si la contre-révolution se faisait, la noblesse rendrait le peuple esclave. Cela pouvait ouvrir les yeux des patriotes et attacher de plus en plus les paysans à notre cause ». 12

Contraint à la prudence dans la question de la terre, le Conseil était moins embarrassé pour agir en matière religieuse : les protestants, nombreux au sud de la région, étaient très minoritaires au cœur de la « Vendée Militaire ». Aussi la proclamation du 15 juillet 1793 concernant « ceux qui ne professent pas la Religion catholique », rétablissait celle-ci comme « seule Religion dominante en France et seule dont le culte public y soit ou doive être permis ». Les réformés, les juifs, ne se voyaient reconnaître qu'une simple tolérance, subordonnée au serment de fidélité au roi et aux lois du royaume.

Les membres du Conseil supérieur étaient peu connus et, semble-t-il, peu populaires dans les masses paysannes ; cela ne semble pas une raison suffisante pour ignorer leur activité et ne pas s'interroger sur les finalités sociales et politiques du mouvement. Les chefs militaires de l'insurrection, qui bénéficiaient d'une légitimité réelle chez les soldats, ne tenaient pas un langage différent de celui du Conseil. Leur « adresse aux Français... au nom de Sa Majesté Très Chrétienne Louis XVII, Roi de France et de Navarre » datée du 27 mai 1793 se passe de commentaires dans l'exposition franche de ses objectifs :

« Deux étendards flottent sur le sol des Français, celui de l'honneur et celui de l'anarchie. Le moment est venu de se ranger sous l'un de ces drapeaux : qui balance est

un traître également redoutable aux deux partis. Marchons tous d'un commun accord... chassons ces représentants parjures qui, envoyés pour le maintien de la monarchie qu'ils avaient solennellement jurée, l'ont anéantie et renversé le monarque innocent sur les marches sanglantes d'un trône où ils règnent en despotes ; chassons enfin ces mandataires perfides... qui s'élevant au-dessus de tous les pouvoirs connus sur la Terre, ont détruit la religion que vous vouliez conserver, créé des lois que vous n'avez jamais sanctionnées... que ces arbres dépouillés de verdure, tristes images du trône dépouillé de sa splendeur, que ces vains emblèmes de la licence tombent dans la poussière, et que le drapeau blanc... flotte sur les remparts de nos cités et sur les clochers de nos fidèles campagnes ! »¹³

« Génocide » et Terreur

Reynald Sécher conclut son livre par une estimation des pertes subies par la population vendéenne ; il parvient au chiffre de 117 257 victimes sur 815 029 habitants, soit 15 % de la population des 773 communes concernées.¹⁴ Il n'en maintient pas moins le terme de « génocide » qu'il justifie en arguant de la volonté politique de « faire disparaître de dessus la terre toute trace d'un peuple révolté ».

A l'appui de sa démonstration, il cite le fameux discours de Barère en juillet 1793 à la Convention :

« La Vendée est l'espoir des ennemis du dehors et le point de ralliement de ceux de l'intérieur... c'est là qu'il faut viser pour les frapper du même coup. Détruisez la Vendée ! Valenciennes et Condé ne sont plus au pouvoir de l'Autrichien... le Rhin sera délivré des Prussiens... Détruisez la Vendée ! et Lyon ne résistera plus... »

L'appel de Barère est suivi par le décret du 1^{er} août de la Convention qui ordonne la destruction systématique des bois, taillis, récoltes. Mais Sécher met surtout en relief le rôle de Turreau, général en chef de l'Armée de l'Ouest, après l'écrasement des Vendéens en décembre 1793, et inventeur des « colonnes infernales ».

Celui-ci, alors que la révolte est jugulée, écrit à plusieurs reprises au Comité de salut public et demande l'autorisation d'appliquer un plan de destructions et de massacres systématiques.

Carnot répond le 8 février 1794 et lui laisse toute latitude pour « exterminer les brigands jusqu'au dernier... ». Pourtant, c'est sans attendre cette réponse que Turreau constituait ses colonnes infernales qui vont traverser en 6 jours, du 21 au 27 janvier, le pays insurgé, en accumulant carnages et destructions sur leur passage. Les témoignages et rapport que cite Sécher sont réellement épouvantables et ne souffrent aucune discussion.

Faut-il pour autant parler de génocide et surtout faut-il dissimuler que la victoire du soulèvement se serait traduite par une restauration de l'Ancien régime accompagnée d'une formidable « Terreur blanche » ? Nous ne le pensons pas.

Le terme de génocide — destruction méthode d'un groupe ethnique — n'a aucun sens si on l'emploie à propos d'une guerre civile où, sur le plan des méthodes, les deux camps utilisent des techniques de répression qui étaient monnaie courante dans la société d'Ancien régime. Sécher doit le reconnaître

à mots couverts puisqu'il parle d'une « inexorable chaîne de représailles et de contre-représailles » exercées tantôt par les Blancs, tantôt par les Bleus.

Les dévastations opérées par Turreau s'apparentent trait pour trait aux ravages exercés par les troupes de Louis XIV dans le Palatinat en 1689 et qui avaient valu au monarque le surnom d'« Attila français ».

Turreau, officier de métier formé dans l'Armée royale, n'avait pas à chercher très loin ses exemples... L'ampleur et l'échelle de ces destructions sont rendues possibles par la défaite militaire de l'adversaire qui permet à l'armée de se concentrer exclusivement sur la répression aveugle. Dans le territoire qu'ils contrôlaient, les Vendéens sont livrés à des massacres fréquents de Républicains, en particulier à Machecoul, au tout début de l'insurrection. La marquise de La Rochejaquelein cite au moins un cas d'exécution sommaire de prisonniers bleus à Châtillon en juillet 1793 :

« M. de Lescure avait déjà envoyé plusieurs centaines de prisonniers à Châtillon. On vint lui dire qu'on les avait massacrés à la porte des prisons ; les généraux qui les conduisaient et voulaient les sauver furent couchés en joue et forcés de les abandonner à la fureur de M. de Marigny et de soldats qui avaient, comme lui, perdu la tête ».¹⁵

L'examen des faits écarte d'emblée la notion de « génocide ». Cela ne signifie pas qu'il faille renvoyer les deux camps dos à dos pour leur usage métrique de la « violence ». Personne n'est tenu de justifier les atrocités de Turreau et Carrier. On peut également émettre des jugements critiques sur la période de la Terreur elle-même qui n'est pas un bloc monolithique. Engels écrivait à Kautsky : « Quant à la terreur, ce fut principalement une mesure de guerre tant qu'elle avait un sens... ». En 1794, poursuit-il, la Terreur devint pour Robespierre un « moyen de se maintenir » et de tenter de remodeler la société selon une « conception antique de la vie politique ».¹⁶ Mais la victoire des Bleus sur les Vendéens bloque une tentative de restauration monarchique qui aurait entraîné en 1793-94 une formidable régression de la société française. Imposer le rétablissement de la monarchie de droit divin, la restauration des droits seigneuriaux et du catholicisme comme religion d'Etat ne pouvait se faire qu'au prix d'un terrible bain de sang dont les populations urbaines qui représentaient les éléments de progrès et de développement dans la société de l'époque, auraient été les premières victimes.

Le retour des Bourbons en 1815 l'illustre bien *a contrario* ; la Terreur blanche prit des dimensions relativement restreintes, excepté dans le Midi, parce que la société française, n'en déplaise à François Furet, s'était profondément transformée après 10 ans de Révolution. Comme le note Marx :

« La société bourgeoise, dans sa sobre réalité, s'était créée ses véritables interprètes et porte-parole dans la personne des Say, des Cousin, des Royer-Collard, des Benjamin Constant et des Guizot. Ses véritables capitaines siégeaient derrière les comptoirs, et la tête adipeuse de Louis XVIII était sa tête politique ».¹⁷

En 1793-94, par contre, une telle modération était impossible de la part des monarchistes ; la « société civile » bourgeoise n'était pas réellement stabilisée et tout compromis entre bourgeoisie et aristocratie en révolte était impossible. Toute la situation poussait à l'affrontement. C'est si vrai que la plupart des textes écrits par les émigrés ne laissent aucun doute sur leurs

intentions en cas de victoire. Commentant leur état d'esprit, le secrétaire du roi de Prusse, Lombard, notait :

« Leurs propos sont atroces. Si on voulait abandonner leurs concitoyens à leur vengeance, la France ne serait bientôt plus qu'un monstrueux cimetière ». ¹⁸

Jamais Reynald Sécher ne se pose ces questions. Il préfère se concentrer sur l'étude d'une région prise en elle-même et totalement coupée du mouvement d'ensemble de la société. Les variations sur la « culture des Vendéens », la « religion populaire », illustrent bien la dérive d'une certaine « Nouvelle Histoire » qui n'a décidément plus grand-chose de commun avec les fondateurs de l'école des *Annales*, Lucien Febvre et Marc Bloch.

NOTES

1. Maurice Agulhon, « La Révolution française au banc des accusés », *Vingtième Siècle*, n° 5, 1985, pp. 9-10.
2. Reynald Sécher, *Le Génocide Franco-Français, la Vendée-Vengé*, Paris, P.U.F., 1986.
3. Les principaux travaux récents sur la Vendée sont les ouvrages de Paul Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris, 1960 ; Charles Tilly, *La Vendée*, Paris, Fayard, 1970 ; Claude Petitfrère, *La Vendée et les Vendéens*, Paris, Gallimard/Julliard, collection « Archives », 1981.
4. « La nouvelle guerre de Vendée ». *L'Histoire*, n° 92, septembre 1986.
5. Pierre Chaunu, « Les Génocides. De l'holocauste à l'Arménie » ; *Pour l'Histoire*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1984, pp. 170-171. Remarquons que Pierre Chaunu semble ignorer que le mot « goulag » n'a pas été inventé par le « génie sémantique » de Soljenitsyne, mais qu'il représente tout simplement les initiales du système pénitentiaire et concentrationnaire soviétique.
6. Reynald Sécher, *op. cit.*, p. 64.
7. *Ibidem*, p. 78.
8. Claude Petitfrère, *op. cit.*, p. 202.
9. Jean Jaurès, *Histoire Socialiste de la Révolution française*, tome III, Paris, 1985, p. 311.
10. Claude Petitfrère, *op. cit.*, p. 152.
11. *Ibidem*, p. 177 et pour tout ce qui précède, pp. 169-175.
12. Marquise de La Rochejaquelein, *Mémoires*, Paris, Mercure de France, 1984, p. 196.
13. *Ibidem*, pp. 457-460.
14. Reynald Sécher, *Op. cit.*, p. 306.
15. Marquise de La Rochejaquelein, *op. cit.*, p. 217.
16. Friedrich Engels, lettre à Karl Kautsky, 20 février 1889, cité dans Marx et Engels, *Ecrits sur la Révolution française*, Paris, Editions sociales, 1985, pp. 245-246.
17. *Ibidem*, p. 146. François Furet estime qu'un Français de 1815 « aurait reconnu sans peine la France de Louis XVI : même société, mêmes propriétaires fonciers, mêmes châteaux, mêmes paysans, mêmes dominants, même dominés, bien que, en droit, il n'y a plus de privilèges » (« Entretien », *Magazine Littéraire*, n° 228, mars 1986).
18. Cité par Albert Mathiez, *La Révolution française*, Tome 3, Paris, Denoël, 1984, p. 104.

Patrick Enreille

Auto-commémoration du Stalinisme

Juillet 1939. Le Parti communiste français (Section française de l'Internationale communiste) publie un numéro spécial des *Cahiers du Communisme* de 207 pages consacré au : « 150^e anniversaire de la Révolution française ».

Les onze articles composant le numéro voient leurs onze auteurs mettre en œuvre toutes leurs ressources pour établir un lien de continuité entre révolutionnaires de 1789 et partis communistes.

La gamme est donnée par le discours de Maurice Thorez à Buffalo le 25 Juin 1939 :

« La classe ouvrière de France n'a pas à achever 1789, elle a à accomplir un 1939, un 1940, un 1945 ou 1946, qui soit du peuple de France, la prise du pouvoir [...] afin de marcher nous aussi dans la voie du communisme certain et inévitable ». ¹

Moins d'un mois plus tard sera signé le pacte germano-soviétique mais, pour l'heure, le P.C.F. en est encore à se présenter comme une force de paix et comme le principal meneur de la lutte anti-fasciste.

Jacques Duclos, vice-président de la Chambre des députés, donne, pour sa part, la mesure de l'ensemble du numéro dans son article : « La conspiration de l'étranger contre la Révolution française ». Ses têtes de paragraphe donnent une vague idée de la construction des ennemis mythologiques qui s'y opère : « Des troupes étrangères contre le peuple de Paris ». « Les agents de l'étranger », « Conspiration et corruption », « Généraux traîtres » et surtout « La Gestapo au travail ! » Là, invocation d'une continuité et téléologie se confondent. Le « camarade Staline » est cité dans une allocution du 3 mars 1937 qui établit « scientifiquement » l'identité de sa mission et de celle qu'il attribue aux Jacobins, découvrir les conspirations, écraser les complots :

« Voilà pourquoi l'activité de diversion et d'espionnage des agents trotskystes de la police secrète japonaise et allemande a été une chose tout à fait inattendue pour certains de nos camarades ». ²

Et Duclos de surenchérir :

« En Union Soviétique, on se débarrasse vite des espions et agents de l'étranger travaillant pour le compte du fascisme. Les traîtres trotskistes-boukhariniens ont été mis hors d'état de nuire avec le même esprit de décision et d'énergie qui animait les Jacobins de la grande Révolution française ». ³

En d'autres termes, Duclos accorde à la victoire du Tiers Etat sur les ordres privilégiés et aux procès de Moscou la même portée émancipatrice.

L'administration de la preuve de cette identité entre jacobinisme et communisme atteint un sommet lorsqu'il nous apprend qu'elle est le fruit de l'hérédité... celle de leurs ennemis évidemment : « Dans la liste des traîtres de Coblenz, le nom de La Rocque figure 40 fois ». ⁴

Quant à la force des masses révolutionnaires de 1789, Duclos la transforme en simple activité réflexe de riposte aux provocations ou agressions d'agents de l'étranger. Ainsi apprend-on que si la Bastille a été prise le 14 juillet, c'est parce qu'« un régiment de cavalerie étrangère « Royal Allemand » avait chargé des manifestants dont la réaction, de nature patriotique, fut d'appeler aux armes ». ⁵ Lorsque les soulèvements révolutionnaires ne sont pas le produit d'agressions militaires étrangères, ils sont le fruit de déclarations des émigrés de Coblenz qui, bien sûr, « soulevèrent Paris et la France dans un magnifique élan de colère ». ⁶

L'identification entre Maximilien Staline et Joseph Djougachvili Robespierre, « la flamme de la révolution » ⁷, se poursuit dans l'article de Jacques Solomon. Maximilien s'y voit octroyer, comme le « chef génial », les mêmes traits de l'infailibilité et de la toute-puissance :

« Ainsi, Robespierre et ses amis auront réussi à sauver la France de l'invasion étrangère contre-révolutionnaire, malgré les révoltes fomentées sur le territoire par les agents des aristocrates et de l'étranger, et la monnaie est restée plus solide qu'avant ». ⁸

La logique de cette contribution sur les finances de la révolution est à ce titre parfaitement implacable. L'image qu'elle en donne est celle de la pérennité d'un régime financier jusqu'à Thermidor, troublée par les désordres organisés par la grande bourgeoisie banqueroutière et girondine dont il est dit que Robespierre sut si bien y faire face en menant une politique « de défense de la monnaie » ⁹, en menant le combat contre l'inflation : « Quand on prétend que jacobinisme et inflation sont synonymes, c'est assurément un défi à la vérité historique ». ¹⁰ J. Salomon fait tout, et plus encore, pour ramener l'histoire de la révolution à une opposition entre ordre et désordre monétaires, comme si elle n'était pas avant tout celle d'un gigantesque bouleversement social. Les rentiers y apparaissent au bout du compte comme les principaux acteurs de la révolution ¹¹ puisque, tout à la fois, « l'histoire des finances de la Révolution est l'histoire d'un peuple qui hérite d'une situation financière désespérée » ¹², et que « les difficultés financières croissantes du pouvoir royal, les résistances des ordres privilégiés à tout essai, même timide, de mettre de l'ordre dans les finances furent à l'origine de la convocation des Etats généraux de 1789 ». ¹¹ Autrement dit, le désordre financier de la monarchie produit une révolution faite par des rentiers inquiets de l'avenir. Entravée par les Girondins qui mènent une « politique économique de laisser-faire aux riches, aux banquiers que le peuple soupçonne avec raison d'avoir partie liée avec les émigrés et les étrangers » ¹³, elle est défendue des forces contre-révolutionnaires par le sauveur des rentiers, Robespierre, qui, avec l'aide de ses amis Jacobins, engagea une politique « déjà populaire à cette époque, faire payer les riches ». ¹⁴ Comme le dit très bien Salomon lui-même : « On prend garde à ne pas expliquer le passé à la

lumière du présent » ⁷ ! Empressons-nous d'ajouter que toute ressemblance entre une politique attribuée aux Jacobins et la politique du P.C.F. sous le Front populaire serait purement fortuite. Qui soupçonnerait le P.C.F. d'être l'hypostase ¹⁵ thorzienne de Staline apparaissant lui aussi comme le saint-esprit des rentiers ?

Cette histoire, dont les masses sont absentes, est l'axe de la contribution de Jean Bruhat : « La Révolution française et les masses populaires ». Si on l'en croit, « les masses ont pris part à la lutte » ¹⁶, « la campagne des sections parisiennes avait très largement contribué à la victoire », « c'est en partie grâce à la pression des sections de Paris qu'il (le suffrage universel) a été proclamé » ¹⁷, etc. Mais la suite de sa démonstration, consacrée au 10 août 1792, fait pratiquement disparaître l'insurrection populaire qui arrache à une bourgeoisie timorée le suffrage universel et en termine définitivement avec l'ancien régime. Que la convocation des assemblées primaires du peuple pour élire la Convention au suffrage universel, que l'avènement de la République soient la conséquence de la Commune insurrectionnelle contre la Législative mourante, cela ne s'exprime que sous la forme d'un épisode historique sans protagonistes : « La monarchie était renversée ». ¹⁸

Encore une fois, les masses révolutionnaires sont dépossédées de leur œuvre historique. Présentées exclusivement comme l'objet de combinaisons, elles revêtent au mieux la fonction de « meilleures collaboratrices du gouvernement révolutionnaire ». ¹⁹ Elles sont si amorphes et si inexistantes, si dépendantes aussi de leurs prétendus coryphées, que l'on comprend sans doute pourquoi pas plus Bruhat que ses pairs n'écrivent une seule fois en 207 pages la réalité ni le nom de la sans-culotterie.

La contribution de Gabriel Péri, vice-président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, sur « la politique extérieure des Jacobins », est tout aussi éclairante concernant la politique du P.C.F. au miroir de ce que le jacobinisme n'a jamais été. Dès l'abord, Péri pose comme parfaitement antagoniques la proclamation du 22 mai 1790 de la Constituante visant le renoncement à toute guerre de conquête et les traités de Bâle et de la Haye de 1795 consacrant la prise de possession de nouveaux territoires. Il consacre plusieurs pages à citer Robespierre sur le sujet de la paix et de la guerre en Europe, du droit des nationalités dont il était le défenseur acharné. Mais il s'attache en définitive à lui attribuer l'image de la politique d'union nationale du P.C.F. sous le Front populaire, sans égard aucun pour la situation de la France révolutionnaire, et avec moins d'égards encore pour la politique conduite par Robespierre : dans un premier temps, pacifiste contre les Girondins, ensuite porte-parole de la levée en masse, dans les deux cas pour défendre la Révolution.

En réalité, de 1790 à 1795, c'est Thermidor que G. Péri fait disparaître, Thermidor qui n'apparaît plus que comme l'acte de renversement de Robespierre, des Montagnards, ouvrant définitivement la voie à une politique de guerre extérieure et de conquête face à laquelle Robespierre est représenté comme le type éternel du héraut de la paix internationale, et à partir de quoi la Révolution est réduite à la dimension d'une guerre de conquête territoriale. Péri peut alors déclencher une série d'identifications dont la profondeur est

toujours plus abyssale. Tout d'abord, la coalition contre la Révolution française n'est le produit que d'une complicité, de trahisons, d'intrigues, « la complicité du roi des Français, les trahisons des factions, les intrigues de l'Autriche et de l'Angleterre ». ²⁰ Girondins, thermidoriens et représentants de la réaction féodale européenne sont mis sur le même plan. Ils sont identifiés aux factieux, aux fauteurs de guerre, aux conspirateurs et même... à des trotskystes transformés pour l'occasion en « amateurs trotskystes de réaction thermidorienne » ²¹ dont Jacques Duclos fait par ailleurs une cinquième colonne au service du fascisme international.

Cette assimilation « osée » de la politique de Robespierre avec la politique du P.C.F. en juillet 1939, politique de front des « démocraties » contre le fascisme, dans le temps même où les prétendus thermidoriens — la génération d'Octobre — viennent d'être liquidés dans les procès de Moscou, permet d'articuler terreur policière et politique anti-fasciste : extermination des « agents trotskystes de la police secrète japonaise et allemande ».

La lecture du stalinisme au miroir d'un jacobinisme qui n'en a que le nom et qui n'est plus que prétexte, falsification délibérée de l'histoire de la grande Révolution à laquelle pas moins de cinq enseignants ont participé — MM. Jacques Salomon, docteur ès sciences, Jean Bruhat, agrégé de l'université, Paul Bouthonnier, professeur d'histoire, Georges Politzer, professeur agrégé de philosophie, Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne — apparaît comme copie conforme d'un appareil qui, pour se dissimuler sous l'étiquette de communiste, ne peut faire autrement que distiller le mépris, l'ignorance, la domestication de ces masses sans lesquelles la seule idée de révolution est inconcevable. De là, l'image d'un 1789 où toute opposition politique est complot, commémoration d'un 1789 qui n'a jamais existé ailleurs que dans la mémoire d'un avenir que l'appareil stalinien rejette.

Un débat dans les colonnes des *Cahiers du Communisme* en 1980 sur « La Révolution française, le Front populaire et le P.C.F. », consacré précisément à ce numéro spécial de juillet 1939, nous permet de savoir comment le P.C.F. d'aujourd'hui apprécie ce travail de ses prédécesseurs.

Claude Mazauric, historien et membre du comité central, écrit :

« C'est une victoire politique, idéologique du Parti tel qu'il s'est constitué, parti de la classe ouvrière et parti qui porte les espoirs de la nation. Mouvement qui l'oppose à la fois à des tendances réductrices, voire « ouvriéristes », qui prônaient l'effacement de la nation, comme à celles qui niaient la nécessité du combat de classe ou qui alignaient le mouvement ouvrier derrière l'humanisme abstrait de la bourgeoisie dont le « pacifisme » n'était qu'un avatar adapté à la période.

C'est pourquoi je vois comme premier aspect dans ce numéro des *Cahiers*, l'effet d'une victoire politique et idéologique ». ²²

Le fait que cette « victoire », fruit du passage de la politique dite de la « troisième période » à une politique d'ouverture à la bourgeoisie *via* le parti radical, soit une « victoire » supplémentaire de Staline n'apparaît pas à la lecture des commentaires de Claude Mazauric et autres. Tout au plus un regret est-il exprimé... que « l'attachement à la Révolution française [ait] eu des aspects éventuellement aliénants pour le Parti » ²³, à savoir que le P.C.F.

ait été « privé d'avoir une vision plus distanciée, plus critique, lui permettant l'élaboration de sa propre politique nationale » ²⁴ !

Aussi ne peut-on s'étonner de voir Claude Mazauric apprécier « l'extraordinaire qualité de certaines études historiques » ²⁵, dont la contribution de Jacques Duclos, « pleine d'ironie souvent féroce sur la situation de la France en 1939, mais à travers une référence permanente à la Révolution française, tomb[ant] dans ce défaut « subjectiviste » ». ²⁶

« Les communistes sont pleins d'Histoire » assure-t-il dans un noble élan ²⁷... Trop pleins sans doute pour prononcer une seule fois, en 1980, le nom de Staline à propos de ce numéro des *Cahiers du Communisme*, plein lui aussi du répugnant amalgame stalinien sur les procès de Moscou et Trotsky-Gestapo !

On eût peut-être apprécié un soupir.

Au lieu de cela, pas une « révélation », même de celles qui ne révèlent rien. Rien qu'une lourde chape de plomb.

Et l'auto-satisfaction.

NOTES

1. M. Thorez, « Le 150^e anniversaire », in *Cahiers du Communisme*. Numéro spécial. Juillet 1939, p. 904.
Au défilé de Buffalo, entre le char représentant la chute de la monarchie et le char des Volontaires internationaux avec l'effigie d'André Marty, se trouvait le char de l'U.R.S.S. avec effigie de Staline.
2. Staline cité par J. Duclos, *op. cit.*, p. 924.
3. *Ibidem*, p. 924.
4. *Ibidem*, p. 928.
5. *Ibidem*, p. 909.
6. *Ibidem*, p. 911.
7. J. Salomon, « Les finances de la Révolution », *op. cit.*, pp. 970-971.
8. *Ibidem*, p. 965.
9. *Ibidem*, p. 964.
10. *Ibidem*, p. 963.
11. *Ibidem*, p. 951.
12. *Ibidem*, p. 946.
13. *Ibidem*, p. 964.
14. *Ibidem*, p. 967.
15. Hypostase : les théologiens catholiques grecs adoptèrent le terme d'hypostase pour désigner la personnalité distincte du Père, du Fils et du Saint-Esprit, par opposition à *ousia*, qui exprime la substance, la nature commune aux trois hypostases divines. Ils admettaient donc dans la Trinité une seule substance et trois hypostases.
16. J. Bruhat, *op. cit.*, p. 973.
17. *Ibidem*, p. 976, souligné par nous.
18. *Ibidem*, p. 978.
19. *Ibidem*, p. 980.
20. G. Péri, *op. cit.*, p. 939.
21. *Ibidem*, p. 945.

22. *Cahiers du Communisme*, mars 1980, n° 3, « La Révolution française, le Front populaire et le P.C.F. », débat avec Jean Duma, Nathalie de Buzon-Keusch, Claude Gindin, Claude Mazauric. Débat consacré au numéro spécial des *Cahiers du Communisme* de juillet 1939. Ici Claude Mazauric, p. 111.
23. Mazauric, *Ibidem*, p. 115.
24. Mazauric, *Ibidem*, p. 116.
25. Mazauric, *Ibidem*, p. 111.
26. Mazauric, *Ibidem*, p. 112.
27. Mazauric, *Ibidem*, p. 120.

DOCUMENT

Les Juges et l'Historien (Procès d'Achille Roche)

Péroraison du procureur Levasseur, 19 février 1830.

[...] C'est aujourd'hui que l'ordre a été établi en France, que les descendants de Saint-Louis sont remontés sur le trône de leurs pères, c'est après quinze ans de paix, c'est au moment où les libertés publiques fleurissent à l'ombre du trône, où la prospérité publique est un gage nouveau de stabilité, qu'on ose élever la voix pour présenter la scandaleuse apologie des temps les plus funestes et offrir encore le désordre et l'anarchie comme moyen légitime de servir des passions coupables et de renverser notre antique monarchie. Pense-t-on que les efforts journaliers des méchants aient été couronnés d'un succès tel qu'ils aient pu à ce point corrompre l'opinion publique ? Pense-t-on donc que le temps est arrivé de faire réussir d'aussi coupables tentatives ? Non, sans doute, d'aussi criminelles exigences seront déçues ! Déjà l'opinion publique en a fait justice par son mépris bien prononcé contre de scandaleuses publications. C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de mettre le sceau légal à la réprobation de l'opinion, de montrer, par la fermeté de vos jugements, que tant que vous serez à vos sièges, vous ne permettrez jamais que l'anarchie relève sur la société son front humilié.

Verdict contre Achille Roche

« Attendu que les deux volumes ayant pour titres *Mémoires* de René Levasseur de la Sarthe ancien conventionnel et incriminés tant dans leur ensemble que dans plusieurs passages désignés dans les ordres de la Chambre du Conseil, renfermant soit l'apologie, soit l'éloge de 1793 et de plusieurs des hommes qui ont pris la part la plus active aux événements de cette époque, du régicide, des sociétés populaires, notamment du Club des Jacobins et de l'influence que ces sociétés ont exercée sur les événements du temps, du Tribunal révolutionnaire à l'époque même où les condamnations par lui prononcées étaient les plus nombreuses, de l'anarchie employée comme moyen de gouvernement, moyen que Levasseur dit avoir été calculé par lui et par les hommes de son parti.

Que ces apologies se trouvent notamment dans les passages [...] présentant le caractère du délit d'outrage à la morale publique.

Attendu que, dans plusieurs endroits de ces mêmes deux volumes, la souveraineté du peuple et l'égalité absolue sont présentées dans leur application à la France comme la seule base juste de tout gouvernement et la royauté comme un joug et un malheur pour les peuples [...].

Que, dans les endroits où ces attaques se trouvent [...] l'ouvrage incriminé présente le caractère du délit d'attaque contre la dignité royale et les droits que le roi tient de sa naissance.

Attendu en outre que l'ouvrage incriminé [...] renferme un outrage à la religion de l'Etat.

Attendu que tout Français a le droit de publier et de faire imprimer ses opinions, et si ce droit appartient plus particulièrement à l'historien, c'est cependant à la condition de se conformer aux lois répressives des abus de cette liberté.

Attendu qu'il résulte des déclarations faites à l'audience par Rapilly (l'éditeur) et Roche que Levasseur n'a composé que des sommaires ou matériaux pouvant former environ un volume, que Rapilly a demandé que l'ouvrage eût quatre volumes, et qu'alors Roche, tant d'après les matériaux fournis que d'après les instructions de Levasseur transmises par correspondance, a personnellement rédigé les deux volumes incriminés dont l'impression a été faite sur des feuilles écrites de sa main [...].

Déclare Roche et Rapilly coupables des délits prévus par les articles 1^{er} & 8 de la loi du 17 mai 1819, 1^{er} & 2 de celle du 5 mars 1822 [...].

Condamne, savoir : Roche à quatre mois d'emprisonnement et 300 francs d'amende.

Déclare valables les saisies opérées de tous exemplaires de deux volumes des Mémoires dont il s'agit ; ordonne que les exemplaires saisis soient supprimés et détruits ; condamne les dits Rapilly et Roche, solidairement, tant aux amendes qu'aux dépens ». ²

NOTES

1. *Mémoires* de R. Levasseur, t. IV, pp. 302-303.

2. *Mémoires* de R. Levasseur, t. IV, pp. 374-377.

Notes de lecture

Albert Manfred, *Napoléon Bonaparte*, Edition du Progrès, Moscou, 1980, 659 pages.

Notre intention n'est pas de rendre compte ici du livre consacré à Napoléon Bonaparte par l'historien soviétique Manfred, mais seulement de relever dans ses conclusions et appréciations d'ensemble des éléments révélateurs du lien concret entre analyse historique et réalité contemporaine.

Pour caractériser le pouvoir de Napoléon I^{er} dans la période 1805-1809, à son apogée, Manfred écrit qu'il faudrait sans doute parler de « la dictature militaro-bourgeoise despotique du général Bonaparte » et, un peu plus loin, citant un ancien collaborateur de l'empereur, de « règne de despote ».

Le premier caractère du régime bonapartiste est, selon lui, « le renforcement du pouvoir personnel à l'intérieur de l'Empire et le caractère policier du régime » qu'il souligne, montrant la répression contre la presse et le contrôle des théâtres par les sbires de Fouché. L'historien soviétique décrit en ces termes le « tournant » du régime :

« En 1804 [...] il n'avait pas osé faire enlever des frontons des édifices publics les grands mots d'ordre de la Révolution : Liberté, Egalité, Fraternité. Il en comprenait la puissance, il comprenait qu'une fidélité même limitée aux traditions révolutionnaires lui donnerait de plus grands avantages dans sa lutte contre les conservateurs féodaux d'Europe. Mais le temps passa et l'élément réactionnaire inscrit depuis le 18 Brumaire dans sa politique se renforçait logiquement. L'ancien Jacobin, le républicain [...] tournait le dos à son passé. Il s'affirmait en tant que monarque et sans même s'en rendre compte, se soumettait à une morale nouvelle, imposée de l'extérieur ».

Il poursuit :

« Une force invisible, insaisissable, insurmontable le rongait de l'intérieur : celle du Vieux Monde contre lequel il s'était si bien battu dans sa jeunesse. Inconsciemment, il devint prisonnier des habitudes, des critères moraux, de l'apparence même de l'ancienne société ».

L'historien soviétique décrit ensuite le phénomène de la création de la caste des privilégiés, la noblesse impériale, fruit de la trahison de la révolution et de la destruction de la République, qui faisait des féaux de l'Empereur des privilégiés dans l'ordre matériel, menant « le train de vie qui convenait à de hauts fonctionnaires et de riches nobles ».

Analysant l'évolution psychologique de Bonaparte, devenu « cynique, sans idéal, sans illusions, un blasé qui n'admettait que les désirs de son amour-propre insatiable », il décrit comme une dégénérescence morale l'attachement de l'Empereur à la toute-puissance de l'argent et des baïonnettes, commentant :

« C'était l'idéologie de la classe qu'il représentait, la bourgeoisie, libérée de toutes les illusions et aspirations humanitaires qui avaient été les siennes à une première étape : l'idéologie poussée à l'extrême de l'égoïsme bourgeois, l'idéologie de l'agression, la loi de la jungle »...

L'historien soviétique poursuit sur l'évolution du despote :

« On pouvait probablement expliquer et suivre pas à pas l'évolution de Bonaparte en vingt ans, allant de déception en déception, devenant de défenseur de la liberté et de l'égalité, de soldat de la Révolution qu'il était, agresseur et bourreau des peuples ».

Il énumère ensuite les erreurs qui furent fatales à la domination napoléonienne : « le culte de la force, de l'armée et le mépris des intérêts de la volonté du peuple ». Il montre l'échec de l'amalgame social que fut la nouvelle noblesse, comblée de faveurs, le mécontentement légitime que son existence provoqua dans « toute la France du travail » qui avait ainsi combattu seulement pour asseoir la prospérité d'une nouvelle couche de privilégiés. Il poursuit, sur le terrain politique :

« L'envers de cette confiance naïve dans la force des baïonnettes était la négation d'autres facteurs sociaux importants. Il niait purement et simplement les sentiments nationaux, les convictions idéologiques, les aspirations révolutionnaires, le patriotisme : toutes les valeurs sur lesquelles ni les millions ni le nombre des divisions n'avaient de prise [...] A mesure qu'il se transformait en un dictateur au pouvoir illimité, il se coupait de la réalité, cessait de la voir et de la comprendre clairement. Il portait des œillères et vivait aveuglé par sa puissance apparente, en pensant naïvement que la force des baïonnettes suffisait maintenant à surmonter tous les obstacles ».

Arrêtons là ces citations, extraites des seules pages 499-503 de cet ouvrage. Nous ne sommes certes pas en mesure de dire si c'est l'analyse du régime bonapartiste qui conduit l'historien soviétique à écrire des lignes qui semblent par moment consacrées au régime stalinien, ou si c'est la compréhension de la dégénérescence de la révolution et de la naissance du bonapartisme despotique stalinien qui est venue éclairer l'analyse du régime impérial. Le fait est là ! Au-delà du rideau de fer, il est aussi des historiens qui suggèrent, volontairement ou non, un rapport entre leur temps et l'époque étudiée et proposent peut-être des clés. D'autres, en tout cas, les trouveront dans leurs travaux.

Le C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les

Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

88, rue Saint-Denis - 75001 Paris

Tél. 42.33.47.92

Un centre de documentation pour les chercheurs

Ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h

Archives : Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches des organisations révolutionnaires internationales.

Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : Bulletin trimestriel. A ce jour, 44 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures anciens d'organisations révolutionnaires.

Abonnement annuel consultation : 60 F

Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : 50 F

couplé (consultation + Cahiers) : 90 F

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens d'organisations révolutionnaires (journaux, revues, brochures).

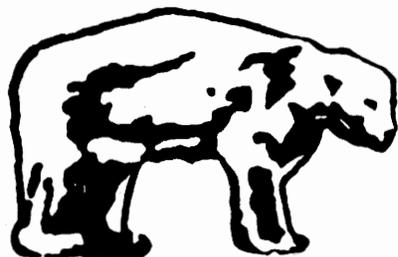
Vente de livres de la Librairie du Travail : (originaux d'avant-guerre) :

« L'abominable vénalité de la presse », (1931), de A. Raffalovitch, d'après les documents des archives russes (1897-1917).

« M. Poincaré et la guerre de 1914 », (1935), de Gustave Dupin.

Tous ces livres au prix exceptionnel de 40 F (frais d'envoi compris).

Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.



L'OURS

Un centre de documentation

- **Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes**
 - Doctrines : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
 - Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
 - Livres d'Histoire et d'actualité.
 - Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).
 - **500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX^e siècle à nos jours**
 - **Des archives**
 - Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
 - Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
 - Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.
 - **Documents divers**
 - Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
 - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969).
 - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
-

un instrument de travail...

*pour les chercheurs,
les militants, les curieux.*

Un lieu de débat

A L'OURS, c'est aussi, depuis 15 ans :

- Débattre :** 1977 : le problème foncier, débat avec E. Pisani.
1979 : 1879-1979. 100 ans après, les chances du socialisme.
1981 : l'unité de l'Europe.
1983 : table ronde sur le Chili.
- Informier :** — Compte rendu des colloques dans les cahiers de L'OURS.
— Un cahier et un journal mensuel.
- Proposer :** — Socialisme et marché.
— Le problème de l'emploi.
— Etude sur l'autogestion.
— Manifeste sur l'Europe - mars 1984.
-

Office Universitaire de Recherche Socialiste
86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 555.08.60

Envoi d'un spécimen sur simple demande.

LEON SEDOV fils de Trotsky

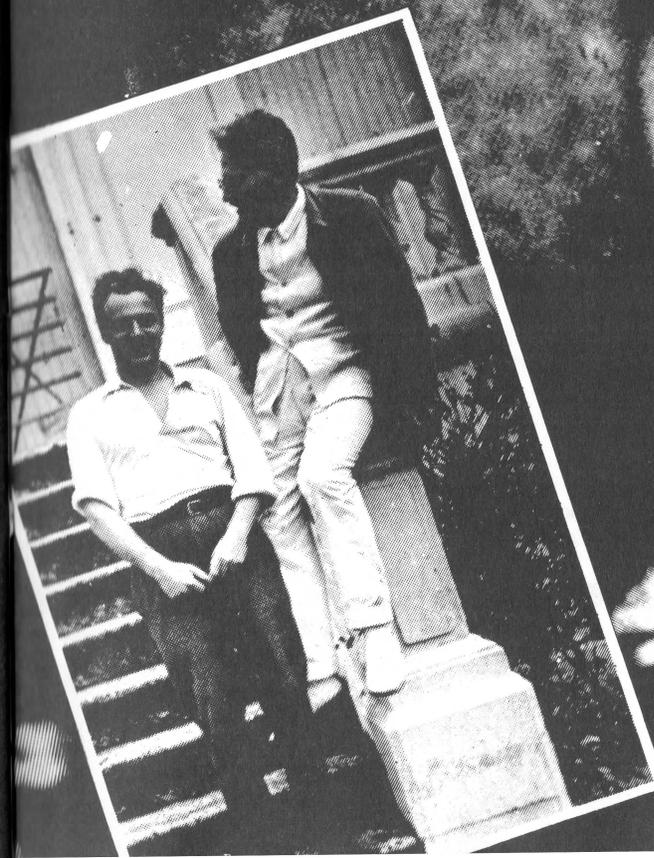
Ce jeune homme mort à 31 ans était l'ennemi n° 2 de Staline dont les tueurs ont suivi tous ses pas. Il avait connu l'exil tout enfant, la révolution russe alors qu'il était encore très jeune et la guerre civile avait vu mûrir son adolescence.

Il a été l'un des hommes clairvoyants qui a su démonter le mécanisme de l'imposture des procès de Moscou et des crimes de Staline. Il est l'auteur du fameux *Livre rouge sur le procès de Moscou*. Il est mort prématurément, empoisonné ou épuisé.

Les *Cahiers Léon Trotsky* lui ont consacré deux numéros, 13 et 14: articles, documents, débats, mais aussi ses principaux écrits entre 1930 et 1937. A la demande de nombreux lecteurs, ils ont été reproduits dans ce volume parmi eux le *Livre rouge*, introuvable depuis des années.

Prix 84 F (franco de port)
Règlement par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :
JOUBERT J.P. - C.L.T. - Grenoble.
A adresser : JOUBERT J.P. - C.L.T.
2, rue Bayard. 38000 Grenoble

léon sedov fils de trotsky



ECRITS ET
TEMOIGNAGES

ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication va se terminer prochainement avec son 24^e volume. Le plan prévu est de publier ensuite la seconde série des *Œuvres* couvrant la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, à 1933, date de l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée », pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert - C.L.T. : 2, rue Bayard, F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^{ie}A

EN JUIN 1987
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3342. Imprimé en France

DÉPOT LÉGAL : JUIN 1987

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture : « Le triomphe de Marat », peinture de Boilly, musée de Lille, cl. Bulloz.